



Statistiques sur le secteur public

Systeme de gestion financière
2003-2004



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Coordonnatrice de la commercialisation et des services aux clients, Division des institutions publiques, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit no 68-213-XIF au catalogue est publié annuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 49 \$ CA. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à www.statcan.ca, sous la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 66 \$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire
États-Unis	6 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **infostats@statcan.ca**
- Poste Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division des institutions publiques

Statistiques sur le secteur public

Système de gestion financière
2003-2004

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2004

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juillet 2004

N° 68-213-XIF au catalogue
ISSN 1703-4906

Périodicité : Annuel

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 63-218-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique* relatives au secret
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Note concernant CANSIM

Le CANSIM (Système canadien d'information socio-économique) est le système de Statistique Canada qui se compose d'une banque de données informatisées et de son logiciel de soutien. La plupart des données présentées dans cette publication et beaucoup d'autres données contenues dans le CANSIM peuvent être extraites par l'intermédiaire d'un terminal, sous forme d'imprimés d'ordinateur ou sous forme lisible par machine. Des données historiques et des données plus actuelles qui n'apparaissent pas dans cette publication sont disponibles de CANSIM.

Pour des informations plus détaillées veuillez référer à la *Annexe IX*.

Table des matières

	Page
Note aux utilisateurs	6
Faits saillants	10
Tableaux sommaires	
Tableau 1.0 Emploi et salaires et traitements dans le secteur public – Distribution selon les composantes du secteur public	19
Tableau 1.1 Emploi et salaires et traitements dans le secteur public, par province, territoire et à l'extérieur du Canada	21
Tableau 1.2 Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants, par province, territoire et à l'extérieur du Canada	23
Tableau 1.3 Salaires et traitements dans le secteur public, par province, territoire et à l'extérieur du Canada	25
Tableau 1.4 Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales	27
Tableau 1.5 Recettes, dépenses et surplus (déficit) totaux de l'administration publique générale fédérale	29
Tableau 1.6 Dette nette, dette nette par habitant et dette nette en pourcentage du PIB de l'administration publique générale fédérale	30
Tableau 1.7 Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire	31
Tableau 1.8 Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire	33
Tableau 1.9 Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales	35
Tableau 1.10 Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire	37
Tableau 1.11 Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire	39
Tableau 1.12 Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales	41
Tableaux statistiques : Recettes et dépenses	
Tableau 2.0 Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales	43
Tableau 2.1 Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales – Total du Canada	44
Tableau 2.2 Recettes et dépenses de l'administration publique fédérale	45
Tableau 2.3 Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale	46
Tableau 2.4 Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés fédéraux	48
Tableau 2.5 Recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales – Total du Canada	49

Table des matières - Suite

	Page
Tableaux statistiques : Recettes et dépenses - Fin	
Tableau 2.6 Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales – Total du Canada	50
Tableau 2.7 Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux – Total du Canada	51
Tableau 2.8 Recettes et dépenses des universités et collèges – Total du Canada	51
Tableau 2.9 Recettes et dépenses des institutions des services de santé et services sociaux – Total du Canada	52
Tableau 2.10 Recettes et dépenses des administrations publiques locales – Total du Canada	53
Tableau 2.11 Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales – Total du Canada	54
Tableau 2.12 Recettes et dépenses des commissions/conseils scolaires – Total du Canada	56
Tableau 2.13 Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada	57
Tableau 2.14 Recettes et dépenses du Régime des rentes du Québec	57
Tableau 2.15 Revenus et dépenses des entreprises publiques fédérales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre	58
Tableau 2.16 Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales et territoriales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre – Total du Canada	58
Tableaux statistiques : Actif et passif	
Table 3.0 Bilan consolidé des administrations publiques générales fédérale, provinciales, territoriales et locales, au 31 mars	59
Table 3.1 Bilan consolidé des administrations publiques générales provinciales, territoriales et locales, au 31 mars – Total du Canada	60
Table 3.2 Bilan de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars	61
Table 3.3 Bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars – Total du Canada	62
Table 3.4 Bilan des administrations publiques locales, au 31 décembre	63
Table 3.5 Bilan du régimes de retraite non provisionné de l'administration publique fédérale - Régimes de retraite non provisionnés des employés, au 31 mars	63
Table 3.6 Bilan des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux, au 31 mars – Total du Canada	64
Table 3.7 Bilan du Régime de pensions du Canada, au 31 mars	64
Table 3.8 Bilan du Régime des rentes du Québec, au 31 mars	64
Table 3.9 Bilan des entreprises publiques fédérales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre	65
Table 3.10 Bilan des entreprises publiques provinciales et territoriales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre – Total du Canada	66
Tableaux statistiques : Emploi et traitements – Total du Canada	
Tableau 4.0 Emploi, moyenne annuelle	67
Tableau 4.1 Salaires et traitements, total annuel	67

Table des matières - Fin

	Page
Qualité des données, concepts et méthodologie	
Description des concepts des données	68
Méthodologie statistique	69
Définition des principales variables financières	72
Annexes	
Annexe I : Classification des recettes et des dépenses de l'administration publique	73
Annexe II : Classification de l'actif et du passif	79
Annexe III : Recettes et dépenses – Tableaux de rapprochement	
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement I – Rapprochement des recettes et dépenses estimées de l'administration publique fédérale selon les comptes publics avec le SGF 	81
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement II – Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF 	82
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement III – Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le SGF 	95
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement IV – Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le SGF et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) 	108
Annexe IV : Actif et passif – Tableaux de rapprochement	
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement V – Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le SGF 	109
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement VI – Rapprochement du bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF 	110
Annexe V : Emploi – Tableaux de rapprochement	
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement VII – Rapprochement de l'emploi dans l'administration publique et les entreprises publiques fédérales 	122
<ul style="list-style-type: none"> • État de rapprochement VIII – Rapprochement des données sur l'emploi dans l'administration publique (EERH) et des données sur l'emploi dans le secteur public (DIP) 	122
Annexe VI : Transferts de capital	
<ul style="list-style-type: none"> • Tableau A1 : Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique 	123
<ul style="list-style-type: none"> • Tableau A2 : Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique, par province et territoire 	124
Annexe VII :	
<ul style="list-style-type: none"> • Tableau A3 : Estimations de la population, Canada, provinces et territoires 	125
<ul style="list-style-type: none"> • Tableau A4 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, en termes de dépenses, premier trimestre 	126
Annexe VIII : Glossaire	127
Annexe IX : Produits connexes	128

Note aux utilisateurs

Introduction

Les statistiques sur les administrations publiques que contient la présente publication, sont fondées sur un cadre de référence de la classification qui est le Système de gestion financière (SGF). Le SGF rajuste les données de base afin d'obtenir des statistiques cohérentes et comparables. Donc, les données SGF diffèrent des données publiées dans les états financiers des administrations publiques.

Le besoin d'une classification cohérente découle des états financiers des administrations publiques qui sont fondés sur les modes d'organisation et sur les méthodes comptables qui sont propres à chacune des administrations. Puisque ces modes d'organisation ainsi que ces méthodes comptables sont choisis afin de satisfaire aux besoins des administrations individuelles, l'uniformité des ces pratiques, d'une administration publique à l'autre, est faible. Ainsi, une administration s'acquitte d'une tâche particulière par l'intermédiaire d'un ministère, tandis qu'une autre préfère recourir à une société d'État, à un conseil, à une commission ou à un organisme spécial. Lorsqu'on classe les dépenses selon leur objectif principal, un ministère donné n'assume pas nécessairement les mêmes responsabilités d'une administration publique à une autre. Le SGF assure que les dépenses des administrations publiques sont classées de façon cohérente selon leur objectif principal. Aussi, la structure organisationnelle des administrations publiques change souvent à la suite du lancement de nouveaux programmes, de la modification des programmes existant et de l'attribution ou de la réattribution des responsabilités. Le SGF minimise l'impact de ces changements sur les finances publiques.

De plus, les administrations publiques emploient diverses conventions comptables. Par exemple, certaines produisent leurs déclarations selon la méthode de la comptabilité de caisse, d'autres, selon celle de la comptabilité d'exercice, et d'autres encore s'appuient sur les deux méthodes. Les rajustements exigés par le SGF servent à uniformiser les données produites selon ces diverses conventions.

« Administration publique consolidée » est le terme utilisé pour la consolidation des données des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales ainsi que celles du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec.

Statistiques publiques consolidées

La consolidation est un aspect fondamental du SGF

La consolidation consiste à regrouper les comptes financiers de diverses unités d'une administration publique (fédérale, provinciale, territoriale ou locale) ou ceux établis pour divers paliers d'administration, afin de produire des statistiques financières agrégées sans doubles comptes. Autrement dit, elle consiste à présenter des données financières pour plusieurs unités administratives comme si celles-ci n'en formaient qu'une seule.

La consolidation comporte deux dimensions fondamentales. La première correspond au choix des entités qu'il convient d'inclure dans toute consolidation (c.-à-d. la couverture). L'autre a trait aux règles comptables utilisées pour procéder effectivement à la consolidation, c'est-à-dire l'élimination des transactions entre les unités dont les comptes sont consolidés afin d'éviter les doubles comptes.

Couverture de la consolidation

Consolidation au sein d'une administration publique

Examinons l'exemple de la production de statistiques financières pour la composante administration générale de l'administration fédérale. Pour produire des statistiques financières pour l'administration générale fédérale, il est nécessaire de regrouper un grand nombre d'entités très variées.

Le SGF précise les règles qui dictent quelles entités doivent être incluses dans une consolidation particulière et lesquelles doivent en être exclues. L'application des règles du SGF (couverture) donne lieu à l'intégration de tous les ministères, comme Citoyenneté et Immigration Canada et Développement des ressources humaines Canada. Sont également inclus tous les organismes ou fonds autonomes (p. ex., la Société Radio-Canada et la Fondation canadienne pour l'innovation) qui tiennent des livres de comptes distincts, mais dont le rôle est considéré dans le SGF comme une extension des activités de l'administration publique générale.

Le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec sont regroupés pour créer une composante distincte des administrations publiques. De la même façon, plusieurs entités fédérales classées dans le SGF comme étant des entreprises publiques sont également exclues de la consolidation des administrations publiques générales, mais incluses dans la composante des entreprises publiques du secteur public (p. ex., la Banque de développement du Canada, la Société canadienne des postes, Via Rail Canada). (Voir le *diagramme du secteur public*).

Les comptes des régimes de pensions non provisionnés fédéraux et ceux de l'administration générale fédérale sont consolidés pour aboutir aux statistiques financières pour l'administration fédérale.

Choix des entités dont les comptes doivent être consolidés

La consolidation n'est pas une pratique propre au SGF. On l'observe ailleurs, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Par exemple, lors de la préparation des comptes publics/états financiers, chaque administration publique décide des entités qu'il convient d'inclure, ou d'exclure, pour calculer des chiffres tels que la taille du déficit ou de l'excédent. Dans le secteur privé, les sociétés qui comptent un grand nombre d'entreprises distinctes décident des entreprises qui doivent être incluses dans l'état financier consolidé de la société « mère ».

Dans le cas du SGF, la tendance consiste à adopter une démarche inclusive lors de la création de catégories agrégées, comme

l'administration générale. Par exemple, le SGF comprend une catégorie agrégée appelée administrations provinciales et territoriales générales qui représente un ensemble de comptes regroupant toutes les provinces et tous les territoires. Pour créer cette catégorie, il faut que les comptes de chaque administration provinciale et territoriale aient le même fondement, autrement dit, il faut que les mêmes règles soient suivies pour procéder à la consolidation de l'administration publique générale de chaque province et territoire. Comme il l'est mentionné dans l'introduction, les administrations provinciales et territoriales s'appuient aussi sur diverses formes d'entités pour exécuter les fonctions administratives (ministères, organismes spéciaux, commissions, etc.). Une administration publique pourrait déléguer la responsabilité d'une activité à un ministère, alors qu'une autre pourrait choisir de créer un organisme spécial. Afin de produire pour les diverses sphères de compétences des données sur les administrations publiques générales aussi cohérentes que possible qu'elles peuvent être additionnées, il est nécessaire d'inclure une large gamme d'entités. Par conséquent, les statistiques basées sur le SGF sont généralement plus inclusives que celles des comptes publics des administrations.

Pour produire des statistiques provinciales et territoriales pour chaque province et territoire, il faut consolider les sous-composantes, c'est-à-dire les administrations provinciales et territoriales générales, les établissements de santé et de services sociaux, les universités et les collèges, et les régimes de retraite non provisionnés.

Les données sur les administrations publiques locales résultent de la consolidation des comptes des administrations locales générales et des commissions et conseils scolaires.

Avantages de la consolidation

Comparabilité des administrations publiques

Comme on l'a mentionné, chaque administration publique tient à jour ses propres comptes de la façon qui répond le mieux à ses objectifs. Par conséquent, les comptes publics publiés par les diverses administrations publiques ne peuvent être ni combinés ni comparés. On ne peut comparer de façon probante la grandeur de l'excédent ou du déficit d'une province à celle de l'excédent ou du déficit d'une autre.

La consolidation des comptes dans le SGF, par application des mêmes règles et procédures aux données financières de toutes les administrations publiques, produit des chiffres qui sont comparables. En utilisant les données consolidées du SGF il est possible de comparer l'état des finances d'une administration publique à celui d'une autre. Les statistiques consolidées du SGF permettent aussi de comparer l'état des finances de l'administration fédérale à celui des finances de n'importe quelle province ou de toutes les provinces regroupées.

Consolidation des comptes des administrations provinciales, territoriales et locales

Grâce à la consolidation des comptes des divers *paliers* d'administration, les statistiques consolidées du SGF permettent de pousser encore plus loin les comparaisons entre provinces et territoires.

En effet, dans certains domaines, la répartition des responsabilités entre les autorités provinciales et locales varie selon la province ou

le territoire. Une activité relevant des autorités provinciales dans une province pourrait incomber aux autorités locales dans une autre. Par conséquent, les données provinciales ne sont totalement comparables que si l'on procède à la consolidation des opérations des administrations provinciales et territoriales et des administrations locales. Voici quelques exemples de différence de répartition des responsabilités.

- À Terre-Neuve-et-Labrador, l'administration provinciale assume presque entièrement le coût des services de protection de la police, tandis que, dans d'autres provinces et territoires, les deux paliers de gouvernement assument chacun une part importante des dépenses
- Dans nombre de provinces et territoires, l'impôt scolaire, qui doit servir au financement de l'enseignement primaire et secondaire, est perçu par les administrations locales et ce sont ces dernières qui règlent les dépenses. Au Nouveau-Brunswick, les écoles primaires et secondaires font partie de la structure de l'administration publique provinciale. Au Yukon, l'administration territoriale est chargée du fonctionnement des écoles. Dans les Territoires du Nord-Ouest, l'administration territoriale est également chargée du fonctionnement des écoles, sauf dans le cas de deux districts scolaires à Yellowknife
- En Ontario, de nombreux établissements de soins pour bénéficiaires internes appartenant aux municipalités font partie de la structure de l'administration locale, tandis que dans d'autres provinces et territoires, la plupart des établissements de soins pour bénéficiaires internes relèvent des autorités provinciales

La répartition des responsabilités entre les autorités provinciales et locales dans une province peut aussi varier au cours du temps. Par exemple, en Ontario, l'administration provinciale s'est déchargée de certaines de ses responsabilités sur les administrations locales entre 1997 et 2000

- Depuis janvier 1998, les municipalités qui recevaient les services de la Police provinciale de l'Ontario sans coût direct doivent payer pour obtenir ces services
- Les municipalités doivent désormais assumer 20 % du coût des programmes de garde d'enfants
- Les municipalités assument entièrement la responsabilité des installations d'adduction d'eau et d'égoûts qui incombait antérieurement à l'Agence ontarienne des eaux
- L'administration provinciale a créé la Société ontarienne d'évaluation foncière (SOEF) pour effectuer les évaluations foncières réalisées antérieurement par le commissaire provincial à l'évaluation. La SOEF facture ses services aux municipalités

Pour créer des statistiques qui reflètent la combinaison des administrations provinciales et locales, il faut commencer par consolider les comptes d'une foule d'entités provinciales, comme nous l'avons mentionné plus haut, et d'une foule d'entités locales, puis combiner les données pour les deux paliers d'administration et éliminer les transactions entre ces paliers. Les ventes de biens et de services, les opérations d'emprunt (intérêts) entre administrations publiques et les transferts sont des transactions entre deux paliers d'administration.

Finances publiques consolidées

Les coûts totaux des services publics fournis par les administrations au pays et les recettes recueillies pour financer ces services ne peuvent être mesurés que si les données de l'administration fédérale, des administrations provinciales, territoriales et locales et des régimes de pensions du Canada et de rentes du Québec sont consolidées. Les données consolidées sur les administrations publiques permettent d'évaluer l'incidence financière totale des administrations publiques sur l'ensemble de l'économie.

Règles comptables de consolidation

La consolidation comprend aussi un ensemble de règles à suivre pour combiner les comptes des entités visées par la consolidation.

Flux entre unités ou administrations publiques

La combinaison des comptes doit aussi tenir compte des flux entre les entités que l'on veut agréger. On peut, pour illustrer ce processus, décrire la consolidation des comptes d'administrations publiques de niveaux différents, comme les administrations provinciales et locales. Les provinces transfèrent de l'argent aux administrations locales à diverses fins. Ces transferts proviennent des recettes recueillies par l'administration provinciale. Ils constituent aussi des recettes pour les administrations locales qui les reçoivent. Sans l'application des règles de consolidation, la simple agrégation des données sur les recettes de l'administration provinciale et de ses

administrations locales produirait un double compte.

Uniformité des statistiques au cours du temps

Comme on l'a mentionné plus haut, la répartition des responsabilités entre les administrations provinciales et locales peut varier au cours du temps. De façon comparable, la structure utilisée par une administration publique pour fournir des services peut évoluer avec le temps. Une administration peut utiliser un ministère pour fournir un service particulier pendant plusieurs années, puis établir un organisme spécial, ayant son propre ensemble de comptes, pour continuer à offrir le même service. Dans cet exemple, pour que les données chronologiques soient comparables, il est nécessaire de consolider les comptes de l'organisme spécial avec ceux du ministère.

Graphiques

Les graphiques présentés dans la section des *graphiques* sont produits à partir des tableaux statistiques de la publication et des données supplémentaires provenant du "Répertoire des produits de données standard" de la Division des institutions publiques.

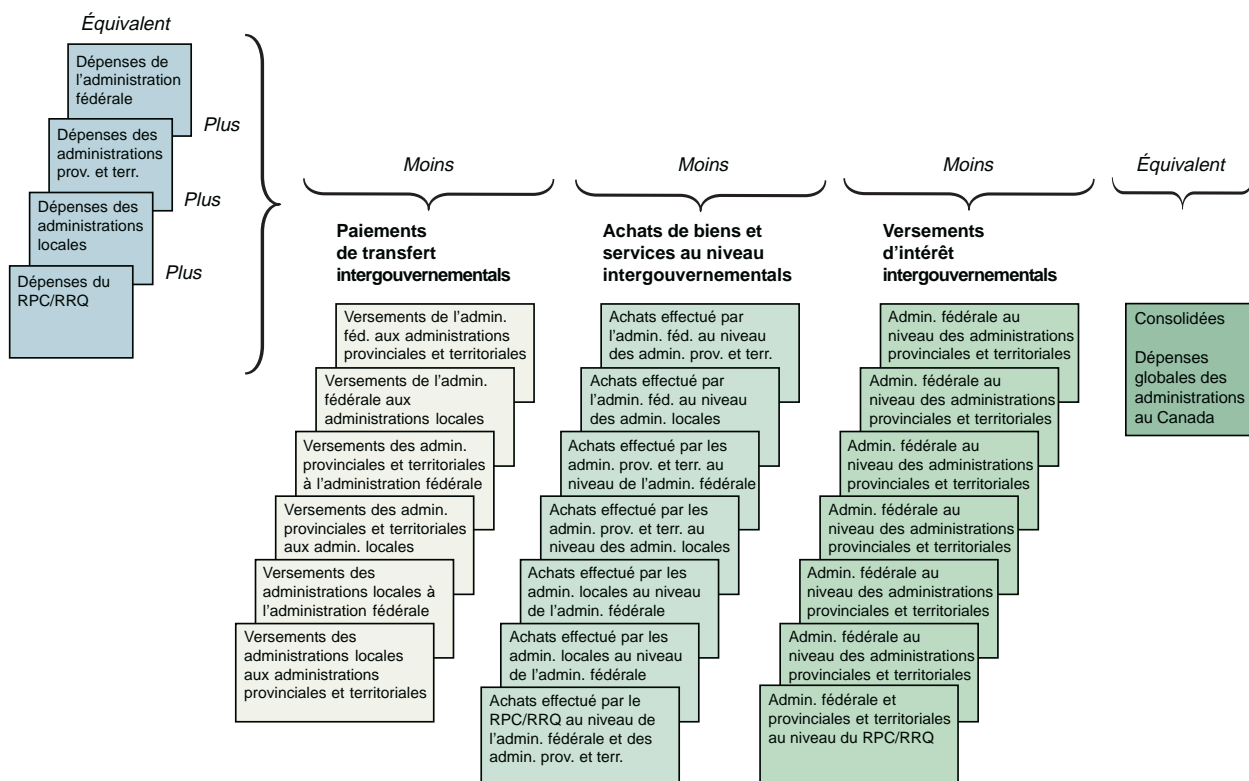
Historique

Les statistiques que contient la présente publication remplacent celles qui figuraient dans *Finances du secteur public* (n° 68-212-XPB au catalogue) et dans *Emploi et salaires et traitements dans le secteur public* (n° 72-209-XPB au catalogue). Depuis la dernière

CALCUL DES DÉPENSES CONSOLIDÉES

Données pour divers niveaux d'administration

Dépenses publiques regroupées



édition de la publication *Système de gestion financière*, les statistiques financières du *Système de gestion financière* ont subi une révision méthodologique importante.

La révision historique de 1997 a permis de mieux harmoniser le *Système de gestion financière* et le *Système de comptabilité nationale*. Les détails des modifications apportées au *Système de gestion financière* sont inclus dans la publication *Système de gestion financière (68F0023X1B)*. En outre, on a étendu le champ d'observation du secteur public du Canada de façon à fournir des données sur les nouvelles sous-composantes de l'administration publique. Étant donné ces améliorations d'ordre méthodologique, les données de la présente publication ne peuvent être comparées directement à celles des publications antérieures sur le SGF.

Les statistiques détaillées ont été révisées rétroactivement jusqu'à l'exercice 1988-1989. Ces données peuvent être consultées dans Cansim ou obtenues directement auprès de la Division des institutions publiques de Statistique Canada.

Politique de révision

Comme il a été indiqué, les statistiques agrégées du SGF diffèrent souvent de celles qui sont publiées par les gouvernements des secteurs de compétence sur lesquels elles portent. Le SGF utilise pourtant des données détaillées provenant de ces secteurs de compétence comme entrées pour ses propres calculs.

Souvent, les données d'entrée du SGF ne sont définitives que plusieurs années après la date de référence, et plus les données d'entrée sont récentes, plus elles sont susceptibles d'être révisées. Pour ce qui est des données du SGF des deux dernières années, celles de l'année la plus récente sont fondées principalement sur des prévisions budgétaires et celles de l'année précédente, sur des rapports annuels non vérifiés. Ces données finissent par être remplacées par des comptes publics/états financiers officiels publiés par chacun des secteurs de compétence sur lesquels porte le SGF. Pour Statistique Canada, la disponibilité ultérieure de ces données révisées ou définitives exige, par ricochet, que les données du SGF soient modifiées en conséquence.

Bien que les données les plus récentes soient nécessairement moins fiables que les données vieilles de plusieurs années, l'utilisation d'information provisoire se traduit par de nettes améliorations sur le plan de la rapidité de publication. Les données sont maintenant publiées dans un délai de trois mois après la fin de la période de référence. Compte tenu de ce qu'apporte la rapidité de publication à la pertinence des données, cette option est dans l'intérêt des utilisateurs des données.

La politique de révision utilisée pour le SGF est la même que celle appliquée au *Système de comptabilité nationale* du Canada (SCNC). Chaque année, seules les données des quatre années les plus récentes font l'objet d'une révision. La révision des données vieilles de cinq ans ou plus n'a lieu qu'à la prochaine révision historique, comme l'exige le SCNC. Par conséquent, des discontinuités sont parfois inévitables dans les séries, et des notes en bas de page avertissent l'utilisateur des données de tout problème de ce genre.

Les statistiques qui découlent de sources de données provisoires sont marquées comme suit :

p : On emploie ce signe pour indiquer qu'une donnée est provisoire. Les données provisoires sont susceptibles d'être rectifiées.

Les gouvernements révisent leurs données financières de façon continue. Ces révisions seront reflétées dans les données du SGF qui seront publiées durant les années suivantes.

r : On emploie ce signe lorsqu'une donnée provisoire est rectifiée.

Les données qui ne sont marquées ni d'un « p » ni d'un « r » sont fondées sur des sources de données définitives. Ces données pourraient encore être révisées au cours des processus annuels de rapprochement avec les données des autres séries statistiques du SCNC ou dans le contexte de la politique de révision du SGF.

Nota : Toutes les données qui figurent dans la présente publication pour l'année de référence 2002-2003 sont préliminaire – « p ».

États de rapprochement

Les états de rapprochement qui exposent en détail la transformation des données, des sources d'entrée aux séries statistiques « p » et « données définitives » du SGF, sont fournis dans la présente publication à des fins de transparence et pour aider l'utilisateur à comprendre ces statistiques.

Faits saillants

Finances des administrations publiques : recettes, dépenses et excédents

2003-2004

De 1988 à 2003, les contribuables locaux ont progressivement acquitté une plus grande part de la facture des dépenses des administrations locales compte tenu d'un changement dans les paiements de transfert et de la nécessité pour les municipalités de continuer à assurer les services courants et d'investir dans les infrastructures.

Les administrations générales locales et les administrations provinciales et territoriales reçoivent des paiements de transfert des autres paliers de l'administration publique. Bien que ces dernières aient vu fondre la part de ces transferts dans leurs recettes, la diminution a été plus marquée pour les administrations locales.

Les administrations générales locales ont pallié au ralentissement de la croissance des transferts en augmentant les taxes municipales (principalement les impôts fonciers) et les recettes tirées de la vente de biens et de services (surtout l'approvisionnement en eau et les frais liés à l'utilisation de services).

Les administrations générales locales ont consacré une part croissante de leurs dépenses aux besoins courants et de moins en moins aux investissements en infrastructure.

Malgré tout, considérant les dépenses en infrastructure de l'ensemble des administrations publiques, l'importance de celles des administrations générales locales ne cesse de grandir et compte présentement pour plus de la moitié des dépenses totales en infrastructure.

Les recettes augmentent au même rythme pour tous les paliers de l'administration publique

Entre 1988 (point de départ des statistiques courantes) et 2003, les recettes des trois paliers de l'administration publique (administrations générales fédérale, provinciales et territoriales, et locales) ont connu des taux de croissance quasi similaires. Au cours de cet intervalle de 15 ans, les recettes des administrations générales locales ont augmenté à un taux annuel moyen de 4,2 %, alors que ce taux a été de 4,1 % pour les deux autres paliers de l'administration publique.

En 2003, les recettes totales des administrations générales locales (50 milliards de dollars) équivalaient à un quart des recettes fédérales (200 milliards de dollars) et à un peu plus du cinquième de celles des provinces et des territoires (225 milliards de dollars).

Une part importante des recettes de l'administration générale fédérale est transférée aux administrations générales provinciales et territoriales où elle est également comptabilisée dans les recettes de ces dernières. De même, une part des

Note aux lecteurs

Les statistiques sur les finances publiques ont été révisées rétroactivement à compter de 2000-2001. Des données additionnelles concernant le présent communiqué sont disponibles dans la publication *Statistiques sur le secteur public : supplément 2004* (68-213-SIF, gratuite).

Le **Système de gestion financière (SGF)** est un cadre comptable utilisé pour produire les statistiques des administrations publiques comprises dans le présent communiqué. Le SGF normalise les comptes des administrations publiques, afin de rendre leurs statistiques cohérentes et comparables. C'est pourquoi les statistiques selon le SGF peuvent différer des données publiées dans les états financiers des différentes administrations publiques.

L'expression **administration générale** s'entend du secteur administratif des administrations publiques, à l'exclusion des unités institutionnelles comme les écoles et les hôpitaux, qui participent directement à la prestation de services.

Les **administrations générales locales** sont les municipalités, les bibliothèques et les musées municipaux, les services d'aqueduc et d'égout municipaux, ainsi que les conseils municipaux, les commissions et les fonds spéciaux. Elles n'incluent pas les conseils scolaires, les réserves indiennes et les régions administrées par les administrations provinciales, ni les entreprises publiques locales comme les services de gaz, d'électricité et de téléphone et les entreprises de transport public.

Les **investissements en infrastructure** correspondent aux dépenses en biens durables (bâtiments, routes, systèmes d'aqueduc et d'égout, etc.) ainsi qu'en machines et en matériel. Cette définition ne vaut que pour le présent communiqué.

Le graphique sur les dépenses en infrastructure qui apparaît dans le texte est fondé sur des données de la Division de l'investissement et du stock de capital de Statistique Canada.

L'expression **administration publique consolidée** désigne la consolidation des données financières des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, ainsi que du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec. La consolidation est l'agrégation de paliers de l'administration publique, après l'élimination des inscriptions en double. Par exemple, sans la consolidation, les transferts fédéraux aux provinces et aux territoires seraient comptabilisés deux fois, d'un côté comme une dépense fédérale, et de l'autre, comme une dépense provinciale ou territoriale, une fois utilisés.

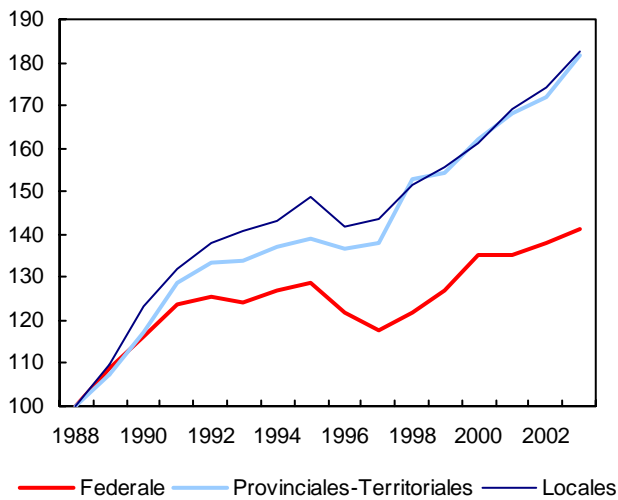
recettes des administrations générales provinciales (et une petite fraction des recettes fédérales) est transférée aux administrations générales locales et comptabilisée dans les recettes de celles-ci.

En ce qui a trait aux dépenses, la situation en regard de la croissance a été différente. Au cours du même intervalle de 15 ans, la hausse des dépenses de l'administration générale fédérale (y compris les transferts) a été moindre que celle des administrations générales provinciales et territoriales, de même que celle des administrations générales locales.

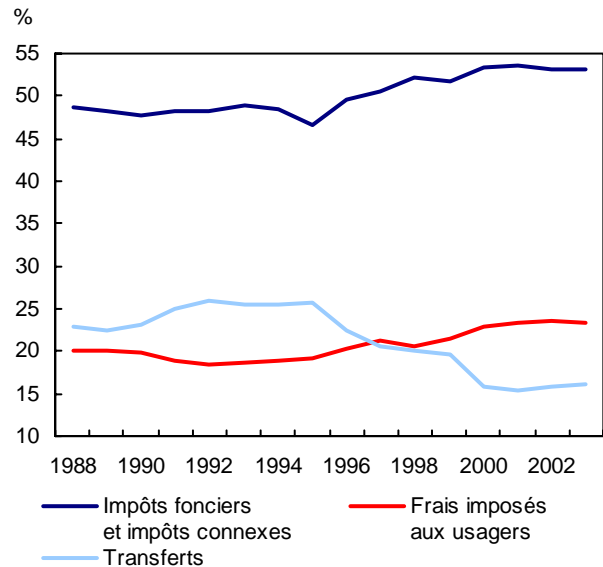
Les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales (y compris les transferts aux administrations locales) ont augmenté à un taux annuel moyen de 4,2 % au cours de

Indice des dépenses des administrations générales fédérale, provinciales-territoriales et locales

1988 = 100



Sources des recettes des administrations générales locales



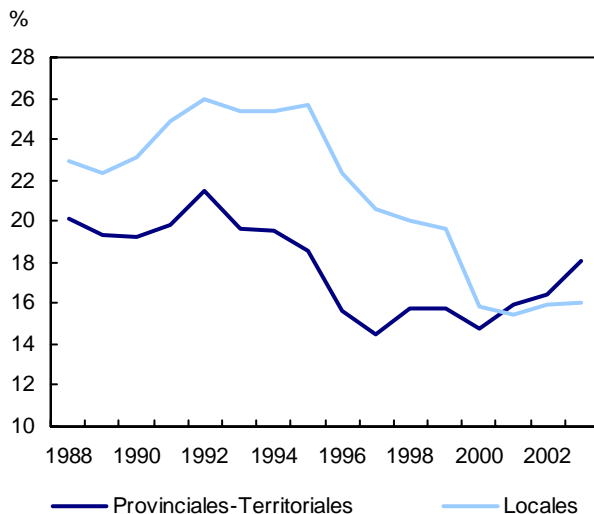
cette période. On observe le même taux pour les administrations générales locales. Pendant ce temps, les dépenses de l'administration générale fédérale (y compris les transferts aux administrations provinciales, territoriales et locales) ont affiché un taux moyen de croissance annuelle de seulement 2,3 %.

Les paiements de transfert fédéraux, provinciaux et territoriaux aux administrations générales locales ont augmenté au cours des 15 dernières années. Toutefois, leur taux de croissance a été tel que la proportion des transferts dans les recettes des administrations générales locales est tombée.

En 1988, les 6,2 milliards de dollars en transferts fédéraux, provinciaux et territoriaux représentaient 23 cents de chaque dollar des recettes municipales. Quinze ans plus tard, ces mêmes transferts (un peu moins de 8,1 milliards de dollars) ne correspondent plus qu'à 16 cents.

Face à une faible croissance des paiements de transfert et afin de maintenir les services qu'ils procurent, les administrations générales locales ont accru la part de leurs recettes provenant des impôts fonciers et connexes, et des frais imposés aux usagers.

Transferts en proportion des recettes des administrations générales provinciales-territoriales et locales



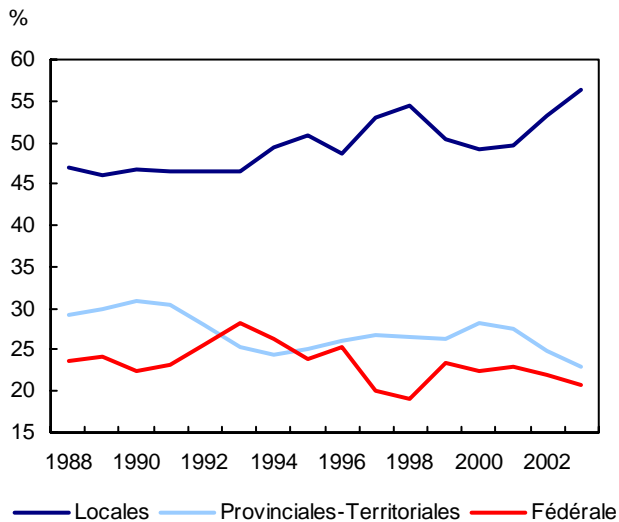
Les administrations générales locales contribuent à plus de la moitié des dépenses en infrastructure

En dépit de recettes nettement moins élevées, les administrations générales locales ont contribué à 56 % des dépenses combinées en infrastructure des trois paliers de l'administration publique en 2003. Les dépenses de l'administration générale fédérale ont représenté 21 % du total et celles des administrations générales provinciales et territoriales, 23 %.

En 2003, les administrations générales locales ont dépensé un peu plus de 12,6 milliards de dollars en infrastructure. L'administration générale fédérale y a consacré quant à elle 4,6 milliards de dollars et les administrations générales provinciales et territoriales, 5,1 milliards de dollars.

Les dépenses en infrastructure des trois paliers de l'administration publique ont augmenté au cours des 15 dernières années. Toutefois, les administrations générales locales ont non seulement investi plus, mais elles ont également vu leurs dépenses s'accroître plus rapidement que les autres paliers.

Dépenses en infrastructure en proportion des dépenses totales selon le palier de l'administration publique



De 1988 à 2003, les dépenses courantes des administrations générales locales ont connu une croissance plus rapide que leurs investissements en infrastructure. Les dépenses totales des administrations générales locales ont alors augmenté de 82 %. Au cours de la même période, les dépenses courantes (traitements et salaires, fournitures, etc.) ont augmenté de 88 % et les investissements en infrastructure, de 69 %.

Administrations publiques consolidées : cinquième excédent consécutif

La présente diffusion couvre également les données de tous les paliers de l'administration publique, de même que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec. Il s'agit entre autres des recettes selon la source, des dépenses par fonction, des déficits et des excédents. On y trouve aussi des données consolidées, c'est-à-dire qui combinent les informations se rapportant à plus d'un palier de l'administration publique.

Pour un cinquième exercice consécutif, les recettes des administrations publiques consolidées (y compris le Régime de pensions du Canada et le Régime des rentes du Québec) ont été supérieures aux dépenses. En 2003-2004, l'excédent s'est chiffré à 5,5 milliards de dollars.

Il s'agit d'un renversement de la tendance observée vers la fin des années 1980 et le début des années 1990, alors que les déficits étaient fréquents. Entre les exercices 1988-1989 et 1998-1999, les dépenses des administrations publiques consolidées ont été supérieures aux recettes. Un déficit record de 66,4 milliards de dollars a été enregistré au cours de l'exercice 1992-1993.

L'excédent de l'administration fédérale en 2003-2004 a été de 6,8 milliards de dollars. Cette administration enregistre des excédents depuis 1997-1998. Le déficit fédéral a culminé pour s'établir à 40,6 milliards de dollars en 1992-1993 avant de se résorber graduellement d'un exercice à l'autre et de se transformer en excédent en 1997-1998.

Les recettes combinées du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec ont été de 9,9 milliards de dollars supérieures aux dépenses en 2003-2004, ce qui en fait le cinquième exercice de suite où un excédent est enregistré.

Pour leur part, les administrations provinciales et territoriales ont essuyé un déficit de 10,5 milliards de dollars en 2003-2004, ce qui donne un déficit accumulé de 29,3 milliards au cours des trois derniers exercices. Depuis 1988-1989, ces administrations n'ont dégagé un excédent qu'à deux reprises, soit en 1999-2000 et en 2000-2001.

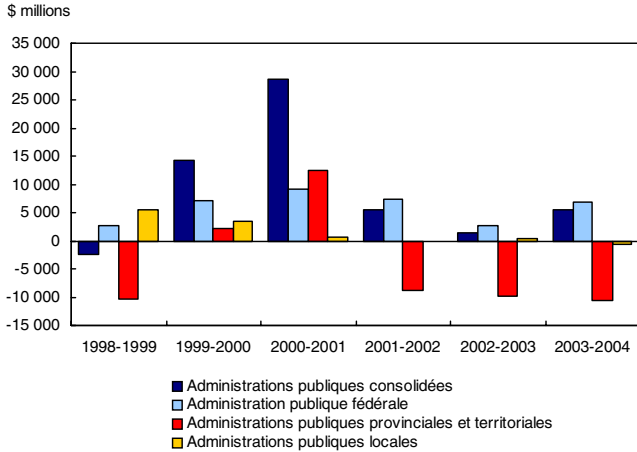
Les administrations locales ont enregistré un déficit de 602,2 millions de dollars en 2003.

Baisse des frais de la dette

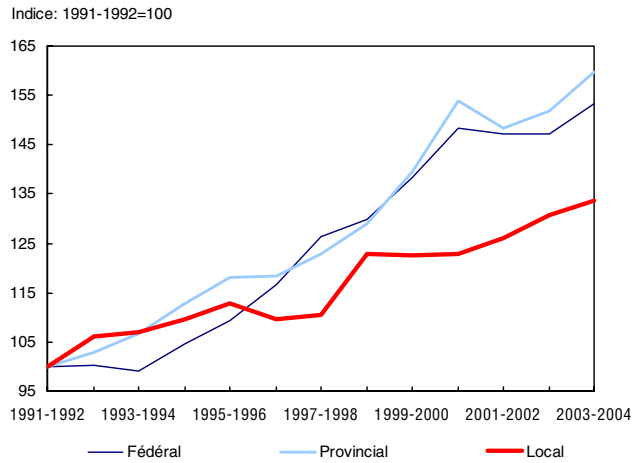
En 2003-2004, 9,6 cents de chaque dollar de recettes des administrations publiques consolidées ont été affectés au paiement des frais de la dette, comparativement à 10,3 cents en 2002-2003 et au sommet de 17,6 cents atteint en 1995-1996.

Par ailleurs, toujours en 2003-2004, 18,1 cents de chaque dollar de recettes ont été consacrés à la santé. Cette proportion augmente constamment depuis 1997-1998, alors qu'elle s'établissait à 14,5 cents.

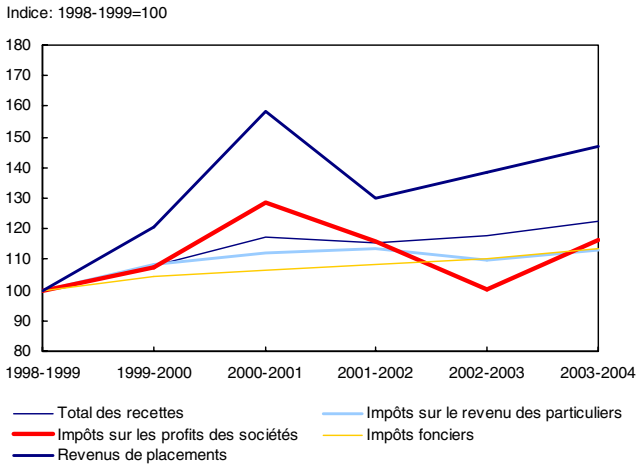
Graphique 1
Excédent (déficit) public selon le palier d'administration publique



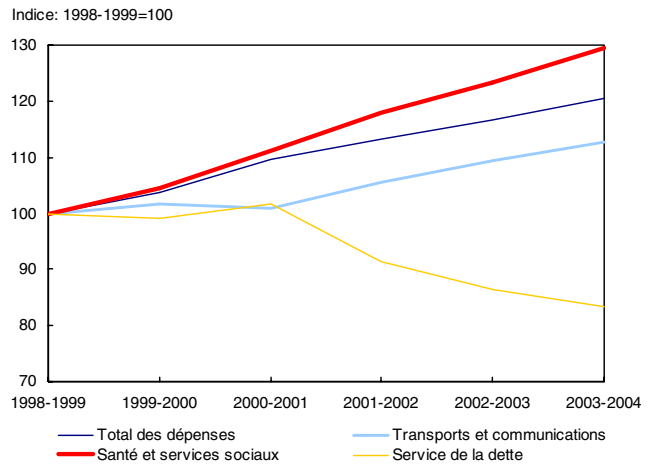
Graphique 2
Tendances des recettes, selon le palier d'administration publique



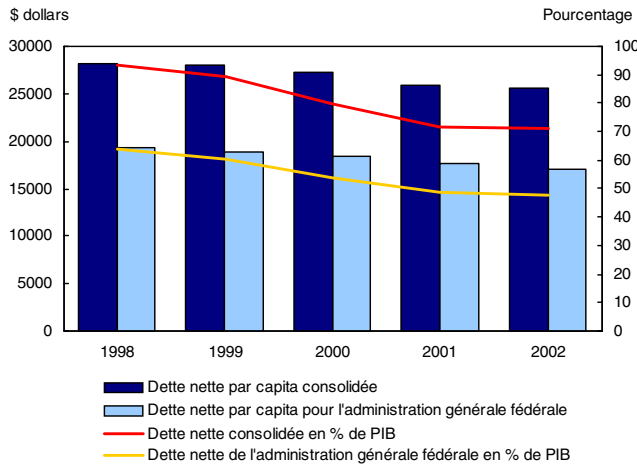
Graphique 3
Recettes consolidées des administrations publiques



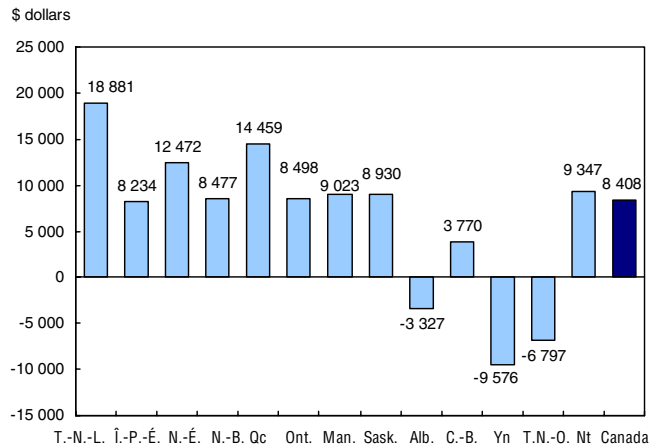
Graphique 4
Dépenses consolidées des administrations publiques



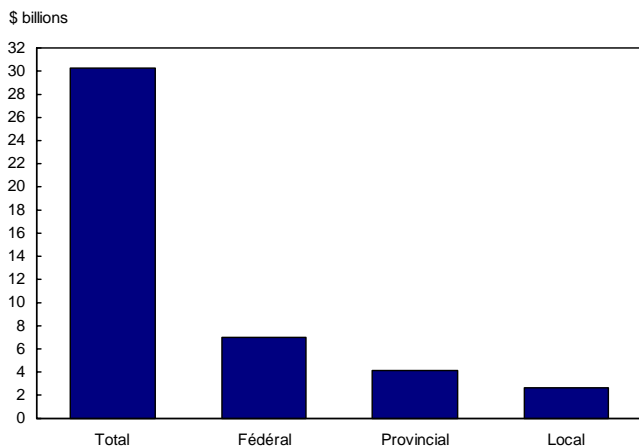
Graphique 5
Dettes nettes par habitant et % de PIB, au 31 mars



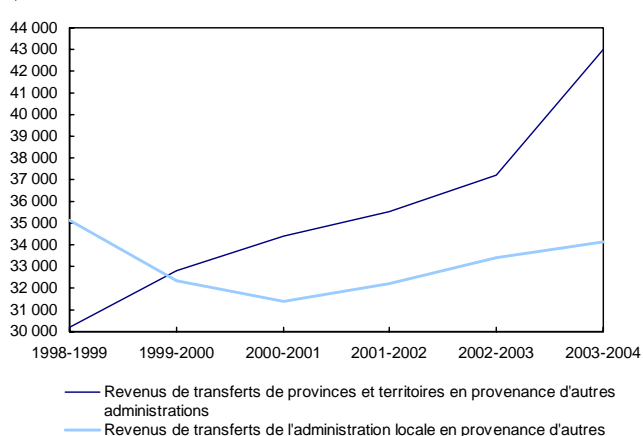
Graphique 6
Nette dette par habitant de l'administrations publiques provinciales, territoriales et locales consolidées (31 mars, 2002)



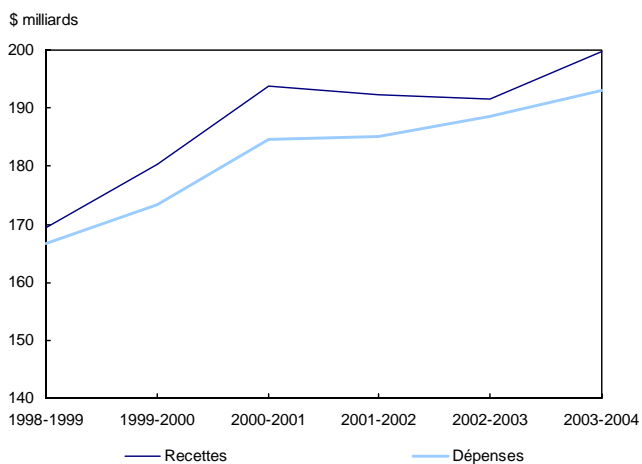
Graphique 7
Variation des salaires et traitements par niveau de gouvernement, 2003 vs 1998



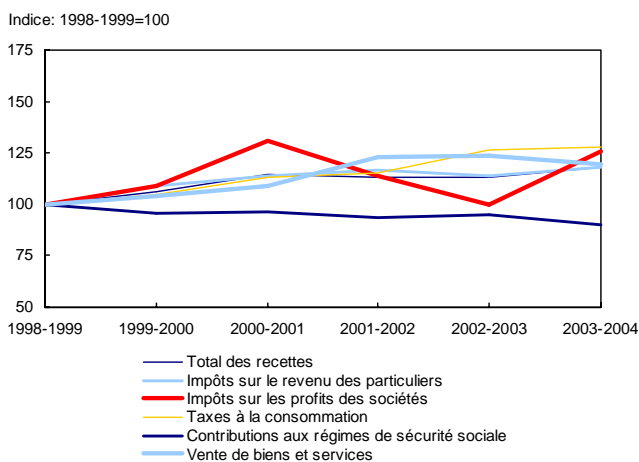
Graphique 8
Revenus de transferts en provenance d'autres administrations



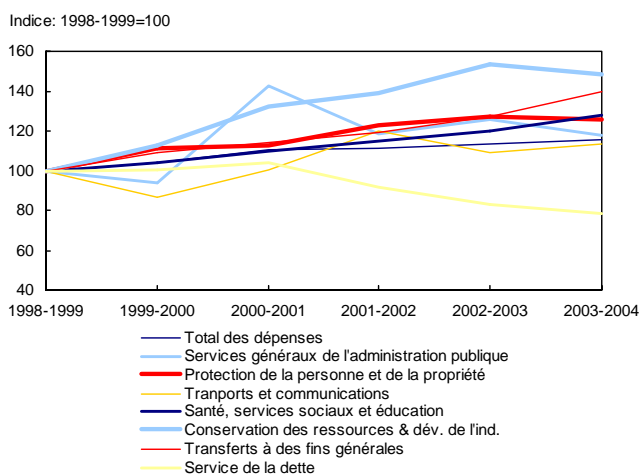
Graphique 9
Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale



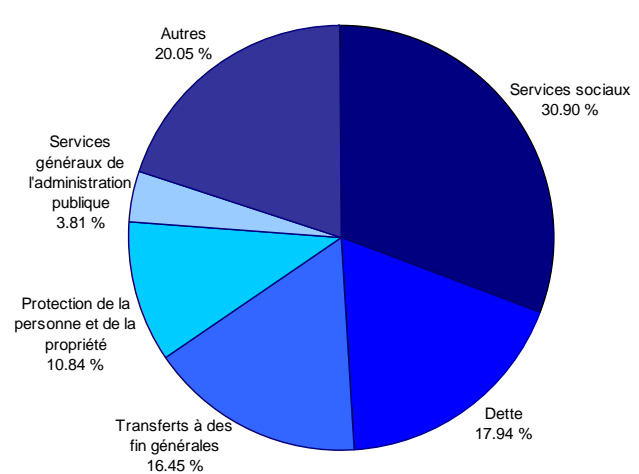
Graphique 10
Recettes de l'administration publique générale fédérale



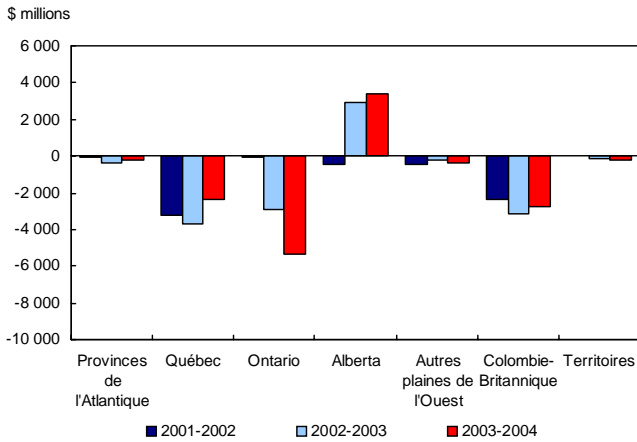
Graphique 11
Dépenses de l'administration publique générale fédérale



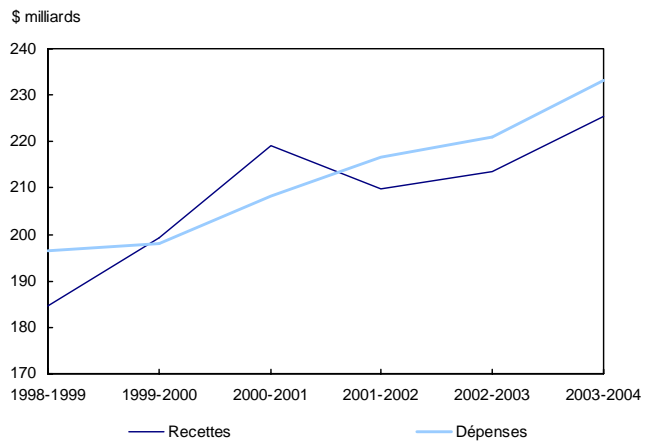
Graphique 12
Dépenses de l'administration publique générale fédérale – 2003-2004



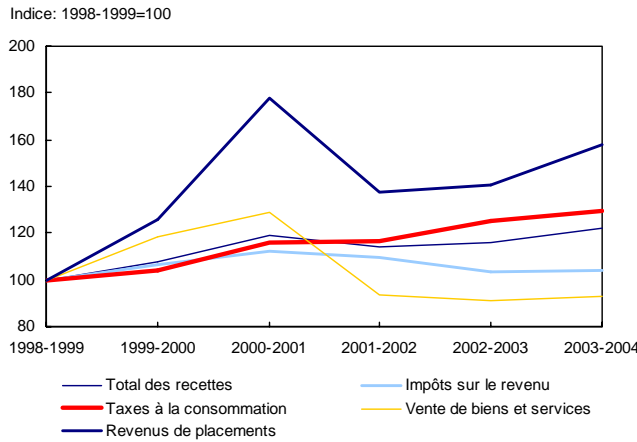
Graphique 13
Surplus (déficit) des administrations publiques générales provinciales et territoriales



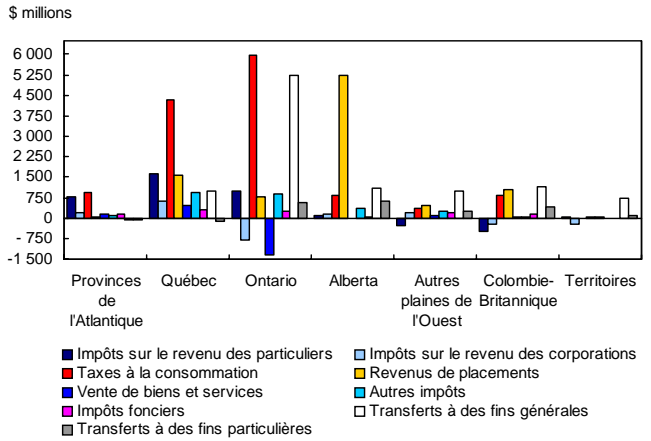
Graphique 14
Recettes et dépenses de l'administrations publiques générales provinciales et territoriales



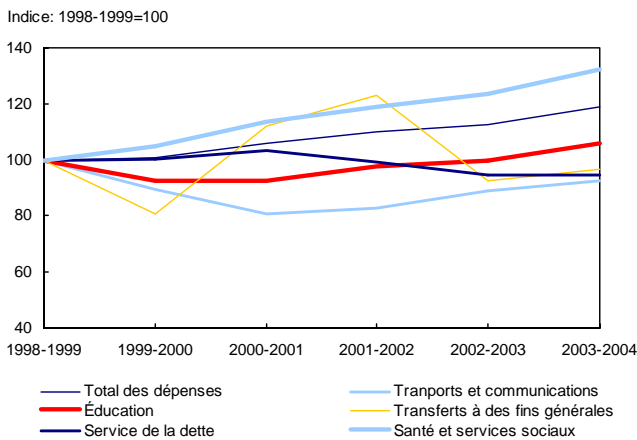
Graphique 15
Recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales



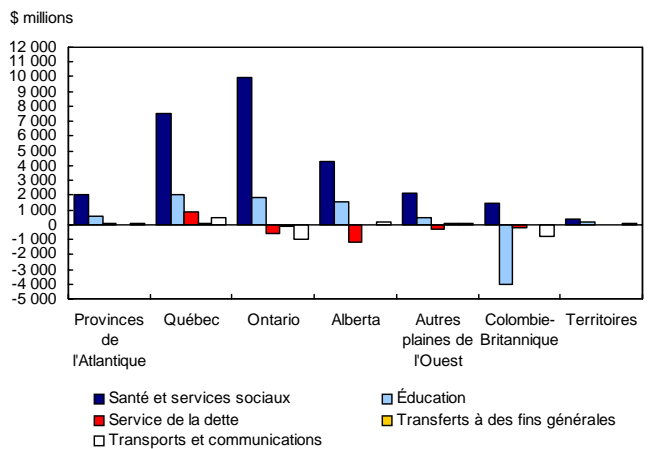
Graphique 16
Croissance de recettes des administrations publiques générales provinciales et territoriales (1998-1999 à 2003-2004)



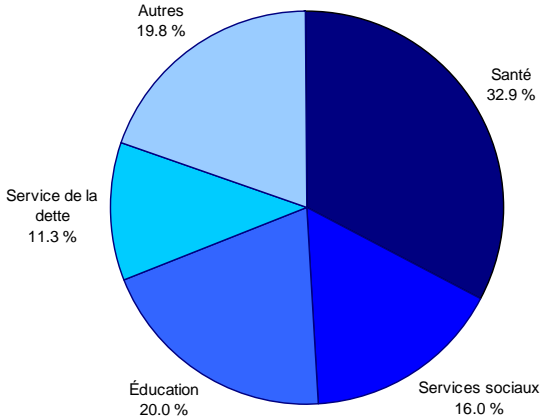
Graphique 17
Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales



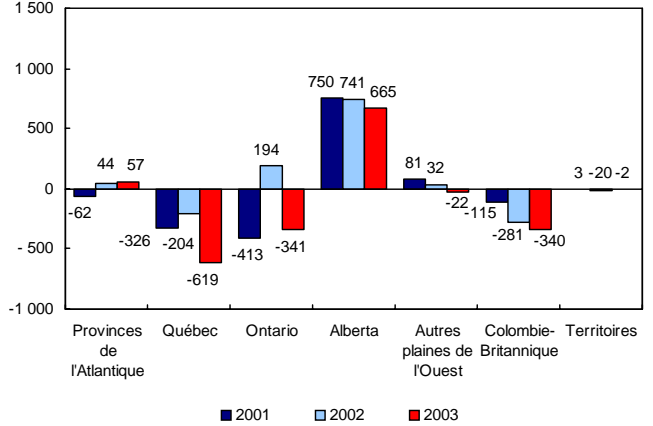
Graphique 18
Croissance de dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales (1998-1999 à 2003-2004)



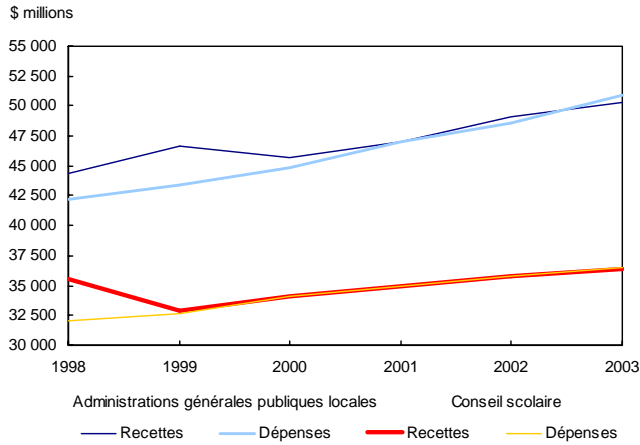
Graphique 19
Dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales – 2003-2004



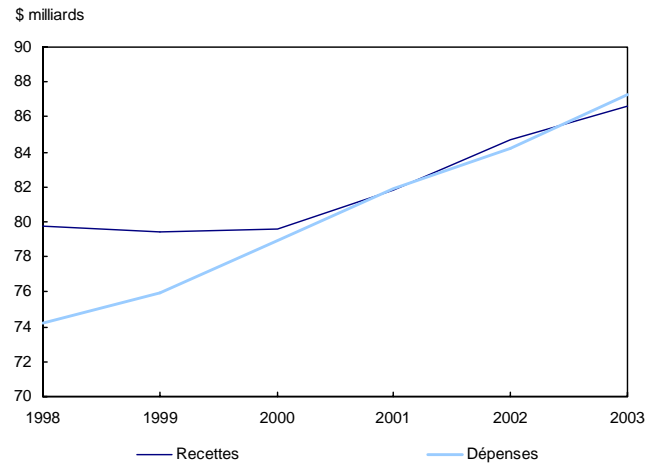
Graphique 20
Surplus (déficit) des administrations publiques locales
\$ millions



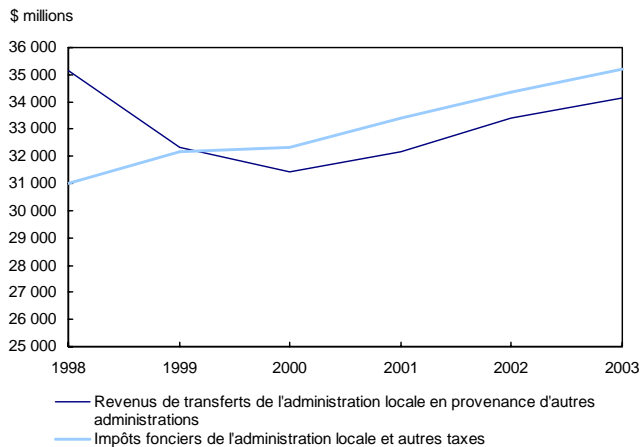
Graphique 21
Surplus (déficit) des administrations publiques générales locales vs. commissions scolaires
\$ millions



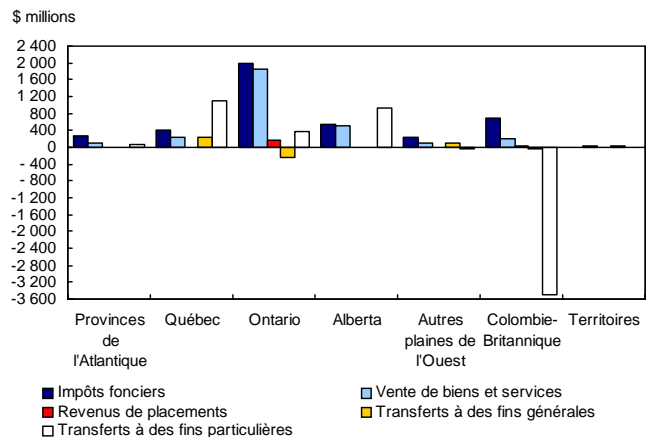
Graphique 22
Recettes et dépenses de l'administrations publiques locales
\$ milliards



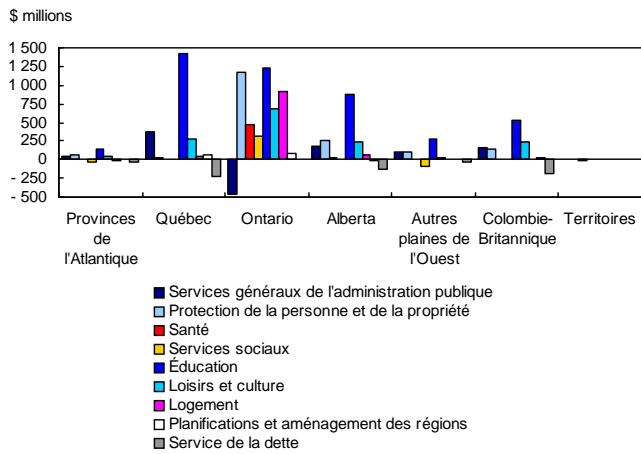
Graphique 23
Administrations publiques locales : Revenus de transferts vs. Impôts fonciers
\$ millions



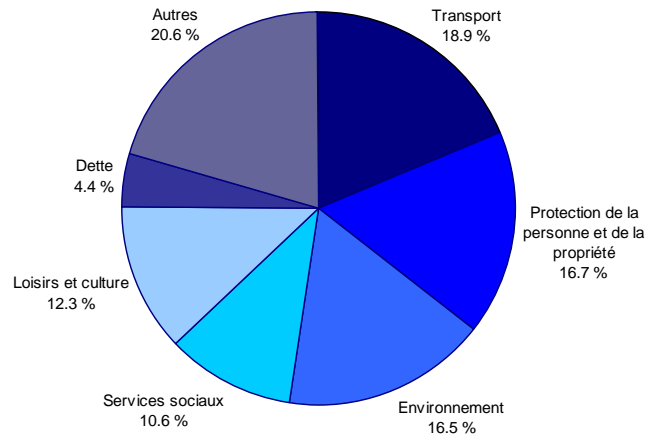
Graphique 24
Croissance de recettes des administrations publiques locales (1998 à 2003)
\$ millions



Graphique 25
Croissance de dépenses des administrations publiques locales (1998 à 2003)



Graphique 26
Dépenses des administrations publiques générales locales – 2003



Produits et services

Lectures suggérées

Choisies parmi les publications de Statistique Canada

Titre	
Systeme de gestion financière , occasionnel, bilingue	68F0023XIB
L'observateur économique canadien , mensuel, bilingue	11-010-XPB
Le contrôle et la vente des boissons alcooliques au Canada , annuel, bilingue	63-202-XIB
L'emploi et le revenu en perspective , trimestriel, édition anglais et français	75-001-XPB

Vous pouvez aussi faire des recherches dans le *catalogue* de Statistique Canada, qui comprend la liste de tous les produits et services courants offerts par Statistique Canada.

Tableau 1.0

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public - Distribution selon les composantes du secteur public, pour les années 1992 à 2003 (Système de gestion financière)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
	Nombre moyen d'employés					
Emploi dans le secteur public						
Secteur public	3 063 235	3 037 477	3 002 690	2 957 835	2 851 331	2 789 257
Gouvernement	2 724 781	2 711 896	2 679 068	2 648 900	2 578 503	2 530 831
Administration publique générale fédérale	411 278	404 734	394 106	371 053	356 099	337 713
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	378 449	371 084	360 370	358 416	335 063	338 712
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	749 184	744 367	739 279	737 226	707 571	692 242
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	281 619	281 720	276 153	274 800	272 623	270 740
Administrations publiques générales, locales	370 641	368 906	366 132	366 470	358 942	350 426
Commissions scolaires locale	533 609	541 085	543 029	540 935	548 205	540 999
Entreprises publiques	338 454	325 581	323 622	308 935	272 828	258 426
Entreprises publiques, fédérales	140 647	136 429	143 784	135 763	101 340	92 311
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	147 030	138 910	130 280	126 371	124 542	119 690
Entreprises publiques, locales	50 777	50 243	49 557	46 802	46 945	46 425
	Millions de dollars					
Secteur public salaires et traitements						
Secteur public	107 284	108 344	107 499	106 450	102 525	101 356
Gouvernement	93 678	94 891	94 204	93 458	91 285	90 308
Administration publique générale fédérale	17 027	16 730	16 481	15 703	14 821	14 471
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	14 960	14 998	15 187	15 315	13 623	13 645
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	19 938	20 439	19 911	19 673	20 267	20 137
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	9 179	9 411	9 359	9 376	9 462	9 304
Administrations publiques générales, locales	12 163	12 420	12 432	12 534	12 559	12 313
Commissions scolaires locale	20 410	20 891	20 834	20 856	20 553	20 437
Entreprises publiques	13 606	13 453	13 295	12 992	11 240	11 048
Entreprises publiques, fédérales	4 908	4 984	5 244	5 103	3 475	3 425
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	6 484	6 267	5 911	5 813	5 694	5 596
Entreprises publiques, locales	2 214	2 203	2 140	2 077	2 071	2 027

Tableau 1.0

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public - Distribution selon les composantes du secteur public, pour les années 1992 à 2003 (Système de gestion financière) - Fin

	1998	1999	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^p
	Nombre moyen d'employés					
Emploi dans le secteur public						
Secteur public	2 779 802	2 769 996	2 786 491	2 812 251	2 842 928	2 910 419
Gouvernement	2 518 900	2 508 169	2 520 387	2 545 911	2 579 027	2 638 743
Administration publique générale fédérale	330 981	328 280	335 317	351 331	359 481	366 428
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	335 035	336 158	339 285	340 320	336 509	349 820
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	695 118	689 762	691 158	696 446	715 054	738 531
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	270 238	269 145	272 985	275 887	281 000	290 307
Administrations publiques générales, locales	341 046	341 485	340 827	341 339	344 609	362 362
Commissions scolaires locale	546 481	543 340	540 815	540 587	542 374	531 293
Entreprises publiques	260 903	261 827	266 104	266 340	263 901	271 676
Entreprises publiques, fédérales	91 359	89 990	89 743	89 131	88 429	89 471
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	122 758	124 422	128 156	128 047	125 185	130 624
Entreprises publiques, locales	46 786	47 414	48 206	49 162	50 287	51 582
	Millions de dollars					
Secteur public salaires et traitements						
Secteur public	103 039	107 969	115 496	119 723	126 135	133 246
Gouvernement	91 825	96 374	103 421	107 346	114 025	120 670
Administration publique générale fédérale	14 474	16 013	19 181	18 689	20 421	21 513
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	13 701	14 156	14 827	15 458	16 697	17 774
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	21 131	22 407	24 125	26 046	28 360	30 453
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	9 566	10 053	10 642	11 375	11 079	11 604
Administrations publiques générales, locales	12 045	12 125	12 455	13 028	13 859	14 643
Commissions scolaires locale	20 909	21 620	22 190	22 751	23 608	24 683
Entreprises publiques	11 214	11 594	12 075	12 376	12 110	12 576
Entreprises publiques, fédérales	3 472	3 465	3 647	3 519	3 423	3 381
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	5 640	5 956	6 173	6 511	6 240	6 633
Entreprises publiques, locales	2 102	2 173	2 254	2 345	2 448	2 562

Tableau 1.1

**Emploi et salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour l'année 2003^p
 (Système de gestion financière)**

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Nombre moyen d'employés							
Emploi dans le secteur public							
Secteur public³	56 639	16 901	107 474	80 872	710 315	1 015 883	147 082
Gouvernement	53 195	16 376	100 425	73 685	651 148	903 258	131 020
Administration publique générale fédérale	6 998	3 550	23 480	13 533	74 291	151 802	15 952
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	10 525	3 462	11 288	28 480	90 280	94 530	19 849
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	17 007	3 763	30 309	23 223	225 379	200 427	40 306
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	4 840	1 677	7 200	2 284	65 682	98 412	15 200
Administrations publiques générales, locales	3 975	906	11 775	6 165	74 634	152 524	15 362
Commissions scolaires locale	9 850	3 017	16 374	. ⁴	120 883	205 563	24 350
Entreprises publiques	3 444	525	7 049	7 187	59 166	112 626	16 062
Entreprises publiques, fédérales	1 324	250	4 333	2 254	18 849	36 736	6 314
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	2 119	276	2 229	4 530	32 136	40 570	7 957
Entreprises publiques, locales	.	.	487	403	8 182	35 319	1 791
Millions de dollars							
Secteur public salaires et traitements							
Secteur public	2 402,4	683,3	4 498,1	3 322,5	31 817,8	50 782,6	5 367,0
Gouvernement	2 267,2	666,8	4 186,6	3 042,7	28 810,0	45 181,6	4 757,8
Administration publique générale fédérale	384,8	192,7	1 327,3	713,5	4 246,0	9 250,2	861,6
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	361,4	141,7	488,5	1 147,4	4 490,1	5 002,6	724,8
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	741,8	158,9	1 052,2	760,4	8 688,8	10 078,6	1 292,8
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	244,9	44,0	401,8	212,4	2 996,6	4 016,5	423,3
Administrations publiques générales, locales	96,2	16,7	256,0	208,9	3 008,0	6 607,5	448,5
Commissions scolaires locale	438,2	112,7	660,9	0,0 ⁴	5 380,4	10 226,2	1 006,8
Entreprises publiques	135,1	16,5	311,5	279,8	3 007,8	5 601,0	609,2
Entreprises publiques, fédérales	42,0	8,9	234,3	52,4	653,4	1 569,2	135,7
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	93,1	7,7	63,0	214,4	1 943,2	2 253,5	402,0
Entreprises publiques, locales	0,0	0,0	14,1	13,0	411,2	1 778,3	71,5

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données sont pour l'administration publique fédérale.

³ Les chiffres peuvent ne pas être égaux au total à cause de l'arrondissement.

⁴ Inclus dans les données de l'administration publique générale provinciale.

Tableau 1.1

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour l'année 2003^p
(Système de gestion financière) - Fin

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada ²	Total
Nombre moyen d'employés								
Emploi dans le secteur public								
Secteur public³	125 563	261 573	365 620	5 030	8 066	5 934	3 145	2 910 419
Gouvernement	109 739	246 023	331 698	5 030	8 066	5 934	3 145	2 638 743
Administration publique générale fédérale	9 043	26 131	36 390	642	1 171	302	3 145	366 428
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	14 729	28 760	36 101	3 590	4 249	3 978	.	349 820
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	38 761	67 439	90 462	323	1 133	0	.	738 531
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	10 366	27 872	56 774	.	.	.	.	290 307
Administrations publiques générales, locales	16 471	40 333	36 858	476	1 229	1 655	.	362 362
Commissions scolaires locale	20 369	55 489	75 112	. ⁴	285	. ⁴	.	531 293
Entreprises publiques	15 823	15 550	33 922	..	.	.	..	271 676
Entreprises publiques, fédérales	3 104	7 826	8 314	..	..	..	..	89 471
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	12 259	3 015	25 438	.	.	.	.	130 624
Entreprises publiques, locales	460	4 709	170	.	.	.	.	51 582
Millions de dollars								
Secteur public salaires et traitements								
Secteur public	4 772,1	12 124,5	16 005,2	290,6	537,4	316,7	295,2	133 245,6
Gouvernement	4 149,1	11 534,9	14 633,3	290,6	537,4	316,7	295,2	120 669,9
Administration publique générale fédérale	501,5	1 423,2	2 132,9	53,5	97,2	32,9	295,2	21 512,5
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	754,0	1 752,7	2 205,6	204,8	270,8	229,5	0,0	17 773,9
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	1 133,8	2 704,7	3 721,2	13,6	105,9	0,0	0,0	30 452,8
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	440,3	1 167,7	1 656,7	0,0	0,0	0,0	0,0	11 604,2
Administrations publiques générales, locales	459,2	1 733,9	1 700,4	18,7	35,2	54,3	0,0	14 643,4
Commissions scolaires locale	860,4	2 752,7	3 216,5	0,0 ⁴	28,4	0,0 ⁴	0,0	24 683,1
Entreprises publiques	623,0	589,6	1 371,8	0,0	0,0	0,0	0,0	12 575,7
Entreprises publiques, fédérales	56,4	269,7	351,8	0,0	0,0	0,0	0,0	3 380,8
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	548,9	75,4	1 012,6	0,0	0,0	0,0	0,0	6 632,7
Entreprises publiques, locales	17,7	244,5	7,4	0,0	0,0	0,0	0,0	2 562,2

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données sont pour l'administration publique fédérale.

³ Les chiffres peuvent ne pas être égaux au total à cause de l'arrondissement.

⁴ Inclus dans les données de l'administration publique générale provinciale.

Tableau 1.2

Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1992 à 2003 (Système de gestion financière)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Nombre moyen d'employés							
Emploi dans le secteur public							
1992	61 832	15 720	118 737	84 763	775 107	1 083 204	144 598
1993	60 363	15 468	117 460	84 442	773 524	1 071 681	143 927
1994	58 989	15 711	114 492	82 202	785 985	1 051 084	141 403
1995	57 933	15 522	110 747	81 720	771 116	1 031 274	139 846
1996	55 861	16 134	108 106	78 956	734 071	978 767	134 836
1997	55 376	16 268	106 463	77 842	722 899	955 312	128 406
1998	55 655	16 077	105 308	77 922	713 065	949 401	129 346
1999	52 395	15 236	104 641	78 542	699 417	947 264	133 707
2000 ^r	52 624	15 653	103 556	78 082	692 810	961 091	134 969
2001 ^r	53 194	15 883	102 786	78 988	694 389	975 241	139 244
2002 ^r	54 864	15 904	103 750	79 103	700 982	986 494	143 145
2003 ^p	56 639	16 901	107 474	80 872	710 315	1 015 883	147 082
Emploi dans le secteur public par 1 000 habitants							
1992	107	120	129	114	109	103	130
1993	104	118	127	113	108	101	129
1994	102	118	124	110	110	98	126
1995	102	116	119	109	107	95	124
1996	99	119	116	105	101	89	119
1997	100	120	114	103	100	86	113
1998	102	118	113	104	98	84	114
1999	98	112	112	105	96	83	117
2000 ^r	99	115	111	104	94	83	118
2001 ^r	101	116	110	105	94	83	121
2002 ^r	105	116	111	106	94	82	124
2003 ^p	109	123	115	108	95	84	127
Pourcentage							
Taux de variation de l'emploi dans le secteur public par 1 000 habitants par rapport à l'année précédente							
1993	(2,5)	(2,4)	(1,6)	(0,5)	(0,9)	(2,3)	(0,9)
1994	(1,5)	0,6	(2,9)	(2,8)	1,1	(3,0)	(2,2)
1995	(0,7)	(2,1)	(3,4)	(0,7)	(2,3)	(3,1)	(1,7)
1996	(2,3)	3,1	(2,6)	(3,5)	(5,2)	(6,2)	(4,0)
1997	0,7	0,4	(1,7)	(1,5)	(1,9)	(3,6)	(5,1)
1998	2,5	(1,0)	(1,1)	0,3	(1,7)	(1,9)	0,7
1999	(4,4)	(5,5)	(0,6)	0,9	(2,2)	(1,4)	3,0
2000 ^r	1,4	2,5	(1,3)	(0,6)	(1,4)	(0,0)	0,5
2001 ^r	2,3	1,3	(0,6)	1,3	(0,3)	(0,3)	2,8
2002 ^r	3,9	(0,1)	0,9	0,2	0,3	(0,6)	2,5
2003 ^p	3,3	5,8	3,4	2,1	0,8	1,6	2,2

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.2

Emploi dans le secteur public et emploi par 1 000 habitants¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1992 à 2003 (Système de gestion financière) - Fin

	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ²	Nunavut	Extérieur du Canada ³	Total
Nombre moyen d'employés								
Emploi dans le secteur public								
1992	118 240	297 724	334 857	4 524	11 099		12 265	3 063 235
1993	118 045	288 729	338 506	4 449	11 325		9 000	3 037 477
1994	115 481	274 526	339 647	4 312	11 505		6 790	3 002 690
1995	112 882	267 970	346 477	4 349	11 390		6 080	2 957 835
1996	114 496	258 225	352 601	4 475	11 196		3 126	2 851 331
1997	111 188	248 206	348 078	4 760	10 838		3 032	2 789 257
1998	112 844	252 128	348 697	4 904	10 773		2 935	2 779 802
1999	115 098	253 881	350 355	4 747	7 056	4 246	2 878	2 769 996
2000 ^r	116 337	256 242	354 675	4 839	7 144	4 807	3 020	2 786 491
2001 ^r	116 503	254 858	360 231	4 948	7 328	5 114	3 031	2 812 251
2002 ^r	117 831	257 247	362 127	4 928	7 590	5 500	3 053	2 842 928
2003 ^p	125 563	261 573	365 620	5 030	8 066	5 934	3 145	2 910 419
Emploi dans le secteur public par 1 000 habitants								
1992	118	114	97	153	179	...	...	108
1993	117	109	96	148	180	...	...	106
1994	115	102	93	145	178	...	...	104
1995	111	98	92	144	172	...	...	101
1996	112	93	92	144	167	...	...	97
1997	109	88	89	150	161	...	...	94
1998	111	88	88	157	160	...	...	92
1999	113	86	88	155	173	159	...	91
2000 ^r	115	86	88	159	176	177	...	91
2001 ^r	116	84	89	164	180	183	...	91
2002 ^r	118	83	88	164	184	195	...	91
2003 ^p	126	83	88	163	193	203	...	92
Pourcentage								
Taux de variation de l'emploi dans le secteur public par 1 000 habitants par rapport à l'année précédente								
1993	(0,4)	(4,4)	(1,7)	(3,6)	0,3	...	...	(2,0)
1994	(2,5)	(6,1)	(2,5)	(1,7)	(0,9)	...	...	(2,2)
1995	(2,7)	(3,6)	(0,8)	(0,6)	(3,5)	...	...	(2,5)
1996	0,9	(5,0)	(0,8)	(0,4)	(2,7)	...	...	(4,6)
1997	(2,9)	(5,6)	(3,3)	4,6	(4,0)	...	...	(3,2)
1998	1,5	(0,7)	(1,0)	4,2	(0,1)	...	...	(1,2)
1999	2,1	(1,4)	(0,1)	(0,9)	8,0	...	...	(1,1)
2000 ^r	1,7	(0,8)	0,5	2,7	1,9	11,1	...	(0,3)
2001 ^r	0,9	(2,3)	0,7	3,1	2,2	3,7	...	(0,1)
2002 ^r	1,7	(0,9)	(0,4)	(0,3)	2,2	6,4	...	(0,0)
2003 ^p	6,7	0,3	0,2	(0,4)	4,9	4,2	...	1,4

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.3

**Salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1992 à 2003
(Système de gestion financière)**

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Salaires et traitements dans le secteur public							
1992	2 064,8	482,0	3 793,9	2 704,0	26 145,0	41 262,1	4 702,6
1993	2 068,2	489,6	3 763,2	2 794,9	26 517,5	41 305,8	4 701,8
1994	2 034,4	487,9	3 668,1	2 785,3	26 699,1	40 565,9	4 646,1
1995	2 006,9	480,5	3 508,0	2 791,7	26 468,0	40 181,0	4 579,3
1996	1 907,0	499,4	3 407,5	2 599,0	25 387,9	38 610,1	4 337,5
1997	1 874,8	505,9	3 477,8	2 611,4	24 755,6	37 896,2	4 104,3
1998	1 906,3	516,1	3 550,9	2 664,8	24 913,6	38 474,4	4 200,2
1999	1 959,2	540,7	3 837,3	2 833,1	26 239,9	40 276,5	4 419,8
2000 ^r	2 098,1	601,2	4 050,4	2 990,4	27 805,5	43 464,5	4 795,6
2001 ^r	2 147,0	607,7	4 146,1	3 037,1	28 986,6	44 646,4	4 913,0
2002 ^r	2 305,7	651,7	4 317,8	3 143,1	30 524,3	47 430,1	5 137,7
2003 ^p	2 402,4	683,3	4 498,1	3 322,5	31 817,8	50 782,6	5 367,0
Pourcentage							
Secteur public salaires et traitements par rapport à l'année précédente							
1993	0,2	1,6	(0,8)	3,4	1,4	0,1	(0,0)
1994	(1,6)	(0,3)	(2,5)	(0,3)	0,7	(1,8)	(1,2)
1995	(1,4)	(1,5)	(4,4)	0,2	(0,9)	(0,9)	(1,4)
1996	(5,0)	3,9	(2,9)	(6,9)	(4,1)	(3,9)	(5,3)
1997	(1,7)	1,3	2,1	0,5	(2,5)	(1,8)	(5,4)
1998	1,7	2,0	2,1	2,0	0,6	1,5	2,3
1999	2,8	4,8	8,1	6,3	5,3	4,7	5,2
2000 ^r	7,1	11,2	5,6	5,6	6,0	7,9	8,5
2001 ^r	2,3	1,1	2,4	1,6	4,2	2,7	2,4
2002 ^r	7,4	7,3	4,1	3,5	5,3	6,2	4,6
2003 ^p	4,2	4,8	4,2	5,7	4,2	7,1	4,5

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.3

**Salaires et traitements dans le secteur public¹, par province, territoire et à l'extérieur du Canada, pour les années 1992 à 2003
(Système de gestion financière) - Fin**

	Saskatchewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ²	Nunavut	Extérieur du Canada ³	Total
Millions de dollars								
Salaires et traitements dans le secteur public								
1992	3 494,4	9 441,6	11 729,8	231,3	573,2		626,5	107 283,8
1993	3 542,3	9 551,8	12 262,6	236,8	585,9		489,2	108 343,9
1994	3 496,8	9 180,6	12 687,8	232,8	604,1		373,8	107 499,5
1995	3 539,5	8 635,0	13 052,7	238,5	602,6		334,3	106 450,3
1996	3 512,0	8 236,0	12 988,4	242,5	572,3		195,0	102 525,3
1997	3 554,2	8 413,0	13 142,7	235,6	552,5		195,8	101 355,9
1998	3 663,3	8 824,4	13 291,2	234,4	554,9		206,2	103 039,1
1999	3 740,2	9 364,3	13 583,6	258,7	431,1	222,0	224,7	107 968,7
2000 ^r	4 026,4	10 115,7	14 312,4	273,5	442,8	238,4	240,9	115 496,0
2001 ^r	4 244,8	10 773,0	14 915,9	274,5	457,8	272,7	267,1	119 722,8
2002 ^r	4 485,4	11 362,7	15 375,1	288,4	507,8	298,8	276,0	126 134,9
2003 ^p	4 772,1	12 124,5	16 005,2	290,6	537,4	316,7	295,2	133 245,6
Pourcentage								
Secteur public salaires et traitements par rapport à l'année précédente								
	Pourcentage							
1993	1,4	1,2	4,5	2,4	2,2	...	(21,9)	1,0
1994	(1,3)	(3,9)	3,5	(1,7)	3,1	...	(23,6)	(0,8)
1995	1,2	(5,9)	2,9	2,5	(0,3)	...	(10,6)	(1,0)
1996	(0,8)	(4,6)	(0,5)	1,7	(5,0)	...	(41,7)	(3,7)
1997	1,2	2,1	1,2	(2,8)	(3,5)	...	0,4	(1,1)
1998	3,1	4,9	1,1	(0,5)	0,4	...	5,3	1,7
1999	2,1	6,1	2,2	10,4	(22,3)	...	9,0	4,8
2000 ^r	7,7	8,0	5,4	5,7	2,7	7,4	7,2	7,0
2001 ^r	5,4	6,5	4,2	0,3	3,4	14,4	10,9	3,7
2002 ^r	5,7	5,5	3,1	5,1	10,9	9,6	3,3	5,4
2003 ^p	6,4	6,7	4,1	0,8	5,8	6,0	7,0	5,6

¹ Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

³ Les données sont pour l'administration publique fédérale.

Tableau 1.4

Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, exercice financier 2003-2004^p
(Système de gestion financière)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
	Dollars						
Services généraux de l'administration publique	316,0	477,0	182,6	202,5	383,3	189,3	369,8
Protection de la personne et de la propriété	449,0	361,4	483,7	439,7	530,5	584,6	546,9
Transports et communication	774,6	758,9	367,3	878,0	592,2	485,1	514,4
Santé	3 204,5	2 565,7	2 718,6	2 688,7	2 611,2	2 759,8	2 763,7
Soins hospitaliers	1 318,0	1 011,8	947,1	1 111,2	999,1	932,2	897,8
Soins médicaux	1 387,4	795,0	1 087,0	1 063,2	1 124,5	1 233,5	1 109,3
Soins préventifs	23,1	14,5	67,3	9,3	89,2	102,9	25,7
Autres services de santé	476,0	744,4	617,2	505,0	398,4	491,2	730,9
Services sociaux	1 169,7	881,7	916,2	880,7	2 241,1	1 281,2	1 236,8
Assistance sociale	470,2	585,4	387,6	298,5	573,9	520,1	576,9
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	146,4	122,9	117,5	139,9	237,2	211,2	132,7
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	..	..	6,4	..	714,4	3,6	2,6
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	..	..	..	..	85,0	0,4	..
Autres services sociaux	553,0	173,5	404,7	442,3	630,6	545,9	525,5
Éducation	2 487,7	2 110,4	1 924,2	1 946,6	2 095,7	1 993,7	2 062,7
Éducation élémentaire et secondaire	1 458,7	1 315,4	931,1	1 063,2	1 144,4	1 220,2	1 304,4
Éducation postsecondaire	938,4	664,9	934,3	739,5	764,5	709,1	659,0
Services particuliers de recyclage	42,4	57,8	19,2	130,6	180,8	52,6	69,3
Autre éducation	46,2	79,5	39,5	14,7	6,0	11,7	30,0
Conservation des ressources et développement de l'industrie	296,8	787,8	253,1	314,4	459,3	170,0	386,0
Environnement	206,2	289,1	221,0	302,4	228,7	345,7	255,1
Loisirs et culture	206,2	202,4	154,8	197,2	281,6	228,4	222,5
Travail, emploi et immigration	19,3	36,1	13,9	46,6	78,4	7,5	27,4
Logement	96,3	43,4	85,4	82,6	83,4	148,7	77,9
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	50,1	57,8	59,8	58,6	75,5	34,1	61,6
Établissements de recherche	..	..	1,1	..	53,7	6,1	0,9
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	32,8	14,5	0,0	0,0	38,3	0,0	0,0
Service de la dette	1 165,8	831,1	1 270,7	1 148,5	916,9	807,0	1 401,1
Autres dépenses	0,0	0,0	35,2	1,3	0,0	140,4	1,7
Total des dépenses	10 471,0	9 417,1	8 687,6	9 186,7	10 669,8	9 181,7	9 929,4
Population au 1^{er} avril	518 955	138 365	936 510	750 540	7 520 938	12 332 593	1 168 349

Tableau 1.4

Dépenses consolidées par habitant des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, exercice financier 2003-2004^p
(Système de gestion financière) - Fin

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Total Canada
	Dollars						
Services généraux de l'administration publique	336,7	293,7	248,5	2 316,6	2 199,9	4 565,9	276,9
Protection de la personne et de la propriété	554,7	460,8	517,8	2 031,0	2 531,1	2 333,7	544,4
Transports et communication	661,3	626,1	622,2	3 363,8	2 270,9	2 604,3	568,0
Santé	2 866,2	2 689,7	2 876,2	3 109,9	6 860,0	6 899,6	2 740,8
Soins hospitaliers	1 140,6	872,4	1 164,8	1 237,6	2 933,2	2 908,6	990,7
Soins médicaux	1 074,3	868,0	1 120,3	1 491,5	1 797,8	1 352,9	1 136,5
Soins préventifs	18,1	82,6	170,2	158,7	331,2	744,1	96,8
Autres services de santé	634,1	866,7	420,6	253,9	1 797,8	1 894,0	516,9
Services sociaux	1 117,5	1 201,0	1 132,8	2 919,5	2 815,0	4 126,2	1 456,2
Assistance sociale	296,5	394,6	371,3	634,7	804,3	2 063,1	488,0
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	161,8	161,2	246,6	634,7	733,3	0,0	207,6
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	100,5	..	..	..	0,0	..	173,6
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	..	..	..	..	..	..	20,2
Autres services sociaux	558,8	645,2	515,1	1 618,4	1 277,4	2 063,1	566,7
Éducation	2 302,4	2 284,7	1 986,4	3 903,3	5 275,1	6 899,6	2 073,5
Éducation élémentaire et secondaire	1 256,2	1 279,5	1 097,1	2 824,3	3 169,8	4 937,9	1 195,8
Éducation postsecondaire	919,5	857,3	826,1	761,6	1 253,7	1 251,4	768,6
Services particuliers de recyclage	116,6	134,1	34,9	95,2	354,8	372,0	92,8
Autre éducation	10,0	14,1	28,0	222,1	496,8	372,0	16,2
Conservation des ressources et développement de l'industrie	1 004,0	788,5	437,3	2 411,8	2 389,2	2 096,9	386,8
Environnement	289,4	298,4	312,6	444,3	709,7	1 488,1	298,3
Loisirs et culture	261,3	367,2	350,5	1 079,0	757,0	1 420,5	270,9
Travail, emploi et immigration	14,1	23,2	16,0	0,0	544,1	338,2	30,3
Logement	154,8	80,4	43,3	507,7	1 939,7	3 246,9	111,0
Affaires extérieures et aide internationale	..	..	..	..	..	..	..
Planification et aménagement des régions	53,3	53,7	48,4	412,5	686,0	1 319,0	53,4
Établissements de recherche	8,0	23,9	3,4	..	..	..	18,1
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	21,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	10,3
Service de la dette	943,7	339,6	700,4	126,9	425,8	947,0	824,9
Autres dépenses	1,0	1,9	6,5	253,9	236,6	33,8	57,2
Total des dépenses	10 590,3	9 533,2	9 302,1	22 848,4	29 616,3	38 421,2	9 721,2
Population au 1^{er} avril	995 058	3 183 312	4 177 443	31 512	42 274	29 567	31 825 416

Tableau 1.5

Recettes, dépenses et surplus (déficit) totaux de l'administration publique générale fédérale, exercices financiers 1993-1994 à 2003-2004 (Système de gestion financière)

Exercice financier	Total des recettes	Total des dépenses	Surplus (déficit)	Dépenses de programmes	Service de la dette	Dépenses de programmes en pourcentage des recettes
Canada						
	Millions de dollars					Pourcentage
1993-1994	129 277	169 709	(40 432)	131 810	37 899	102,0
1994-1995	136 648	173 383	(36 736)	131 456	41 927	96,2
1995-1996	142 553	175 765	(33 211)	129 073	46 692	90,5
1996-1997	152 541	166 041	(13 499)	121 125	44 916	79,4
1997-1998	165 179	160 672	4 507	117 229	43 443	71,0
1998-1999	169 379	166 593	2 786	122 626	43 967	72,4
1999-2000	180 336	173 337	6 999	129 197	44 140	71,6
2000-2001 ^f	193 825	184 612	9 213	138 962	45 650	71,7
2001-2002 ^f	192 304	184 953	7 351	144 814	40 139	75,3
2002-2003 ^f	191 418	188 637	2 780	152 173	36 464	79,5
2003-2004 ^p	199 801	193 022	6 779	158 390	34 632	79,3
Par habitant¹						
	Dollars					
1993-1994	4 472	5 871	(1 399)	4 560	1 311	...
1994-1995	4 678	5 936	(1 258)	4 500	1 435	...
1995-1996	4 830	5 955	(1 125)	4 373	1 582	...
1996-1997	5 116	5 568	(453)	4 062	1 506	...
1997-1998	5 491	5 341	150	3 897	1 444	...
1998-1999	5 587	5 495	92	4 045	1 450	...
1999-2000	5 894	5 665	229	4 223	1 443	...
2000-2001 ^f	6 270	5 972	298	4 495	1 477	...
2001-2002 ^f	6 152	5 917	235	4 633	1 284	...
2002-2003 ^f	6 068	5 980	88	4 824	1 156	...
2003-2004 ^p	6 278	6 065	213	4 977	1 088	...
Taux de variation par habitant par rapport à l'année précédente						
	Pourcentage					
1994-1995	4,6	1,1	(10,1)	(1,3)	9,5	...
1995-1996	3,2	0,3	(10,5)	(2,8)	10,2	...
1996-1997	5,9	(6,5)	(59,8)	(7,1)	(4,8)	...
1997-1998	7,3	(4,1)	(133,1)	(4,1)	(4,1)	...
1998-1999	1,7	2,9	(38,7)	3,8	0,4	...
1999-2000	5,5	3,1	148,9	4,4	(0,5)	...
2000-2001 ^f	6,4	5,4	30,3	6,5	2,4	...
2001-2002 ^f	(1,9)	(0,9)	(21,1)	3,1	(13,0)	...
2002-2003 ^f	(1,4)	1,1	(62,5)	4,1	(10,0)	...
2003-2004 ^p	3,5	1,4	141,7	3,2	(5,9)	...

¹ Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.6

Dette nette, dette nette par habitant et dette nette en pourcentage du PIB de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars des années 1993 à 2003
(Système de gestion financière)

Année	Total de l'actif financier	Total du passif	Dette nette
Millions de dollars			
Dette nette			
1993	43 296	514 357	(471 061)
1994	44 385	557 604	(513 219)
1995	45 192	595 877	(550 685)
1996	56 221	634 939	(578 718)
1997	62 722	651 124	(588 402)
1998	64 144	645 725	(581 581)
1999	73 921	648 389	(574 468)
2000	86 479	648 212	(561 733)
2001	99 600	644 900	(545 300)
2002	105 836	640 526	(534 690)
2003	103 146	629 638	(526 492)
Dollars			
Dette nette par habitant¹			
1993	...	...	(16 472)
1994	...	...	(17 755)
1995	...	...	(18 852)
1996	...	...	(19 607)
1997	...	...	(19 732)
1998	...	...	(19 333)
1999	...	...	(18 949)
2000	...	...	(18 359)
2001	...	...	(17 640)
2002	...	...	(17 107)
2003	...	...	(16 691)
Pourcentage			
Dette nette en pourcentage du PIB			
1993	...	...	65,9
1994	...	...	68,4
1995	...	...	68,7
1996	...	...	70,6
1997	...	...	67,8
1998	...	...	64,1
1999	...	...	60,5
2000	...	...	53,9
2001	...	...	48,9
2002	...	...	47,7
2003	...	...	43,3

¹ Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.7

Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales¹, par province et territoire, exercice financier 2003-2004^P (Système de gestion financière)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Recettes de sources propres	2 640	662	4 600	3 874	50 483	61 659	6 473
Impôts sur le revenu	882	195	1 684	1 069	20 216	23 843	2 112
Taxes à la consommation	1 057	276	1 756	1 352	13 528	22 288	1 970
Impôts fonciers et impôts connexes	7	51	80	365	1 823	2 102	373
Autres impôts ²	193	28	166	130	6 506	5 620	479
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	..	11	..	676	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	158	24	155	131	1 842	2 650	150
Vente de biens et services	136	53	350	168	2 014	2 256	205
Revenus de placements	199	34	393	647	3 692	2 727	1 169
Autres recettes de sources propres	8	1	6	11	186	172	15
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	1 555	346	1 978	1 708	8 331	9 174	2 424
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	200	50	200	252	1 994	1 600	237
Total des recettes	4 395	1 058	6 778	5 834	60 808	72 432	9 133
Services généraux de l'administration publique	93	55	61	94	1 419	1 114	196
Protection de la personne et de la propriété	209	38	264	177	2 238	3 368	378
Transports et communications	340	92	227	509	2 401	2 639	317
Santé	1 442	335	2 310	1 823	17 893	28 373	2 932
Services sociaux	611	114	772	660	11 082	13 164	1 414
Éducation	1 021	238	1 249	1 252	12 502	14 457	1 612
Conservation des ressources et développement							
de l'industrie	150	109	224	225	3 190	1 760	419
Environnement	65	18	26	49	451	464	47
Loisirs et culture	54	19	61	56	877	449	112
Travail, emploi et immigration	10	5	13	35	590	92	32
Logement	48	5	80	61	346	801	83
Affaires extérieures et aide internationale	.	.	.	.	.	.	.
Planification et aménagement des régions	22	7	39	31	435	301	84
Établissements de recherche	..	..	1	..	404	75	1
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	43	4	47	100	519	51	219
Service de la dette	586	114	1 150	858	8 790	9 150	1 462
Autres dépenses	..	..	..	..	..	1 549	..
Total des dépenses	4 693	1 152	6 524	5 931	63 135	77 807	9 308
Surplus (déficit)	(298)	(94)	254	(98)	(2 327)	(5 375)	(174)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

Tableau 1.7

Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales¹, par province et territoire, exercice financier 2003-2004^P (Système de gestion financière) - Fin

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
Millions de dollars							
Recettes de sources propres	6 456	23 229	24 248	126	(15)	99	184 533
Impôts sur le revenu	1 635	6 459	5 922	43	(146)	33	63 948
Taxes à la consommation	1 823	3 073	7 244	22	56	13	54 458
Impôts fonciers et impôts connexes	379	1 166	2 242	2	11	3	8 605
Autres impôts ²	477	998	606	8	8	6	15 225
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	945	1 387	..	..	..	3 018
Contributions aux régimes de sécurité sociale	172	675	1 012	5	16	0	6 990
Vente de biens et services	379	439	680	20	16	33	6 748
Revenus de placements	1 567	9 418	5 024	25	24	11	24 931
Autres recettes de sources propres	23	55	132	1	1	..	610
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	899	1 943	3 151	468	857	749	33 583
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	431	1 147	776	65	100	175	7 227
Total des recettes	7 786	26 320	28 175	660	943	1 022	225 343
Services généraux de l'administration publique	157	340	445	63	76	118	4 230
Protection de la personne et de la propriété	340	649	1 143	59	102	66	9 032
Transports et communications	326	976	1 727	95	78	57	9 784
Santé	2 427	7 502	11 181	96	239	204	76 758
Services sociaux	1 105	3 575	4 445	92	107	116	37 258
Éducation	1 261	5 801	6 797	118	205	203	46 717
Conservation des ressources et développement de l'industrie	970	2 380	1 761	75	101	69	11 432
Environnement	111	221	176	6	1	15	1 650
Loisirs et culture	113	394	341	27	12	23	2 537
Travail, emploi et immigration	14	74	67	0	23	10	966
Logement	152	183	134	16	79	103	2 091
Affaires extérieures et aide internationale	.	.	.	.	.	.	.
Planification et aménagement des régions	38	40	105	16	27	36	1 180
Établissements de recherche	8	76	14	..	..	..	577
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	87	63	23	13	56	22	1 246
Service de la dette	917	668	2 538	3	14	28	26 276
Autres dépenses	..	0	0	..	..	..	1 549
Total des dépenses	8 027	22 941	30 896	679	1 120	1 070	233 283
Surplus (déficit)	(241)	3 378	(2 721)	(19)	(177)	(48)	(7 940)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

Tableau 1.8

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercices financiers 1993-1994 à 2003-2004 (Système de gestion financière)

Exercice financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Surplus (déficit)							
1993-1994	(139)	(247)	(517)	(256)	(5 663)	(10 535)	(450)
1994-1995	(20)	9	(142)	(160)	(6 348)	(9 048)	129
1995-1996	30	(3)	(156)	(56)	(3 791)	(7 278)	281
1996-1997	(14)	(41)	106	57	(3 792)	(4 831)	90
1997-1998	383	(28)	142	23	(2 534)	(3 464)	127
1998-1999	101	5	49	121	410	(4 505)	110
1999-2000	(118)	29	(61)	(337)	(1 142)	1 164	(2)
2000-2001 ¹	(126)	(35)	180	17	1 063	25	293
2001-2002 ¹	(325)	(62)	245	80	(3 246)	(63)	38
2002-2003 ¹	(266)	(71)	139	(158)	(3 693)	(2 913)	146
2003-2004 ²	(298)	(94)	254	(98)	(2 327)	(5 375)	(174)
Dollars							

Surplus (déficit) par habitant²

1993-1994	(241)	(1 857)	(558)	(342)	(788)	(978)	(401)
1994-1995	(35)	67	(153)	(213)	(880)	(830)	114
1995-1996	53	(22)	(168)	(74)	(524)	(659)	248
1996-1997	(25)	(302)	114	76	(522)	(432)	79
1997-1998	706	(206)	152	31	(348)	(306)	112
1998-1999	189	37	53	161	56	(393)	96
1999-2000	(223)	213	(65)	(449)	(155)	100	(2)
2000-2001 ¹	(241)	(256)	193	23	144	2	255
2001-2002 ¹	(625)	(453)	262	107	(437)	(5)	33
2002-2003 ¹	(512)	(516)	149	(211)	(494)	(239)	126
2003-2004 ²	(574)	(679)	271	(131)	(309)	(436)	(149)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.8

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, par province et territoire, exercices financiers 1993-1994 à 2003-2004 (Système de gestion financière) - Fin

Exercice financier	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
Millions of dollars							
Surplus (déficit)							
1993-1994	(883)	(1 267)	(187)	28	(32)	..	(20 149)
1994-1995	120	857	(68)	27	(14)	..	(14 658)
1995-1996	78	1 149	50	24	(14)	..	(9 686)
1996-1997	356	2 530	(360)	2	4	..	(5 893)
1997-1998	289	2 764	(101)	6	46	..	(2 344)
1998-1999	256	1 134	(9 634)	60	(24)	..	(11 914)
1999-2000	126	2 620	(1 317)	5	(55)	27	939
2000-2001 ^r	1 126	7 923	153	43	103	75	10 839
2001-2002 ^r	(533)	(436)	(2 386)	(17)	73	(11)	(6 644)
2002-2003 ^r	(387)	2 931	(3 131)	(7)	(103)	(64)	(7 576)
2003-2004 ^p	(241)	3 378	(2 721)	(19)	(177)	(48)	(7 940)
Dollars							
Surplus (déficit) par habitant²							
1993-1994	(876)	(471)	(51)	943	(495)	...	(697)
1994-1995	118	314	(18)	896	(211)	...	(502)
1995-1996	77	416	13	771	(209)	...	(328)
1996-1997	350	899	(92)	63	59	...	(198)
1997-1998	284	961	(25)	192	685	...	(78)
1998-1999	252	386	(2 407)	1 961	(356)	...	(393)
1999-2000	125	876	(327)	165	(1 359)	992	31
2000-2001 ^r	1 124	2 605	38	1 428	2 535	2 685	351
2001-2002 ^r	(535)	(141)	(581)	(565)	1 772	(389)	(213)
2002-2003 ^r	(389)	933	(757)	(227)	(2 469)	(2 189)	(240)
2003-2004 ^p	(242)	1 061	(651)	(603)	(4 187)	(1 623)	(249)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.9

Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars des années 1993 à 2002 (Système de gestion financière)

Année	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Dette nette							
1993	(6 804)	(760)	(6 884)	(5 329)	(59 941)	(63 797)	(8 137)
1994	(7 401)	(921)	(8 381)	(5 711)	(68 112)	(77 052)	(9 266)
1995	(7 910)	(1 078)	(9 419)	(5 937)	(77 005)	(86 045)	(9 281)
1996	(7 888)	(1 045)	(8 917)	(5 743)	(80 312)	(97 016)	(8 918)
1997	(7 780)	(1 021)	(8 627)	(5 570)	(84 976)	(104 163)	(8 571)
1998	(7 651)	(1 045)	(8 616)	(5 694)	(87 587)	(108 137)	(8 622)
1999	(8 150)	(1 003)	(9 158)	(5 546)	(91 148)	(108 761)	(9 112)
2000	(8 389)	(1 034)	(10 158)	(6 393)	(90 161)	(107 409)	(9 050)
2001	(8 702)	(1 021)	(11 051)	(6 151)	(88 122)	(103 140)	(9 277)
2002	(9 082)	(1 082)	(11 286)	(5 998)	(91 717)	(103 510)	(9 969)
Dollars							
Dette nette par habitant²							
1993	(11 725)	(5 767)	(7 462)	(7 121)	(8 389)	(5 987)	(7 294)
1994	(12 856)	(6 925)	(9 049)	(7 620)	(9 481)	(7 151)	(8 267)
1995	(13 899)	(8 035)	(10 153)	(7 908)	(10 680)	(7 889)	(8 233)
1996	(14 042)	(7 723)	(9 588)	(7 638)	(11 096)	(8 789)	(7 878)
1997	(14 063)	(7 510)	(9 257)	(7 402)	(11 692)	(9 317)	(7 546)
1998	(14 101)	(7 704)	(9 244)	(7 581)	(12 014)	(9 550)	(7 588)
1999	(15 246)	(7 373)	(9 824)	(7 394)	(12 460)	(9 495)	(7 989)
2000	(15 839)	(7 586)	(10 872)	(8 518)	(12 271)	(9 241)	(7 898)
2001	(16 628)	(7 479)	(11 845)	(8 204)	(11 934)	(8 720)	(8 069)
2002	(17 478)	(7 905)	(12 089)	(8 003)	(12 343)	(8 603)	(8 644)
Pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1994	9,7	20,1	21,3	7,0	13,0	19,4	13,3
1995	8,1	16,0	12,2	3,8	12,6	10,3	(0,4)
1996	1,0	(3,9)	(5,6)	(3,4)	3,9	11,4	(4,3)
1997	0,1	(2,8)	(3,5)	(3,1)	5,4	6,0	(4,2)
1998	0,3	2,6	(0,1)	2,4	2,8	2,5	0,6
1999	8,1	(4,3)	6,3	(2,5)	3,7	(0,6)	5,3
2000	3,9	2,9	10,7	15,2	(1,5)	(2,7)	(1,1)
2001	5,0	(1,4)	9,0	(3,7)	(2,7)	(5,6)	2,2
2002	5,1	5,7	2,1	(2,4)	3,4	(1,3)	7,1

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.9

Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars des années 1993 à 2002 (Système de gestion financière) - Fin

Année	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
Millions de dollars							
Dette nette							
1993	(9 391)	(7 646)	(5 178)	78	98	..	(173 691)
1994	(10 974)	(9 346)	(5 464)	105	77	..	(202 446)
1995	(11 083)	(8 513)	(7 980)	151	59	..	(224 041)
1996	(11 046)	(7 084)	(8 166)	186	53	..	(235 896)
1997	(9 776)	(4 022)	(7 510)	191	79	..	(241 746)
1998	(9 890)	(1 603)	(6 556)	198	(20)	..	(245 223)
1999	(10 017)	(391)	(15 162)	238	(61)	..	(258 271)
2000	(10 037)	2 504	(16 123)	231	136	(283)	(256 166)
2001	(9 147)	9 983	(15 448)	278	227	(242)	(241 813)
2002	(9 632)	9 118	(16 554)	272	283	(274)	(249 431)
Dollars							
Dette nette par habitant²							
1993	(9 344)	(2 876)	(1 462)	2 589	1 556	...	(6 074)
1994	(10 882)	(3 472)	(1 499)	3 536	1 192	...	(7 004)
1995	(10 944)	(3 124)	(2 127)	5 008	890	...	(7 670)
1996	(10 853)	(2 564)	(2 121)	5 973	791	...	(7 992)
1997	(9 605)	(1 430)	(1 910)	6 034	1 170	...	(8 107)
1998	(9 722)	(557)	(1 648)	6 323	(298)	...	(8 152)
1999	(9 860)	(133)	(3 788)	7 779	(904)	...	(8 519)
2000	(9 944)	838	(3 997)	7 605	3 360	(10 393)	(8 372)
2001	(9 130)	3 282	(3 799)	9 232	5 586	(8 664)	(7 822)
2002	(9 666)	2 942	(4 032)	9 044	6 869	(9 701)	(7 980)
Pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1994	16,5	20,7	2,5	36,6	(23,4)	...	15,3
1995	0,6	(10,0)	42,0	41,6	(25,3)	...	9,5
1996	(0,8)	(17,9)	(0,3)	19,3	(11,1)	...	4,2
1997	(11,5)	(44,2)	(9,9)	1,0	47,9	...	1,4
1998	1,2	(61,0)	(13,7)	4,8	(125,4)	...	0,6
1999	1,4	(76,1)	129,9	23,0	203,7	...	4,5
2000	0,8	(729,4)	5,5	(2,2)	(471,5)	...	(1,7)
2001	(8,2)	291,8	(5,0)	21,4	66,2	(16,6)	(6,6)
2002	5,9	(10,4)	6,1	(2,0)	23,0	12,0	2,0

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.10

Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercice financier 2003^P
(Système de gestion financière)

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Milliers de dollars							
Recettes de sources propres	333 901	58 520	1 004 801	567 003	8 731 503	19 087 106	1 089 641
Impôts fonciers et impôts connexes	234 815	42 598	792 202	381 698	6 632 878	11 794 072	619 331
Taxes à la consommation	0	..	..	..	..	..	20 280
Autres impôts	4 511	522	5 910	3 702	32 527	312 518	14 731
Vente de biens et services	86 064	13 931	178 401	175 060	1 633 181	5 696 195	330 803
Revenus de placements	5 526	581	21 218	3 810	208 241	953 501	92 963
Autres recettes de sources propres	2 985	888	7 070	2 733	224 676	330 820	11 533
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	20 754	2 010	31 209	75 757	311 562	679 441	188 434
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	60 785	2 139	53 871	35 300	1 068 914	4 320 762	129 669
Total des recettes	415 440	62 669	1 089 881	678 060	10 111 979	24 087 309	1 407 744
Services généraux de l'administration publique	72 455	10 920	117 224	58 866	1 484 383	1 236 087	236 284
Protection de la personne et de la propriété	23 823	11 767	201 545	155 894	1 800 556	3 923 547	275 213
Transports et communications	111 386	15 575	124 123	153 982	2 363 852	3 918 350	295 661
Santé	283	178	414	2 193	17 297	1 103 414	36 590
Services sociaux	877	0	44 551	..	84 880	5 149 626	3 723
Éducation	169	..	144 814	78	14 130	37 160	73
Conservation des ressources et développement de l'industrie	3 442	866	13 181	12 015	288 683	360 401	34 603
Environnement	88 427	24 891	197 405	183 240	1 579 401	3 851 440	266 983
Loisirs et culture	53 358	9 653	100 679	93 599	1 303 580	2 409 256	148 616
Logement	2 077	0	116	875	356 217	1 617 208	8 052
Planification et aménagement des régions	4 145	975	18 753	13 310	240 896	289 349	30 607
Service de la dette	41 817	1 002	36 125	25 005	799 151	507 096	95 908
Autres dépenses	293	0	3 481	969	0	182 610	2 322
Total des dépenses	402 552	75 827	1 002 411	700 026	10 333 026	24 585 544	1 434 635
Surplus (déficit)	12 888	(13 158)	87 470	(21 966)	(221 047)	(498 235)	(26 891)

Tableau 1.10

Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercice financier 2003^p
(Système de gestion financière) - Fin

	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Canada
Milliers de dollars							
Recettes de sources propres	1 044 781	5 115 612	5 105 606	34 813	62 886	53 856	42 290 029
Impôts fonciers et impôts connexes	621 458	2 580 119	3 028 625	22 182	27 058	6 610	26 783 646
Taxes à la consommation	64 602	..	11 416	..	..	..	96 298
Autres impôts	7 653	104 372	137 295	632	1 822	340	626 535
Vente de biens et services	293 122	1 805 174	1 485 351	10 561	31 571	45 003	11 784 417
Revenus de placements	45 992	519 111	414 086	1 188	x	1 555	2 269 481
Autres recettes de sources propres	11 954	106 836	28 833	250	x	348	729 652
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	65 497	39 013	67 362	8 702	16 311	17 579	1 523 631
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	54 110	540 289	158 231	12 146	26 218	62 730	6 525 164
Total des recettes	1 164 388	5 694 914	5 331 199	55 661	105 415	134 165	50 338 824
Services généraux de l'administration publique	178 761	594 765	612 238	10 399	18 070	18 305	4 648 757
Protection de la personne et de la propriété	217 218	823 356	1 063 938	5 273	5 697	4 041	8 511 868
Transports et communications	342 588	1 321 112	891 061	11 656	18 685	21 002	9 589 033
Santé	6 947	98 330	98 694	x	912	1 986	1 367 395
Services sociaux	6 094	87 201	6 919	..	598	7 012	5 391 481
Éducation	1 240	15 351	751	398	..	..	214 164
Conservation des ressources et développement de l'industrie	28 802	172 413	78 396	665	1 119	594	995 180
Environnement	203 123	739 352	1 199 674	8 348	28 552	35 618	8 406 454
Loisirs et culture	159 993	800 317	1 142 741	15 524	19 932	19 482	6 276 730
Logement	2 155	72 790	46 583	33	3 333	24 766	2 134 205
Planification et aménagement des régions	24 925	130 907	121 181	1 495	1 552	5 692	883 787
Service de la dette	15 745	330 346	362 243	784	1 703	433	2 217 358
Autres dépenses	955	6 743	26 570	x	91	1 064	225 397
Total des dépenses	1 188 546	5 192 983	5 650 989	55 031	100 244	139 995	50 861 809
Surplus (déficit)	(24 158)	501 931	(319 790)	630	5 171	(5 830)	(522 985)

Tableau 1.11

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercices financiers 1993 à 2003 (Système de gestion financière)

Exercice financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Surplus (déficit)							
1993	(26,4)	5,9	(52,1)	(7,0)	(429,1)	(410,5)	44,0
1994	(2,0)	3,7	(58,6)	4,1	(363,8)	(80,0)	79,4
1995	12,8	2,9	(19,0)	(13,7)	(384,9)	(33,3)	(61,5)
1996	30,2	7,2	(16,1)	(31,9)	(340,5)	(31,0)	12,4
1997	17,3	5,6	(76,3)	(29,0)	(156,7)	(177,6)	64,2
1998	43,3	4,9	(40,8)	(27,5)	338,6	1 470,9	92,8
1999	37,6	0,7	6,8	(16,2)	274,3	865,2	61,3
2000 ^r	(9,1)	(4,4)	45,1	(39,2)	602,0	(421,0)	146,4
2001 ^r	(36,8)	1,9	10,6	(30,8)	67,4	(588,0)	89,4
2002 ^r	10,8	(3,8)	85,9	(40,9)	181,5	39,1	28,7
2003 ^p	12,9	(13,2)	87,5	(22,0)	(221,0)	(498,2)	(26,9)
Dollars							
Surplus (déficit) par habitant²							
1993	(45)	45	(57)	(9)	(60)	(39)	39
1994	(3)	28	(63)	5	(51)	(7)	71
1995	23	22	(21)	(18)	(53)	(3)	(55)
1996	54	53	(17)	(42)	(47)	(3)	11
1997	31	42	(82)	(39)	(22)	(16)	56
1998	80	36	(44)	(37)	46	130	82
1999	70	5	7	(22)	37	76	54
2000 ^r	(17)	(32)	48	(52)	82	(36)	128
2001 ^r	(70)	14	11	(41)	9	(50)	78
2002 ^r	21	(28)	92	(55)	24	3	25
2003 ^p	25	(96)	94	(29)	(30)	(41)	(23)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.11

Surplus (déficit) et surplus (déficit) par habitant des administrations publiques générales locales, par province et territoire, exercices financiers 1993 à 2003 (Système de gestion financière) - Fin

Exercice financier	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
Millions of dollars							
Surplus (déficit)							
1993	17,6	(305,2)	(101,5)	2,3	(2,2)	..	(1 264,2)
1994	(18,3)	184,2	(290,1)	(4,1)	4,5	..	(541,0)
1995	(111,4)	566,4	(243,5)	(5,2)	1,8	..	(288,5)
1996	(30,9)	457,9	(248,8)	(2,2)	2,6	..	(191,3)
1997	(45,2)	423,1	(197,7)	(0,2)	(2,8)	..	(175,3)
1998	(30,6)	563,7	(344,0)	3,4	7,0	..	2 081,7
1999	(24,4)	487,1	1 588,6	7,7	(5,1)	1,1	3 284,8
2000 ^r	(38,8)	578,0	(65,7)	(4,3)	9,7	(2,9)	795,8
2001 ^r	(36,2)	626,4	(96,5)	(2,3)	5,5	1,9	12,6
2002 ^r	(24,1)	594,6	(260,8)	(6,6)	(6,3)	(4,9)	593,1
2003 ^p	(24,2)	501,9	(319,8)	0,6	5,2	(5,8)	(523,0)
Dollars							
Surplus (déficit) par habitant²							
1993	17	(115)	(29)	77	(35)	...	(44)
1994	(18)	68	(80)	(137)	70	...	(19)
1995	(110)	208	(65)	(173)	28	...	(10)
1996	(30)	166	(65)	(72)	39	...	(6)
1997	(44)	150	(50)	(6)	(42)	...	(6)
1998	(30)	196	(86)	107	104	...	69
1999	(24)	166	397	252	(124)	43	108
2000 ^r	(38)	193	(16)	(142)	240	(105)	26
2001 ^r	(36)	206	(24)	(75)	137	69	0
2002 ^r	(24)	192	(64)	(221)	(152)	(175)	19
2003 ^p	(24)	160	(77)	20	124	(199)	(17)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.12

**Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales, au 31 décembre des années 1992 à 2001
(Système de gestion financière)**

Année	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
Millions de dollars							
Dette nette							
1992	(657)	(115)	(435)	(326)	(14 214)	(1 287)	(778)
1993	(676)	(126)	(202)	(326)	(14 593)	(1 782)	(820)
1994	(680)	(126)	(220)	(329)	(14 643)	(1 619)	(788)
1995	(648)	(34)	(205)	(332)	(14 577)	(1 444)	(818)
1996	(675)	(38)	(275)	(356)	(14 936)	(1 531)	(828)
1997	(681)	(37)	(366)	(373)	(15 187)	(1 251)	(765)
1998	(731)	(33)	(417)	(380)	(14 568)	(141)	(671)
1999	(731)	(43)	(360)	(357)	(15 075)	65	(471)
2000	(726)	(47)	(326)	(328)	(14 763)	(378)	(558)
2001	(729)	(45)	(357)	(355)	(15 719)	1 256	(437)
Dollars							
Dette nette par habitant²							
1992	(1 133)	(879)	(474)	(436)	(2 004)	(122)	(700)
1993	(1 165)	(956)	(219)	(436)	(2 042)	(167)	(735)
1994	(1 181)	(947)	(238)	(439)	(2 038)	(150)	(703)
1995	(1 139)	(253)	(221)	(442)	(2 022)	(132)	(726)
1996	(1 202)	(281)	(296)	(473)	(2 064)	(139)	(731)
1997	(1 231)	(272)	(393)	(496)	(2 090)	(112)	(674)
1998	(1 347)	(243)	(447)	(506)	(1 998)	(12)	(591)
1999	(1 367)	(316)	(386)	(476)	(2 061)	6	(413)
2000	(1 371)	(345)	(349)	(437)	(2 009)	(33)	(487)
2001	(1 393)	(330)	(383)	(473)	(2 129)	106	(380)
Pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1993	2,8	8,7	(53,8)	(0,1)	1,9	36,8	5,0
1994	1,4	(0,9)	8,5	0,8	(0,2)	(10,2)	(4,4)
1995	(3,6)	(73,2)	(7,0)	0,7	(0,8)	(11,9)	3,2
1996	5,5	10,8	33,8	7,1	2,1	4,8	0,8
1997	2,4	(3,1)	32,8	4,7	1,3	(19,3)	(7,9)
1998	9,4	(10,6)	13,9	2,1	(4,4)	(88,9)	(12,3)
1999	1,5	29,9	(13,7)	(5,9)	3,1	(145,6)	(30,1)
2000	0,2	9,1	(9,7)	(8,2)	(2,5)	(673,1)	17,9
2001	1,6	(4,4)	9,7	8,3	5,9	(426,5)	(21,9)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 1.12

**Dette nette et dette nette par habitant des administrations publiques locales, au 31 décembre des années 1992 à 2001
(Système de gestion financière) - Fin**

Exercice financier	Saskat- chewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest ¹	Nunavut	Canada
Millions de dollars							
Dette nette							
1992	400	(2 558)	(2 450)	5	(29)	..	(22 444)
1993	451	(2 566)	(2 791)	13	(29)	..	(23 457)
1994	496	(2 297)	(2 649)	21	(22)	..	(22 856)
1995	506	(2 114)	(2 721)	19	(11)	..	(22 379)
1996	561	(648)	(2 248)	20	(16)	..	(20 970)
1997	636	(277)	(2 217)	18	(14)	..	(20 514)
1998	719	36	252	21	(8)	..	(15 921)
1999	707	(383)	1 851	27	(25)	7	(14 788)
2000	730	668	2 443	21	(9)	13	(13 260)
2001	734	1 194	1 074	16	(3)	10	(13 361)
Dollars							
Dette nette par habitant²							
1992	399	(976)	(712)	169	(468)	...	(794)
1993	449	(965)	(788)	431	(460)	...	(820)
1994	492	(853)	(726)	707	(341)	...	(791)
1995	500	(776)	(725)	630	(166)	...	(766)
1996	551	(235)	(584)	642	(239)	...	(710)
1997	625	(98)	(564)	569	(207)	...	(688)
1998	707	13	63	671	(119)	...	(529)
1999	696	(130)	462	883	(614)	262	(488)
2000	723	223	606	691	(222)	477	(433)
2001	733	393	264	531	(74)	358	(432)
Pourcentage							
Taux de variation de la dette nette par habitant par rapport à l'année précédente							
1993	12,5	(1,1)	10,7	154,9	(1,7)	...	3,3
1994	9,6	(11,6)	(7,8)	63,9	(26,0)	...	(3,6)
1995	1,6	(9,1)	(0,2)	(10,9)	(51,3)	...	(3,1)
1996	10,3	(69,8)	(19,5)	1,9	43,9	...	(7,3)
1997	13,4	(58,0)	(3,4)	(11,5)	(13,2)	...	(3,2)
1998	13,1	(112,7)	(111,2)	17,9	(42,6)	...	(23,1)
1999	(1,5)	(1 141,9)	630,0	31,6	415,4	...	(7,8)
2000	3,9	(271,4)	31,0	(21,7)	(63,8)	82,2	(11,2)
2001	1,3	75,7	(56,4)	(23,2)	(66,8)	(25,0)	(0,3)

¹ Les données des Territoires du Nord-Ouest antérieures au 1999 incluent le Nunavut.

² Voir l'annexe VII pour les données sur la population.

Tableau 2.0

**Recettes et dépenses² consolidées¹ des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales
(Système de gestion financière)**

	1999/2000	2000/2001 [†]	2001/2002 [†]	2002/2003 [†]	2003/2004 [†]
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	414 170	446 959	436 240	442 638	459 091
Impôts sur le revenu	178 423	191 144	188 091	178 857	188 126
Impôts sur le revenu des particuliers	138 443	143 116	144 735	140 411	144 535
Impôts sur le revenu des corporations ³	36 155	43 262	38 910	33 722	39 178
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	326	454	297	346	245
Impôts directs des non résidents	3 499	4 312	4 150	4 377	4 168
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	80 088	87 870	88 988	96 367	98 583
Taxes générales de vente	51 323	55 523	56 077	60 145	61 564
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	6 190	6 203	7 201	8 797	9 444
Taxes sur les divertissements	630	598	592	587	505
Taxes sur les carburants	11 789	11 745	11 743	12 339	12 759
Droits de douane	2 104	2 807	3 018	3 189	2 870
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	2 747	3 475	3 144	3 388	3 606
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	4 183	6 315	5 926	6 038	6 026
Autres taxes à la consommation	1 121	1 205	1 288	1 883	1 808
Impôts fonciers et impôts connexes	40 255	41 063	41 734	42 527	43 794
Impôts fonciers	33 193	33 345	34 379	35 422	37 042
Impôts sur le capital	3 831	4 172	3 676	3 235	3 350
Autres impôts fonciers et impôts connexes	3 231	3 547	3 679	3 870	3 401
Autres impôts ⁴	14 334	15 157	14 901	15 920	16 355
Impôts sur la masse salariale	7 574	8 013	7 733	8 290	8 649
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ⁴	2 689	2 737	2 768	2 915	2 977
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	512	706	639	598	649
Impôts divers	3 559	3 701	3 761	4 118	4 079
Primes d'assurance-maladie	1 950	2 178	2 282	2 996	3 018
Contributions aux régimes de sécurité sociale	29 957	30 087	29 697	31 054	30 736
Vente de biens et services ⁴	32 217	34 689	34 690	35 855	36 729
Revenus de placements	28 859	37 749	30 897	32 554	34 727
Autres recettes de sources propres	8 088	7 020	4 961	6 509	7 023
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	0	0	0	0	0
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	0	0	0	0	0
Total des recettes	414 170	446 959	436 240	442 638	459 091
Services généraux de l'administration publique	13 752	15 968	15 632	16 112	15 952
Protection de la personne et de la propriété	31 749	32 978	35 393	37 004	37 275
Transports et communication	18 117	17 979	18 829	19 476	20 081
Santé	64 317	70 465	76 998	83 849	89 643
Soins hospitaliers	21 160	23 596	26 015	29 403	31 534
Soins médicaux	27 718	29 884	32 396	34 103	36 597
Soins préventifs	2 623	2 726	3 523	3 750	3 646
Autres services de santé	12 816	14 259	15 064	16 592	17 866
Services sociaux	105 044	110 145	114 801	116 783	120 965
Assistance sociale	62 205	65 005	68 197	69 869	72 115
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 486	5 832	6 280	6 583	6 663
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	20 587	21 093	20 815	20 116	20 694
Prestations aux anciens combattants	2 096	2 128	2 261	2 497	2 548
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	458	482	520	559	644
Autres services sociaux	14 213	15 605	16 729	17 160	18 301
Éducation	60 457	63 522	66 218	65 959	68 579
Éducation élémentaire et secondaire	34 313	35 751	36 635	37 223	38 644
Éducation postsecondaire	21 902	23 567	25 352	24 063	25 357
Services particuliers de recyclage	3 308	3 342	3 524	3 821	3 764
Autre éducation	934	862	707	852	813
Conservation des ressources et développement de l'industrie	14 354	15 713	16 404	18 651	19 152
Environnement	8 672	9 222	9 933	10 168	11 220
Loisirs et culture	9 909	10 871	11 345	11 748	12 048
Travail, emploi et immigration	2 951	2 882	3 006	3 374	3 237
Logement	3 519	3 723	3 303	4 008	4 323
Affaires extérieures et aide internationale	4 291	4 477	4 552	5 158	4 793
Planification et aménagement des régions	1 762	1 847	2 123	2 097	2 070
Établissements de recherche	1 951	1 419	1 740	1 861	2 242
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	0	0	0	0	0
Service de la dette	60 173	61 490	55 294	52 097	50 027
Autres dépenses	501	1 857	2 211	958	1 824
Total des dépenses	401 520	424 557	437 783	449 302	463 431
Surplus (déficit)	12 650	22 401	(1 542)	(6 664)	(4 339)

¹ Le Régime des pensions du Canada (RPC) et le Régime des rentes du Québec (RRQ) ne sont pas inclus.

² La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables. Pour la même raison, les dépenses consolidées, rapportées pour ces fonctions et sous-fonctions pour les années antérieures à 1997-1998, ne sont pas comparables aux données de la période débutant en 1997-1998.

³ Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

⁴ Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

Tableau 2.1

Recettes et dépenses consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

	1999/2000	2000/2001 [†]	2001/2002 [†]	2002/2003 [†]	2003/2004 [‡]
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	230 186	250 502	241 292	247 451	254 801
Impôts sur le revenu	65 490	68 826	67 531	63 496	63 948
Impôts sur le revenu des particuliers	53 006	53 933	53 300	51 404	52 229
Impôts sur le revenu des corporations	12 157	14 439	13 934	11 745	11 474
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	326	454	297	346	245
Impôts directs des non résidents	.	.	.	.	.
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	44 077	48 907	49 313	52 838	54 554
Taxes générales de vente	25 696	27 722	28 213	29 577	30 566
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	2 986	2 955	3 463	4 679	5 019
Taxes sur les divertissements	616	583	578	572	492
Taxes sur les carburants	7 003	6 937	6 985	7 466	7 641
Droits de douane	.	.	.	.	.
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	2 747	3 475	3 144	3 388	3 606
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	4 183	6 315	5 926	6 038	6 026
Autres taxes à la consommation	846	920	1 005	1 118	1 205
Impôts fonciers et impôts connexes	40 255	41 063	41 734	42 527	43 794
Impôts fonciers	33 193	33 345	34 379	35 422	37 042
Impôts sur le capital	3 831	4 172	3 676	3 235	3 350
Autres impôts fonciers et impôts connexes	3 231	3 547	3 679	3 870	3 401
Autres impôts ²	13 803	14 572	14 383	15 424	15 852
Impôts sur la masse salariale	7 574	8 013	7 733	8 290	8 649
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ²	2 689	2 737	2 768	2 915	2 977
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	405	610	634	596	649
Impôts divers	3 135	3 213	3 248	3 624	3 576
Primes d'assurance-maladie	1 950	2 178	2 282	2 996	3 018
Contributions aux régimes de sécurité sociale	7 341	7 496	7 743	8 330	8 776
Vente de biens et services ²	29 170	31 524	30 884	31 959	33 148
Revenus de placements	22 531	30 689	23 929	25 116	27 781
Autres recettes de sources propres	5 570	5 246	3 494	4 766	3 931
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	25 441	26 640	27 829	28 880	33 571
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	7 101	7 635	7 822	8 749	9 891
Total des recettes	262 729	284 778	276 944	285 081	298 264
Services généraux de l'administration publique	8 122	7 317	8 448	8 474	8 811
Protection de la personne et de la propriété	14 178	15 204	16 098	16 769	17 327
Transports et communication	16 658	16 209	16 632	17 562	18 077
Santé	63 059	68 429	74 389	81 112	87 228
Soins hospitaliers	21 097	23 555	25 942	29 340	31 529
Soins médicaux	27 441	29 561	32 110	33 693	36 169
Soins préventifs	2 246	2 318	2 588	2 973	3 080
Autres services de santé	12 275	12 995	13 749	15 105	16 450
Services sociaux	39 115	42 168	44 155	44 507	46 344
Assistance sociale	15 808	16 020	15 957	15 459	15 532
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 384	5 718	6 196	6 533	6 606
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	4 213	4 497	4 948	5 067	5 526
Prestations aux anciens combattants	.	.	.	.	.
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	458	482	520	559	644
Autres services sociaux	13 253	15 450	16 535	16 888	18 037
Éducation	57 268	60 227	63 324	63 153	65 989
Éducation élémentaire et secondaire	33 700	35 134	36 064	36 654	38 058
Éducation postsecondaire	20 631	22 099	24 181	23 118	24 461
Services particuliers de recyclage	2 488	2 535	2 600	2 880	2 953
Autre éducation	449	458	479	502	517
Conservation des ressources et développement de l'industrie	9 564	9 768	10 746	12 123	12 309
Environnement	7 386	7 761	8 321	8 477	9 494
Loisirs et culture	6 792	7 561	7 909	8 197	8 623
Travail, emploi et immigration	862	827	896	956	965
Logement	2 807	3 148	2 703	3 306	3 534
Affaires extérieures et aide internationale	.	.	.	.	.
Planification et aménagement des régions	1 422	1 504	1 731	1 697	1 700
Établissements de recherche	244	281	417	548	577
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	572	580	664	288	329
Service de la dette	28 634	28 876	27 391	26 469	26 252
Autres dépenses	393	1 731	2 014	889	1 821
Total des dépenses	257 078	271 590	285 837	294 526	309 382
Surplus (déficit)	5 651	13 188	(8 893)	(9 444)	(11 118)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables. Pour la même raison, les dépenses consolidées, rapportées pour ces fonctions et sous-fonctions pour les années antérieures à 1997-1998, ne sont pas comparables aux données de la période débutant en 1997-1998.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

Tableau 2.2

**Recettes et dépenses de l'administration publique fédérale
(Système de gestion financière)**

	1999/2000	2000/2001 ¹	2001/2002 ¹	2002/2003 ¹	2003/2004 ¹
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	183 463	196 731	195 287	195 049	203 453
Impôts sur le revenu	112 933	122 318	120 560	115 361	124 178
Impôts sur le revenu des particuliers	85 437	89 183	91 435	89 007	92 306
Impôts sur le revenu des corporations ¹	23 997	28 823	24 976	21 977	27 705
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	..	..	..	..	..
Impôts directs des non résidents	3 499	4 312	4 150	4 377	4 168
Autres impôts sur le revenu	..	..	..	..	..
Taxes à la consommation	36 011	38 963	39 675	43 529	44 029
Taxes générales de vente	25 627	27 801	27 864	30 568	30 999
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	3 204	3 247	3 738	4 118	4 425
Taxes sur les divertissements	14	15	14	15	14
Taxes sur les carburants	4 786	4 807	4 758	4 873	5 119
Droits de douane	2 104	2 807	3 018	3 189	2 870
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	..	..	..	..	..
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	..	..	..	..	..
Autres taxes à la consommation	276	285	284	765	603
Impôts fonciers et impôts connexes	..	..	..	..	..
Impôts fonciers	..	..	..	..	..
Impôts sur le capital	..	..	..	..	..
Autres impôts fonciers et impôts connexes	..	..	..	..	..
Autres impôts	531	585	518	496	503
Impôts sur la masse salariale	..	..	..	..	..
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles	..	..	..	..	..
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	107	97	5	2	0
Impôts divers	424	488	514	494	503
Primes d'assurance-maladie	..	..	..	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	22 616	22 591	21 954	22 724	21 960
Vente de biens et services	4 264	4 472	5 028	5 061	4 882
Revenus de placements	6 328	7 060	6 968	7 437	6 946
Autres recettes de sources propres	780	741	584	440	954
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	539	555	591	524	601
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	16	17	18	22	22
Total des recettes	184 018	197 303	195 897	195 595	204 075
Services généraux de l'administration publique	5 858	8 905	7 396	7 855	7 355
Protection de la personne et de la propriété	18 448	18 789	20 399	21 200	20 931
Transports et communication	1 720	1 992	2 385	2 164	2 250
Santé ²	1 730	3 630	3 286	3 498	6 044
Soins hospitaliers	67	1 070 ³	76	65	1 533
Soins médicaux	333	373	335	508	521
Soins préventifs	439	467	994	802	579
Autres services de santé	891	1 720	1 881	2 122	3 411
Services sociaux ²	66 669	68 127	70 811	72 428	74 771
Assistance sociale	47 104	49 115	52 380	54 522	56 695
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	102	114	84	50	58
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	16 373	16 596	15 866	15 048	15 168
Prestations aux anciens combattants	2 098	2 130	2 263	2 500	2 551
Autres services sociaux	991	172	217	308	300
Éducation ²	4 917	5 104	4 970	4 982	4 771
Éducation élémentaire et secondaire	941	914	953	962	984
Éducation postsecondaire	1 584	1 758	1 476	1 429	1 381
Services particuliers de recyclage	1 658	1 699	1 818	1 836	1 706
Autre éducation	734	733	723	755	701
Conservation des ressources et développement de l'industrie	5 779	6 791	7 154	7 894	7 630
Environnement	1 362	1 554	1 627	1 719	1 750
Loisirs et culture	3 159	3 372	3 459	3 574	3 445
Travail, emploi et immigration	2 447	2 409	2 471	2 796	2 650
Logement	1 928	1 885	1 910	1 979	2 065
Affaires extérieures et aide internationale	4 309	4 488	4 565	5 175	4 810
Planification et aménagement des régions	377	389	452	516	487
Établissements de recherche	1 872	1 901	2 413	2 447	2 799
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique ²	24 797	26 015	27 147	28 889	31 758
Service de la dette	31 539	32 614	27 903	25 628	23 775
Autres dépenses	109	126	199	71	5
Total des dépenses	177 019	188 090	188 546	192 814	197 296
Surplus (déficit)	6 999	9 213	7 351	2 780	6 779

¹ Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

² En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

³ Le paiement de 1 milliard de dollars à la fiducie du Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS) pour l'achat et l'installation d'équipements médicaux est codé à la fonction « soins hospitaliers ».

Tableau 2.3

**Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale
(Système de gestion financière)**

	1999/2000	2000/2001 ^r	2001/2002 ^r	2002/2003 ^r	2003/2004 ^p
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	179 781	193 253	191 694	190 872	199 178
Impôts sur le revenu	112 933	122 318	120 560	115 361	124 178
Impôts sur le revenu des particuliers	85 437	89 183	91 435	89 007	92 306
Impôts sur le revenu des corporations ¹	23 997	28 823	24 976	21 977	27 705
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	..	..	..	..	..
Impôts directs des non résidents	3 499	4 312	4 150	4 377	4 168
Autres impôts sur le revenu	..	..	..	..	..
Taxes à la consommation	36 011	38 963	39 675	43 529	44 029
Taxes générales de vente	25 627	27 801	27 864	30 568	30 999
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	3 204	3 247	3 738	4 118	4 425
Taxes d'accise sur la quantité d'alcool	..	..	..	..	..
Autres taxes sur les boissons alcooliques	1 093	1 089	1 273	1 208	1 245
Taxes sur le tabac	2 111	2 158	2 465	2 910	3 179
Taxes sur les divertissements	14	15	14	15	14
Taxes sur les paris aux hippodromes	14	15	14	15	14
Autres taxes sur les divertissements	..	..	..	..	..
Taxes sur les carburants	4 786	4 807	4 758	4 873	5 119
Droits de douane	2 104	2 807	3 018	3 189	2 870
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard ²	..	..	..	..	..
Autres taxes à la consommation	276	285	284	765	603
Taxes de transport aérien ³	3	0	0	446	414
Divers taxes à la consommation	273	285	284	320	190
Autres impôts	531	585	518	496	503
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	107	97	5	2	0
Impôts divers	424	488	514	494	503
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	..	..	..	..	..
Contributions aux régimes de sécurité sociale	18 934	19 116	18 496	18 753	17 893
Cotisations à l'assurance-emploi	18 839	19 029	18 414	18 661	17 800
Autres contributions aux régimes de sécurité sociale	95	87	82	92	92
Vente de biens et services	4 264	4 472	5 028	5 061	4 882
Revenus de placements	6 328	7 057	6 833	7 231	6 740
Redevances perçues sur les ressources naturelles	515	226	415	259	521
Redevances pétrolières et d'exploitation du gaz	73	125	127	104	112
Redevances forestières	..	..	..	..	..
Redevances minières	9	0	6	25	60
Redevances d'utilisation de l'eau	..	..	..	..	..
Autres redevances perçues sur les ressources naturelles	433	100	283	130	349
Profits commerciaux remis	2 061	2 289	2 124	2 021	1 879
Intérêts	3 430	3 928	3 783	4 349	3 763
Intérêts reçus des entreprises publiques propres	2 623	3 013	3 092	3 762	3 038
Autres intérêts	807	915	691	586	725
Autres revenus de placements	322	614	511	602	577
Autres recettes de sources propres	780	741	584	440	954
Autres amendes et pénalités	143	57	28	49	86
Transferts de nature capitale de sources propres	..	..	..	..	..
Autres dons	7	11	10	13	13
Diverses recettes de sources propres	629	673	546	378	855
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	539	555	591	524	601
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	16	17	18	22	22
Total des recettes	180 336	193 825	192 304	191 418	199 801
Services généraux de l'administration publique	5 858	8 905	7 396	7 855	7 355
Organismes exécutifs et organismes législatifs	463	678	593	660	630
Administration générale	4 653	5 146	5 607	6 054	5 516
Autres services généraux	742	3 081	1 196	1 141	1 209
Protection de la personne et de la propriété	18 448	18 789	20 399	21 200	20 931
Défense nationale	11 869	11 968	12 734	13 170	13 105
Cours de justice	309	318	443	439	490
Services correctionnels et de réadaptation	1 684	1 683	1 971	1 935	1 789
Services de police	2 362	2 607	2 853	3 084	3 031
Services de réglementation	766	799	792	1 130	985
Autres services de protection de la personne et de la propriété	1 457	1 414	1 605	1 442	1 531
Transports et communications	1 720	1 992	2 385	2 164	2 250
Transport aérien	374	382	572	434	348
Transport routier	260	216	312	282	406
Transport par chemin de fer	232	301	402	307	280
Transport maritime	441	420	462	382	405
Télécommunications	167	192	234	222	279
Autres services de transports et de communication	246	482	403	537	532
Santé ⁴	1 730	3 630	3 286	3 498	6 044
Soins hospitaliers	67	1 070 5	76	65	1 533
Soins médicaux	333	373	335	508	521
Soins préventifs	439	467	994	802	579
Autres services de santé	891	1 720	1 881	2 122	3 411

Voir note(s) à la fin du tableau.

Tableau 2.3

**Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale
(Système de gestion financière) - Fin**

	1999/2000	2000/2001 ¹	2001/2002 ¹	2002/2003 ¹	2003/2004 ¹
	Millions de dollars				
Services sociaux ⁴	50 386	51 613	54 982	57 414	59 640
Assistance sociale	47 104	49 115	52 380	54 522	56 695
Préservation du revenu	11 443	10 578	13 233	14 062	14 689
Autre assistance sociale	35 661	38 537	39 147	40 459	42 006
Sécurité sociale	23 612	24 417	25 551	26 544	27 723
Allocations familiales	6 088	6 914	7 682	7 996	8 285
Autres formes d'assistance sociale	5 961	7 207	5 914	5 919	5 998
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	102	114	84	50	58
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	91	82	37	35	37
Prestations aux anciens combattants	2 098	2 130	2 263	2 500	2 551
Autres services sociaux	991	172	217	308	300
Éducation ⁴	4 917	5 104	4 970	4 982	4 771
Éducation élémentaire et secondaire	941	914	953	962	984
Éducation postsecondaire	1 584	1 758	1 476	1 429	1 381
Services particuliers de recyclage	1 658	1 699	1 818	1 836	1 706
Autre éducation	734	733	723	755	701
Conservation des ressources et développement de l'industrie	5 779	6 791	7 154	7 894	7 630
Agriculture	2 199	2 709	2 728	3 427	3 433
Chasse et pêche	413	685	627	636	572
Pétrole et gaz	86	107	138	180	177
Forêts	131	26	121	27	163
Mines	149	0	0	0	0
Énergie hydraulique	..	0	0	2	2
Tourisme	63	78	102	128	128
Commerce et industrie	1 820	2 170	2 301	2 316	2 234
Autres services concernant la conservation des ressources et le développement industrie	918	1 017	1 137	1 178	921
Environnement	1 362	1 554	1 627	1 719	1 750
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	627	644	609	656	613
Contrôle de la pollution	155	315	416	424	612
Autres services concernant l'environnement	580	595	602	639	525
Loisirs et culture	3 159	3 372	3 459	3 574	3 445
Loisirs	247	326	364	358	323
Culture	797	969	975	1 063	1 016
Bibliothèques	62	68	74	78	74
Galeries d'art et musées	150	161	177	189	211
Autres services de loisirs et de culture	585	740	724	797	732
Radiodiffusion et télévision	1 398	1 334	1 393	1 455	1 453
Autres loisirs et culture	717	742	727	697	652
Travail, emploi et immigration	2 447	2 409	2 471	2 796	2 650
Travail et emploi	1 583	1 479	1 513	1 746	1 606
Immigration	841	905	933	1 050	1 044
Autres services concernant le travail, emploi et immigration	23	24	25	0	0
Logement	1 928	1 885	1 910	1 979	2 065
Affaires extérieures et aide internationale	4 309	4 488	4 565	5 175	4 810
Planification et aménagement des régions	377	389	452	516	487
Établissements de recherche	1 872	1 901	2 413	2 447	2 799
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique ⁴	24 797	26 015	27 147	28 889	31 758
Transferts à des fins générales aux administrations provinciales et territoriales	24 797	26 015	27 147	28 889	31 756
Subventions statutaires	30	30	31	31	32
Péréquation	9 902	10 952	11 108	10 910	10 046
Transfert Canadien en matière de santé et de programmes sociale ^{4,6}	13 466	13 541	14 638	16 279	19 757
Accord de réciprocité fiscale	..	..	..	..	..
Autres transferts à des fins générales aux administrations provinciales et territoriales	1 399	1 492	1 371	1 669	1 922
Service de la dette	44 140	45 650	40 139	36 464	34 632
Autres intérêts	43 998	45 512	39 998	36 339	34 511
Autres fraise de la dette	141	138	141	125	121
Autres dépenses	109	126	199	71	5
Total des dépenses	173 337	184 612	184 953	188 637	193 022
Surplus (déficit)	6 999	9 213	7 351	2 780	6 779

¹ Les impôts sur le capital fédérale sont inclus dans les impôts sur le revenu des corporations.

² Le produit des loteries fédérales/provinciales est classé comme "Divers taxes à la consommation" à partir de 1997-98.

³ La taxe de transport aérien se termine en 1999-2000. Les droits pour la sécurité du transport aérien débutent en 2002-2003.

⁴ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

⁵ Le paiement de 1 milliard de dollars à la fiducie du Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS) pour l'achat et l'installation d'équipements médicaux est codé à la fonction « soins hospitaliers ».

⁶ Comprend le supplément de transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) pour soins de santé pour les exercices financières 1999-2000 et 2000-2001.

Tableau 2.4

Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés fédéraux¹
(Système de gestion financière)

	1999/2000	2000/2001 ^r	2001/2002 ^r	2002/2003 ^r	2003/2004 ^p
	Milliers de dollars				
Recettes de sources propres	16 283 000	16 514 000	15 829 000	15 013 000	15 130 000
Contributions aux régimes de sécurité sociale	3 682 000	3 475 000	3 458 000	3 971 000	4 068 000
Contributions de l'employé aux régimes de retraite non-provisionnés	902 000	986 000	931 000	1 047 000	1 087 000
Contributions de l'employeur aux régimes de retraite non-provisionnés	2 780 000	2 488 000	2 527 000	2 923 000	2 980 000
Revenus de placements	12 601 000	13 039 000	12 371 000	11 043 000	11 063 000
Total des recettes	16 283 000	16 514 000	15 829 000	15 013 000	15 130 000
Services sociaux	16 283 000	16 514 000	15 829 000	15 013 000	15 130 000
Prestations et autres dépenses des régimes de retraite des employés	5 684 000	7 182 000	10 458 000	8 238 000	6 387 000
Variation de l'avoir des régimes de retraite des ménages	10 599 000	9 331 000	5 371 000	6 775 000	8 744 000
Total des dépenses	16 283 000	16 514 000	15 829 000	15 013 000	15 130 000
Surplus (déficit)	0	0	0	0	0

¹ L'écart entre la variation de l'Avoir des régimes de retraite des ménages et la variation dans la dette nette est principalement dû à des ré-évaluation des obligations de l'administration publique envers les régimes de retraite suite à de nouvelles estimations actuarielles.

Tableau 2.5

Recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

	1999/2000	2000/2001 ^r	2001/2002 ^r	2002/2003 ^r	2003/2004 ^p
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	183 274	203 757	194 273	197 811	204 437
Impôts sur le revenu	65 490	68 826	67 531	63 496	63 948
Impôts sur le revenu des particuliers	53 006	53 933	53 300	51 404	52 229
Impôts sur le revenu des corporations	12 157	14 439	13 934	11 745	11 474
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	326	454	297	346	245
Impôts directs des non résidents	.	.	.	.	.
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	43 999	48 824	49 221	52 742	54 458
Taxes générales de vente	25 633	27 653	28 136	29 498	30 487
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	2 986	2 955	3 463	4 679	5 019
Taxes sur les divertissements	612	579	573	567	486
Taxes sur les carburants	7 003	6 937	6 985	7 466	7 641
Droits de douane	.	.	.	.	.
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	2 747	3 475	3 144	3 388	3 606
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	4 183	6 315	5 926	6 038	6 026
Autres taxes à la consommation	835	909	994	1 107	1 194
Impôts fonciers et impôts connexes	8 080	8 716	8 340	8 196	8 605
Impôts fonciers	3 081	3 151	3 112	3 225	3 336
Impôts sur le capital	3 831	4 172	3 676	3 235	3 350
Autres impôts fonciers et impôts connexes	1 168	1 394	1 552	1 737	1 919
Autres impôts ²	13 291	14 058	13 831	14 808	15 225
Impôts sur la masse salariale	7 574	8 013	7 733	8 290	8 649
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ²	2 689	2 737	2 768	2 915	2 977
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	405	610	634	596	649
Impôts divers	2 623	2 699	2 696	3 008	2 949
Primes d'assurance-maladie	1 950	2 178	2 282	2 996	3 018
Contributions aux régimes de sécurité sociale	7 341	7 496	7 743	8 330	8 776
Vente de biens et services ²	20 078	21 823	20 325	20 434	21 373
Revenus de placements	20 447	28 465	21 895	22 783	25 476
Autres recettes de sources propres	2 598	3 370	3 105	4 025	3 558
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	25 452	26 654	27 843	28 892	33 583
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	7 360	7 719	7 668	8 329	9 450
Total des recettes	216 086	238 130	229 785	235 032	247 470
Services généraux de l'administration publique	3 657	3 573	4 140	4 212	4 230
Protection de la personne et de la propriété	7 763	8 167	8 647	8 817	9 030
Transports et communication	9 486	8 552	8 758	9 433	9 782
Santé	62 834	67 947	73 751	80 197	86 211
Soins hospitaliers	21 060	23 502	25 897	29 271	31 487
Soins médicaux	27 475	29 562	32 130	33 695	36 171
Soins préventifs	2 068	2 110	2 274	2 573	2 553
Autres services de santé	12 230	12 773	13 450	14 658	16 000
Services sociaux	37 263	39 647	41 662	41 815	43 644
Assistance sociale	14 727	14 347	14 342	13 993	14 177
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 384	5 719	6 196	6 533	6 606
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	4 213	4 497	4 948	5 067	5 526
Prestations aux anciens combattants	.	.	.	.	.
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	458	482	520	559	644
Autres services sociaux	12 480	14 602	15 656	15 663	16 691
Éducation	49 533	51 608	55 559	55 455	58 546
Éducation élémentaire et secondaire	26 201	26 737	28 542	29 233	30 903
Éducation postsecondaire	20 643	22 110	24 192	23 119	24 462
Services particuliers de recyclage	2 231	2 267	2 324	2 589	2 652
Autre éducation	459	495	501	515	530
Conservation des ressources et développement de l'industrie	8 752	8 922	9 984	11 205	11 420
Environnement	1 681	1 401	1 528	1 548	1 649
Loisirs et culture	1 975	2 235	2 241	2 391	2 537
Travail, emploi et immigration	917	891	957	957	966
Logement	2 366	2 662	2 099	1 888	2 092
Affaires extérieures et aide internationale	.	.	.	.	.
Planification et aménagement des régions	1 028	1 013	1 130	1 180	1 180
Établissements de recherche	244	281	417	548	577
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	1 040	1 444	1 583	1 193	1 246
Service de la dette	25 410	25 919	24 477	23 479	23 328
Autres dépenses	1	1 382	1 662	665	1 549
Total des dépenses	213 952	225 645	238 595	244 984	257 987
Surplus (déficit)	2 134	12 485	(8 811)	(9 951)	(10 516)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables. Pour la même raison, les dépenses consolidées, rapportées pour ces fonctions et sous-fonctions pour les années antérieures à 1997-1998, ne sont pas comparables aux données de la période débutant en 1997-1998.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

Tableau 2.6

Recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

	1999/2000	2000/2001 ^r	2001/2002 ^r	2002/2003 ^r	2003/2004 ^p
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	167 827	186 666	176 568	178 484	184 533
Impôts sur le revenu	65 490	68 826	67 531	63 496	63 948
Impôts sur le revenu des particuliers	53 006	53 933	53 300	51 404	52 229
Impôts sur le revenu des corporations	12 157	14 439	13 934	11 745	11 474
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	326	454	297	346	245
Impôts directs des non résidents	.	.	.	.	.
Autres impôts sur le revenu	.	.	.	.	.
Taxes à la consommation	43 999	48 824	49 221	52 742	54 458
Taxes générales de vente	25 633	27 653	28 136	29 498	30 487
Taxes sur les boissons alcooliques et le tabac	2 986	2 955	3 463	4 679	5 019
Taxes sur les divertissements	612	579	573	567	486
Taxes sur les carburants	7 003	6 937	6 985	7 466	7 641
Bénéfices sur la vente des boissons alcooliques	2 747	3 475	3 144	3 388	3 606
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	4 183	6 315	5 926	6 038	6 026
Autres taxes à la consommation	835	909	994	1 107	1 194
Impôts fonciers et impôts connexes	8 080	8 716	8 340	8 196	8 605
Impôts fonciers	3 081	3 151	3 112	3 225	3 336
Impôts sur le capital	3 831	4 172	3 676	3 235	3 350
Autres impôts fonciers et impôts connexes	1 168	1 394	1 552	1 737	1 919
Autres impôts ²	13 291	14 058	13 831	14 808	15 225
Impôts sur la masse salariale	7 574	8 013	7 733	8 290	8 649
Immatriculation, droits et permis - véhicules automobiles ²	2 689	2 737	2 768	2 915	2 977
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	405	610	634	596	649
Impôts divers	2 623	2 699	2 696	3 008	2 949
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	1 950	2 178	2 282	2 996	3 018
Contributions aux régimes de sécurité sociale	6 096	6 127	6 240	6 779	6 990
Vente de biens et services ²	8 613	9 352	6 810	6 615	6 748
Revenus de placements	19 842	28 058	21 732	22 265	24 931
Autres recettes de sources propres	466	527	580	586	610
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	25 452	26 654	27 843	28 892	33 583
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique ³	5 811	5 900	5 498	6 208	7 227
Total des recettes	199 091	219 220	209 910	213 584	225 343
Services généraux de l'administration publique	3 662	3 576	4 141	4 213	4 230
Protection de la personne et de la propriété	7 766	8 169	8 653	8 819	9 032
Transports et communications	9 490 ⁴	8 555	8 760	9 434	9 784
Santé	57 821	63 584	66 594	70 893	76 758
Soins hospitaliers	19 131	21 316	22 051	24 049	26 064
Soins médicaux	26 724	28 758	30 361	31 649	33 987
Soins préventifs	2 060	2 256	2 410	2 550	2 618
Autres services de santé	9 906	11 254	11 772	12 646	14 089
Services sociaux	32 676	34 526	36 081	35 867	37 258
Assistance sociale	14 732	14 352	14 348	13 984	14 168
Indemnités aux victimes d'accidents du travail	5 386	5 720	6 197	6 535	6 607
Prestations des régimes de retraite des employés et variation de l'avoir	91	94	95	96	103
Prestations aux anciens combattants	..	..	..	..	..
Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile	458	483	520	559	644
Autres services sociaux	12 009	13 877	14 922	14 693	15 736
Éducation	40 814	40 950	43 051	44 104	46 717
Éducation élémentaire et secondaire	26 209	26 745	28 548	29 237	30 908
Éducation postsecondaire	11 913	11 439	11 673	11 909	12 778
Services particuliers de recyclage	2 232	2 269	2 328	2 442	2 501
Autre éducation	459	496	502	515	530
Conservation des ressources et développement de l'industrie	8 808	8 955	10 020	11 217	11 432
Environnement	1 682	1 402	1 530	1 549	1 650
Loisirs et culture	1 984	2 241	2 245	2 392	2 537
Travail, emploi et immigration	920	892	964	957	966
Logement	2 368	2 663	2 102	1 888	2 091
Affaires extérieures et aide internationale	.	.	.	.	.
Planification et aménagement des régions	1 031	1 016	1 132	1 181	1 180
Établissements de recherche	310	374	532	548	577
Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique	1 040	1 444	1 583	1 193	1 246
Service de la dette	27 780	28 659	27 531	26 242	26 276
Autres dépenses	0	1 375	1 635	665	1 549
Total des dépenses	198 152	208 382	216 553	221 159	233 283
Surplus (déficit)	939	10 839	(6 644)	(7 576)	(7 940)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

² Certains frais d'administration pour les droits et permis de véhicules automobiles au Québec sont inclus dans les ventes de biens et services pour la période de 1988-1989 à 1997-1998. Pour 1998-1999 et les années subséquentes, ces frais sont inclus avec les autres impôts - véhicules automobiles.

³ En 1996-1997, les transferts à des fins spécifiques aux provinces et territoires relevant du Financement de programmes établis (FPE) et de Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) ont été combinés en un transfert global (transferts à des fins générales) désigné sous le nom de Transfert canadien en matière de santé et programmes sociaux (TCSPS). Les provinces et territoires peuvent affecter les crédits reçus selon leurs propres priorités.

⁴ En Colombie-Britannique, une remise de dette de 1,1 milliard de dollars envers BC Ferry est incluse à la fin de l'exercice financier le 31 mars, 2000.

Tableau 2.7

**Recettes et dépenses des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1999/2000	2000/2001 [†]	2001/2002 [†]	2002/2003 [†]	2003/2004 ^P
	Millions de dollars				
Contributions aux régimes de sécurité sociale	1 245	1 369	1 503	1 551	1 786
Revenus de placements	2 878	3 035	3 351	3 421	3 638
Total des recettes	4 123	4 404	4 854	4 972	5 424
Services sociaux	4 123	4 404	4 854	4 972	5 424
Prestations et autres dépenses des régimes de retraite des employés	2 355	2 585	2 739	2 933	3 174
Variation de l'avoir des régimes de retraite des ménages	1 768	1 819	2 115	2 039	2 250
Total des dépenses	4 123	4 404	4 854	4 972	5 424
Surplus (déficit)	0	0	0	0	0

Tableau 2.8

**Recettes et dépenses des universités et collèges - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)**

	1999/2000	2000/2001 [†]	2001/2002 [†]	2002/2003 [†]	2003/2004 ^P
	Milliers de dollars				
Recettes de sources propres	8 791 925	9 630 461	10 333 805	10 010 823	10 430 534
Ventes de biens et de services	6 715 382	7 371 133	8 126 830	7 874 501	8 204 863
Frais de scolarité	3 881 521	4 144 097	4 486 790	4 343 645	4 516 613
Autres ventes de biens et de services	2 646 921	3 227 036	3 640 040	3 530 856	3 688 250
Revenus de placements	592 797	604 613	396 046	382 072	398 699
Autres recettes de sources propres	1 483 746	1 654 715	1 810 929	1 754 250	1 826 972
Transferts des autres administrations publiques	11 588 314	12 102 143	12 928 981	12 500 828	13 088 126
Transferts de l'administration publique fédérale	1 352 613	1 624 714	1 922 197	1 860 092	1 942 642
Transferts des administrations publiques provinciales et territoriales	10 221 834	10 451 811	10 952 522	10 589 113	11 091 956
Transferts des administrations publiques locales	13 867	25 618	54 262	51 623	53 528
Total des recettes	20 380 239	21 732 604	23 262 786	22 511 651	23 518 660
Éducation	19 040 483	20 813 797	22 989 465	22 238 687	23 230 967
Éducation postsecondaire	18 800 032	20 569 831	22 717 359	21 971 779	22 954 892
Administration	3 826 107	4 267 373	4 662 950	4 486 613	4 694 383
Éducation	9 806 404	10 447 939	11 372 063	11 010 741	11 504 102
Aide aux étudiants	513 845	603 597	718 845	698 272	725 045
Autres dépenses d'éducation postsecondaire	4 653 676	5 250 922	5 963 501	5 776 153	6 031 362
Service de la dette	437 571	464 682	464 815	454 261	473 935
Total des dépenses	19 478 054	21 278 479	23 454 280	22 692 948	23 704 902
Surplus (déficit)	902 185	454 125	(191 494)	(181 297)	(186 240)

¹ Les données du « Yukon College » sont exclues pour fins de confidentialité.

Tableau 2.9

Recettes et dépenses des institutions des services de santé et services sociaux - TOTAL DU CANADA¹
(Système de gestion financière)

	1999/2000	2000/2001 ^r	2001/2002 ^r	2002/2003 ^r	2003/2004 ^p
	Milliers de dollars				
Recettes de sources propres	6 172 999	6 515 728	7 234 105	7 922 027	8 541 958
Ventes de biens et de services	5 419 011	5 844 815	6 190 064	6 769 408	7 303 027
Revenus de placements	134 744	149 000	121 386	135 524	146 486
Autres recettes de sources propres	619 244	521 913	922 655	1 017 095	1 092 445
Transferts des autres administrations publiques	37 545 613	42 134 833	42 566 471	46 170 974	49 668 514
Transferts de l'administration publique fédérale	365	710	1 404	1 485	1 587
Transferts des administrations publiques provinciales et territoriales	37 353 480	41 967 493	42 374 588	45 962 695	49 443 485
Transferts des administrations publiques locales	179 965	166 630	190 479	206 794	223 442
Transferts des autres institutions des services de santé et services sociaux	11 803	0	0	0	0
Total des recettes	43 718 612	48 650 561	49 800 576	54 093 001	58 210 472
Protection de la personne et de la propriété	...	...	...	...	...
Santé	38 830 101	42 317 743	46 056 921	50 153 552	54 021 957
Soins hospitaliers	20 035 169	22 217 139	24 259 106	26 501 511	28 547 606
Soins médicaux	8 783 163	9 455 699	10 452 065	11 342 481	12 219 977
Soins préventifs	747 914	846 830	922 601	1 014 365	1 092 226
Autres services santé	9 263 855	9 798 075	10 423 149	11 295 195	12 162 148
Services sociaux	4 397 418	4 960 509	5 527 390	5 925 840	6 358 437
Assistance sociale	53 268	54 500	57 131	63 148	66 962
Autres services sociaux	4 344 150	4 906 009	5 470 259	5 862 692	6 291 475
Logement	4 149	4 404	4 209	4 656	4 942
Service de la dette	193 269	175 851	187 847	203 534	215 803
Total des dépenses	43 424 937	47 458 507	51 776 367	56 287 582	60 601 139
Surplus (déficit)	293 677	1 192 054	(1 975 790)	(2 194 581)	(2 390 667)

¹ La procédure utilisée pour classer les dépenses des administrations générales provinciales et territoriales et des institutions de santé et de services sociaux dans les fonctions santé et services sociaux et leurs sous-fonctions ont changé en 1997-1998. Pour ces raisons, les données pour ces fonctions pour les années antérieures à 1997-1998 ne sont pas comparables.

Tableau 2.10

**Recettes et dépenses des administrations publiques locales - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1999	2000 ¹	2001 ¹	2002 ¹	2003 ^P
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	47 105,5	48 166,7	49 635,9	51 338,4	52 477,8
Taxes à la consommation	77,8	83,4	92,2	95,4	96,3
Taxes générales de vente	62,6	68,4	76,4	78,8	79,0
Autres taxes à la consommation	15,2	15,0	15,8	16,6	17,3
Impôts fonciers et impôts connexes	32 175,1	32 347,1	33 393,6	34 330,9	35 188,7
Impôts fonciers	30 112,2	30 194,0	31 266,9	32 197,7	33 706,2
Impôts fonciers généraux	26 757,3	26 843,9	27 961,9	28 764,8	30 277,3
Prélèvements sur terrains	931,2	979,6	1 102,4	1 199,1	1 212,9
Impôts fonciers particuliers	703,6	655,3	673,5	766,6	754,5
Compensations tenant lieu de taxes	1 720,1	1 715,2	1 529,1	1 467,2	1 461,5
Autres impôts fonciers généraux	.	.	.	.	.
Impôts sur le capital	.	.	.	.	.
Autres impôts fonciers et impôts connexes	2 062,9	2 153,1	2 126,6	2 133,2	1 482,4
Droits de cession immobilière	166,9	189,4	213,3	254,3	178,1
Taxes d'affaires	1 243,9	1 280,2	1 298,4	1 304,9	739,9
Impôts sur le patrimoine	.	.	.	.	.
Autres impôts fonciers et impôts connexes	652,0	683,5	614,9	574,0	564,4
Autres impôts	511,7	513,8	551,8	616,1	627,3
Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles	.	.	.	.	.
Impôts divers	511,7	513,8	551,8	616,1	627,3
Vente de biens et services	11 498,9	12 094,7	12 622,4	13 159,9	13 452,0
Revenus de placements	2 272,4	2 441,9	2 270,9	2 383,8	2 354,9
Autres recettes de sources propres	569,5	685,8	704,9	752,4	758,6
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	1 183,5	1 165,2	1 322,8	1 406,4	1 523,6
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	31 162,7 ¹	30 260,8	30 844,3	31 979,0	32 635,2
Total des recettes	79 451,7	79 592,7	81 803,0	84 723,8	86 636,6
Services généraux de l'administration publique	4 711,6	3 836,9	4 354,1	4 326,9	4 648,8
Exécutif et législatif	308,1	287,8	310,5	432,4	436,8
Administration générale	4 045,3	3 186,5	3 672,4	3 510,0	3 737,7
Autres services généraux	358,3	362,6	371,2	384,5	474,3
Protection de la personne et de la propriété	6 819,1	7 194,1	7 719,3	8 173,6	8 511,9
Cours de justice, correction et réhabilitation	93,5	105,1	182,5	217,4	211,6
Police	4 183,6	4 255,0	4 601,6	4 818,1	5 030,8
Lutte contre les incendies	2 132,9	2 355,4	2 461,5	2 625,8	2 714,2
Services de réglementation	306,0	348,9	345,1	358,6	364,8
Autres services de protection de la personne et de la propriété	103,1	129,6	128,8	153,6	190,4
Transports et communications	8 822,5	8 918,1	9 283,5	9 472,6	9 589,0
Transport routier	6 575,6	7 179,8	7 442,9	7 516,1	7 545,6
Enlèvement de la neige	792,5	935,0	995,1	930,7	985,0
Stationnement	198,7	132,8	211,7	220,4	210,0
Autres transport routier	5 584,4	6 112,0	6 236,0	6 364,9	6 350,6
Transport en commun	2 109,4	1 635,8	1 681,0	1 707,6	1 753,4
Autres services de transport et de communications	137,4	102,6	159,7	249,0	290,0
Santé	763,4	914,9	1 164,6	1 255,7	1 367,4
Soins hospitaliers	43,2	60,3	63,6	71,7	45,3
Soins médicaux	4,4	0,2	0,3	0,3	0,3
Soins préventifs	439,0	486,3	544,2	585,1	723,5
Autres services de santé	276,9	368,0	556,5	598,6	598,2
Services sociaux	4 983,0	5 532,1	5 311,2	5 225,6	5 391,5
Assistance sociale	3 505,0	3 747,8	3 470,0	3 350,5	3 366,7
Autres services sociaux	1 477,9	1 784,2	1 841,2	1 875,0	2 024,8
Éducation	31 969,4	33 442,1	34 269,2	35 132,5	35 834,0
Éducation élémentaire et secondaire	31 409,9	32 806,7	33 670,6	34 492,0	35 181,8
Autre éducation	559,6	635,4	598,6	640,4	652,2
Conservation des ressources et développement de l'industrie	912,0	940,1	881,7	1 024,5	995,2
Environnement	6 388,1	6 797,0	7 235,3	7 443,4	8 406,5
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau, canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	4 690,0	4 915,3	5 180,7	5 455,2	6 139,9
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	2 527,4	2 636,5	2 710,9	2 911,2	3 280,4
Canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	2 162,6	2 278,8	2 469,8	2 544,0	2 859,4
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et de déchets	1 583,3	1 723,1	1 921,4	1 876,8	2 121,4
Autres services concernant l'environnement	114,8	158,7	133,2	111,4	145,2
Loisirs et culture	5 003,8	5 538,0	5 851,5	5 986,2	6 276,7
Loisirs	3 786,2	4 113,5	4 297,6	4 355,0	4 641,8
Culture	1 194,4	1 402,3	1 499,7	1 547,8	1 561,7
Autres services de loisirs et de culture	23,2	22,3	54,3	83,3	73,2
Logement	1 142,9	1 481,7	1 585,5	2 047,2	2 134,2
Planification et aménagement des régions	742,1	780,7	862,4	876,3	883,8
Service de la dette	3 413,1	3 174,8	3 151,0	3 041,4	2 974,5
Autres dépenses	263,4	339,0	215,5	211,1	225,4
Total des dépenses	75 934,4	78 889,4	81 884,8	84 216,9	87 238,8
Surplus (déficit)	3 517,3	703,3	(81,9)	506,9	(602,2)

¹ Une remise de dette de 1,9 milliard de dollars de l'administration publique générale provinciale de la Colombie-Britannique aux hôpitaux municipaux est incluse.

Tableau 2.11

**Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1999	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^p
	Milliers de dollars				
Recettes de sources propres	37 514 492	38 470 120	39 816 904	41 350 445	42 290 029
Impôts fonciers et impôts connexes	24 166 067	24 347 710	25 275 000	26 090 646	26 783 646
Impôts fonciers généraux	18 942 949	19 040 027	20 042 224	20 726 767	22 078 578
Prélèvements sur terrains	931 213	979 554	1 102 395	1 199 071	1 212 930
Impôts fonciers particuliers	703 595	655 333	673 536	766 639	754 463
Compensations tenant lieu de taxes	1 630 125	1 624 327	1 436 408	1 372 770	1 365 192
Administration publique fédérale	415 928	392 621	388 343	424 714	420 096
Entreprises publiques fédérales	71 743	69 082	68 167	85 808	84 163
Administrations publiques provinciales et territoriales	638 691	639 107	650 545	573 841	578 047
Universités	16 292	15 099	14 623	19 335	18 132
Collèges	9 565	8 867	8 588	11 356	10 650
Hôpitaux	3 840	3 274	3 127	4 135	3 878
Entreprises publiques provinciales et territoriales	362 187	366 350	148 284	120 796	117 175
Entreprises publiques locales	111 879	129 927	154 731	132 785	133 051
Droits de cession immobilière	166 907	189 430	213 329	254 291	178 074
Taxes d'affaires	1 215 553	1 251 138	1 268 951	1 275 055	709 465
Autres impôts fonciers et impôts connexes	575 725	607 901	538 157	496 053	484 944
Taxes à la consommation	77 824	83 450	92 247	95 388	96 298
Taxes générales de vente	73 231	79 373	87 299	89 980	90 387
Taxes sur les divertissements	4 593	4 077	4 948	5 408	5 911
Autres impôts	511 083	513 055	551 117	615 373	626 535
Autres licences et permis	498 674	497 732	534 126	596 701	606 837
Autres impôts divers	12 409	15 323	16 991	18 672	19 698
Vente de biens et services	10 006 389	10 503 975	11 031 480	11 524 946	11 784 417
À d'autres administrations publiques	39 418	21 823	23 185	25 000	25 559
À la collectivité	9 966 971	10 482 152	11 008 295	11 499 946	11 758 858
Eau	2 462 770	2 530 485	2 657 456	2 792 539	2 901 215
Locations	824 923	341 703	356 822	510 280	520 532
Concessions et franchises	70 204	77 101	78 718	86 489	87 825
Autre vente de biens et services	6 609 074	7 532 863	7 915 299	8 110 638	8 249 286
Revenus de placements	2 206 737	2 363 079	2 189 783	2 300 076	2 269 481
Profits commerciaux remis	177 531	150 335	178 397	182 770	188 250
Intérêts reçus des entreprises publiques propres	231 877	251 864	254 725	296 232	250 226
Autres intérêts	300 695	315 106	234 545	279 302	287 506
Autres revenus de placements	1 496 634	1 645 774	1 522 116	1 541 772	1 543 499
Autres recettes de sources propres	546 392	658 851	677 277	724 016	729 652
Autres amendes et pénalités	419 577	514 140	542 716	605 986	607 952
Diverses recettes de sources propres	126 815	144 711	134 561	118 030	121 700
Transferts	9 166 552	7 237 360	7 261 103	7 787 262	8 048 795
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	1 183 535	1 165 153	1 322 802	1 406 385	1 523 631
Administrations publiques provinciales et territoriales	1 183 535	1 165 153	1 322 802	1 406 385	1 523 631
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	7 983 017	6 072 207	5 938 301	6 380 877	6 525 164
Administration publique fédérale	225 439	207 188	369 170	648 413	686 035
Services généraux	15 612	22 037	17 195	18 481	20 013
Protection de la personne et de la propriété	9 111	11 283	8 219	9 025	8 541
Transports et communications	52 281	33 128	55 039	132 417	112 424
Santé	571	503	1 214	6 338	2 742
Services sociaux	14 055	9 772	37 973	59 767	61 575
Conservation des ressources et développement de l'industrie	17 511	13 721	13 466	18 476	15 715
Environnement	14 353	15 669	24 403	40 830	65 586
Loisirs et culture	20 600	24 550	21 637	25 968	32 034
Logement	60 350	55 990	168 705	328 494	345 953
Planification et aménagement des régions	5 008	5 295	5 605	3 133	3 568
Autres transferts à des fins particuliers, administration publique fédérale	15 987	15 240	15 714	5 484	17 884
Administrations publiques provinciales et territoriales	7 757 578	5 865 019	5 569 131	5 732 464	5 839 129
Services généraux	129 677	98 506	248 630	136 246	111 192
Protection de la personne et de la propriété	70 062	72 155	85 377	95 793	72 441
Transports et communications	892 209	872 512	779 407	887 322	846 520
Santé	2 168 769 ¹	322 242	461 280	458 917	469 315
Services sociaux	3 192 739	3 165 131	2 572 331	2 912 476	3 010 966
Conservation des ressources et développement de l'industrie	88 498	109 375	99 465	104 616	83 160
Environnement	437 350	446 710	434 371	469 459	531 682
Loisirs et culture	264 191	258 843	262 597	280 716	298 559
Logement	212 068	236 181	364 195	276 966	278 206
Planification et aménagement des régions	26 412	34 053	36 753	26 475	43 599
Service financiers (intérêts)	272 032	194 675	181 361	44 495	45 066
Autres transferts à des fins particuliers, administrations publiques provinciales	3 567	54 636	43 364	38 983	48 423
Total des recettes	46 681 044	45 707 480	47 078 007	49 137 707	50 338 824

Voir note(s) à la fin du tableau.

Tableau 2.11

**Recettes et dépenses des administrations publiques locales générales - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière) - Fin**

	1999	2000 ¹	2001 ¹	2002 ¹	2003 ¹
	Milliers de dollars				
Services généraux de l'administration publique	4 711 618	3 836 904	4 354 065	4 326 882	4 648 757
Organismes exécutifs et organismes législatifs	308 072	287 787	310 470	432 396	436 813
Administration générale	4 045 259	3 186 493	3 672 357	3 510 032	3 737 689
Autres services généraux	358 287	362 624	371 238	384 454	474 255
Protection de la personne et de la propriété	6 819 085	7 194 115	7 719 337	8 173 596	8 511 868
Cours de justice	93 454	105 117	182 466	217 427	211 628
Services de police	4 183 635	4 255 042	4 601 572	4 818 144	5 030 823
Lutte contre les incendies	2 132 868	2 355 386	2 461 462	2 625 819	2 714 214
Services de réglementation	305 999	348 940	345 087	358 611	364 776
Autres services de protection de la personne et de la propriété	103 129	129 630	128 750	153 595	190 427
Transports et communications	8 822 465	8 918 128	9 283 541	9 472 635	9 589 033
Transport routier	5 584 439	6 111 978	6 236 033	6 364 949	6 350 631
Enlèvement de la neige et de la glace	792 534	934 992	995 126	930 696	984 975
Stationnement	198 667	132 807	211 708	220 444	210 022
Transport en commun	2 109 395	1 635 786	1 680 993	1 707 566	1 753 361
Autres services de transports et de communication	137 430	102 565	159 681	248 980	290 044
Santé	763 441	914 879	1 164 568	1 255 713	1 367 395
Soins hospitaliers	43 166	60 333	63 617	71 680	45 307
Soins médicaux	4 417	193	251	293	303
Soins préventifs	438 994	486 322	544 234	585 092	723 544
Autres services de santé	276 864	368 031	556 466	598 648	598 241
Services sociaux	4 982 959	5 532 077	5 311 151	5 225 582	5 391 481
Assistance sociale	3 505 014	3 747 841	3 469 971	3 350 537	3 366 695
Autres services sociaux	1 477 945	1 784 236	1 841 180	1 875 045	2 024 786
Éducation	176 403	190 711	192 824	211 038	214 164
Conservation des ressources et développement de l'industrie	912 009	940 118	881 699	1 024 521	995 180
Agriculture	145 661	163 306	167 345	180 236	161 833
Promotion touristique	34 358	62 390	62 672	65 033	158 916
Commerce et industrie	358 573	352 541	315 478	360 434	254 554
Autres services concernant la conservation des ressources et le développement de l'industrie	373 417	361 881	336 204	418 818	419 877
Environnement	6 388 056	6 797 043	7 235 301	7 443 371	8 406 454
Approvisionnement en eau et épuration de l'eau	2 527 436	2 636 476	2 710 857	2 911 242	3 280 419
Canalisations d'égouts et épuration des eaux-vannes	2 162 555	2 278 796	2 469 833	2 544 001	2 859 436
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	1 583 269	1 723 100	1 921 403	1 876 750	2 121 435
Autres services concernant l'environnement	114 796	158 671	133 208	111 378	145 164
Loisirs et culture	5 003 778	5 538 033	5 851 464	5 986 166	6 276 730
Loisirs	3 786 203	4 113 521	4 297 551	4 355 014	4 641 828
Culture	1 194 384	1 402 252	1 499 651	1 547 842	1 561 725
Autres services de loisirs et de culture	23 191	22 260	54 262	83 310	73 177
Logement	1 142 914	1 481 658	1 585 506	2 047 177	2 134 205
Planification et aménagement des régions	742 136	780 654	862 447	876 340	883 787
Urbanisme et zonage	419 906	486 100	557 881	614 974	574 524
Aménagement des agglomérations urbaines et des régions	322 219	294 512	304 566	261 366	309 263
Autres services concernant la planification et l'aménagement des régions	11	42	0	0	0
Service de la dette	2 668 034	2 448 319	2 407 988	2 290 507	2 217 358
Intérêts	2 597 600	2 373 028	2 335 056	2 224 265	2 144 544
Autres services de la dette	70 434	75 291	72 932	66 242	72 814
Autres dépenses	263 379	338 997	215 506	211 053	225 397
Total des dépenses	43 396 277	44 911 636	47 065 397	48 544 581	50 861 809
Surplus (déficit)	3 284 767	795 844	12 610	593 126	(522 985)

¹ En 1999, le large surplus s'explique par un transfert de capital aux hôpitaux municipaux (pour radiation de dette) de l'administration publique générale de la Colombie-Britannique de 1,9 milliard de dollars.

Tableau 2.12

**Recettes et dépenses des commissions/conseils scolaires - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1999	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^p
	Milliers de dollars				
Recettes de sources propres	9 593 045	9 696 626	9 818 980	9 987 977	10 187 735
Impôts fonciers et impôts connexes	8 009 046	7 999 391	8 118 564	8 240 223	8 405 028
Impôts fonciers généraux	7 814 361	7 803 833	7 919 712	8 037 993	8 198 753
Subventions tenant lieu d'impôts fonciers	89 993	90 908	92 649	94 435	96 325
Administration publique fédérale	36 637	36 802	37 486	38 186	38 950
Entreprises publiques fédérales	2 116	1 447	1 468	1 490	1 520
Administrations publiques provinciales et territoriales	46 928	47 941	48 854	49 789	50 785
Entreprises publiques provinciales et territoriales	3 026	3 367	3 437	3 510	3 581
Administrations publiques municipales	483	469	482	496	506
Entreprises publiques locales	803	882	922	964	983
Taxes d'affaires	28 381	29 054	29 459	29 869	30 466
Autres impôts fonciers et impôts connexes	76 311	75 596	76 744	77 926	79 484
Autres impôts	650	708	718	728	743
Licences et permis	650	708	718	728	743
Vente de biens et services	1 492 498	1 590 727	1 590 946	1 634 905	1 667 602
À d'autres administrations publiques	483 870	547 924	520 008	535 515	546 225
À la collectivité	1 008 628	1 042 803	1 070 938	1 099 390	1 121 377
Locations	56 675	58 919	60 026	61 570	62 802
Autre vente de biens et services	951 953	983 884	1 010 912	1 037 820	1 058 575
Revenus de placements	65 691	78 818	81 084	83 699	85 373
Autres intérêts	5 892	5 574	5 652	5 731	5 846
Autres revenus de placements	59 799	73 244	75 432	77 968	79 527
Autres recettes de sources propres	25 160	26 982	27 668	28 422	28 989
Recettes divers de sources propres	25 160	26 982	27 668	28 422	28 989
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	23 340 146	24 353 323	25 072 774	25 754 500	26 269 587
Administration publique fédérale	90 975	84 721	88 123	90 029	91 829
Éducation	90 975	84 721	88 123	90 029	91 829
Administrations publiques provinciales et territoriales	23 088 695	24 103 915	24 817 843	25 508 093	26 018 253
Éducation	22 688 501	23 723 258	24 424 707	25 102 001	25 604 039
Service de la dette (intérêts)	400 194	380 657	393 136	406 092	414 214
Administrations publiques municipales	160 476	164 687	166 808	156 378	159 505
Éducation	160 476	164 687	166 808	156 378	159 505
Total des recettes	32 933 191	34 049 949	34 891 754	35 742 477	36 457 322
Éducation	31 955 580	33 416 048	34 243 181	35 077 791	35 779 345
Service de la dette	745 047	726 434	743 046	750 894	757 144
Intérêts	737 104	721 368	737 787	745 541	751 684
Autres frais de la dette	7 943	5 066	5 259	5 353	5 460
Total des dépenses	32 700 627	34 142 482	34 986 227	35 828 685	36 536 489
Surplus (déficit)	232 564	(92 533)	(94 473)	(86 208)	(79 167)

Tableau 2.13

**Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada
(Système de gestion financière)**

	1999/2000	2000/2001 ^r	2001/2002 ^r	2002/2003 ^r	2003/2004 ^p
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	20 830	25 330	27 028	28 605	31 113
Contributions aux régimes de sécurité sociale	17 037	21 407	23 533	25 043	27 858
Revenus de placements	3 793	3 923	3 495	3 563	3 255
Revenus d' intérêts	3 793	3 923	3 495	3 563	3 255
Intérêts reçus de l'administration publique fédérale	715	735	535	165	187
Intérêts reçus des administrations publiques provinciales et territoriales	3 063	2 965	2 725	2 739	2 410
Autres revenus d'intérêt	15	223	235	658	658
Total des recettes	20 830	25 330	27 028	28 605	31 113
Services sociaux	19 118	19 836	20 872	21 864	22 948
Assistance sociale	19 118	19 836	20 872	21 864	22 948
Total des dépenses	19 118	19 836	20 872	21 864	22 948
Surplus (déficit)	1 712	5 494	6 156	6 742	8 165

Tableau 2.14

**Recettes et dépenses du Régime des rentes du Québec
(Système de gestion financière)**

	1999/2000	2000/2001 ^r	2001/2002 ^r	2002/2003 ^r	2003/2004 ^p
	Millions de dollars				
Recettes de sources propres	5 666	6 900	7 473	8 129	8 919
Contributions aux régimes de sécurité sociale	4 952	6 036	6 697	7 353	8 163
Vente de biens et services	0	0	0	1	0
Revenus de placements	714	864	776	775	756
Total des recettes	5 666	6 900	7 473	8 129	8 919
Services sociaux	5 873	6 163	6 506	6 874	7 232
Assistance sociale	5 873	6 163	6 506	6 874	7 232
Total des dépenses	5 873	6 163	6 506	6 874	7 232
Surplus (déficit)	(207)	737	967	1 255	1 687

Tableau 2.15

Revenus et dépenses des entreprises publiques fédérales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre¹
(Système de gestion financière)

	1998	1999	2000	2001	2002
Milliers de dollars					
Revenus					
Vente de biens et services	12 305 595	11 784 326	12 562 135	10 830 751	13 497 939
Revenus de placements	7 718 562	7 236 275	9 853 395	9 485 643	8 748 409
Subventions	500 206	530 878	529 493	509 584	483 275
Autres revenus	169 242	1 001 770	205 428	90 067	376 104
Total des revenus	20 693 605	20 553 249	23 150 451	20 916 045	23 105 727
Dépenses					
Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements	12 477 580	12 556 633	13 309 887	11 359 342	13 098 060
Service de la dette	2 554 252	2 713 257	3 028 530	2 675 710	2 150 384
Compensations tenant lieu de taxes	13 664	12 078	13 441	12 150	14 672
Provision pour amortissement et épuisement	371 266	370 437	372 693	321 369	423 386
Autres dépenses	1 219 366	815 974	1 197 985	1 571 413	1 129 377
Total des dépenses	16 636 128	16 468 379	17 922 536	15 939 984	16 815 879
Bénéfice net (perte)					
Bénéfice net (perte) avant provision pour impôt sur le revenu	4 057 477	4 084 870	5 227 915	4 976 061	6 289 848
Provision pour impôt sur le revenu	137 528	221 172	254 245	329 806	376 799
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	3 919 949	3 863 698	4 973 670	4 646 255	5 913 049

¹ Comprend les autorités monétaires: Banque du Canada et le compte du fonds de change.

Tableau 2.16

Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales et territoriales, pour l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre -
TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)

	1997 ¹	1998 ¹	1999 ¹	2000 ¹	2001 ¹
Milliers de dollars					
Revenus					
Vente de biens et services	49 327 425	59 453 698	65 669 098	74 574 329	77 178 097
Revenus de placements	3 338 380	3 573 007	4 937 977	5 804 092	4 136 529
Subventions	844 453	1 111 173	1 338 668	1 456 676	897 907
Autres revenus	446 569	509 957	490 256	1 051 672	340 291
Total des revenus	53 956 828	64 647 834	72 435 999	82 886 769	82 552 824
Dépenses					
Coût des biens et des services, y compris les salaires et les traitements	29 496 068	38 583 931	44 422 393	52 245 050	55 646 271
Service de la dette ¹	9 945 907	10 157 471	11 063 129	11 256 592	9 444 912
Compensations tenant lieu de taxes	20 887	12 591	15 302	15 281	16 161
Provision pour amortissement et épuisement	4 699 939	4 833 321	4 491 833	4 389 536	4 373 352
Autres dépenses	7 508 699	1 262 142	2 302 139	2 002 945	1 615 391
Total des dépenses	51 671 501	54 849 455	62 294 796	69 909 404	71 096 087
Bénéfice net (perte)					
Bénéfice net (perte) avant la provision pour impôt sur le revenu	2 285 327	9 798 379	10 141 203	12 977 364	11 456 737
Provision pour impôt sur le revenu	4 898	8 109	8 734	12 705	113 295
Bénéfice net (perte) après provision pour impôt sur le revenu	2 280 429	9 790 270	10 132 469	12 964 659	11 343 442

¹ Ne comprend pas l'intérêt capitalisé pendant la construction d'immobilisations.

Tableau 3.0

**Bilan consolidé des administrations publiques générales fédérale, provinciales, territoriales et locales¹, au 31 mars
(Système de gestion financière)**

	1998	1999	2000	2001	2002
	Millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	28 444	28 166	32 520	37 653	35 102
Débiteurs	28 947	28 819	33 157	41 418	35 087
Avances	68 422	73 904	89 000	101 861	106 343
Titres	91 043	98 189	126 239	139 203	154 100
Autre actif financier	7 472	10 576	8 353	8 029	8 117
Total de l'actif financier	224 328	239 654	289 269	328 164	338 749
Passif					
Découverts bancaires	6 477	8 069	7 924	9 293	11 027
Créditeurs	68 801	68 379	70 988	73 398	75 572
Avances	15 369	16 701	16 784	16 346	15 998
Monnaie en circulation	3 346	3 428	3 601	3 763	3 914
Bons du trésor	113 061	96 831	104 090	92 280	96 843
Obligations d'épargne	40 028	39 038	36 775	37 244	35 860
Obligations	516 507	531 286	538 075	544 966	548 464
Autres titres	54 261	62 814	55 719	56 164	54 209
Dépôts	48 192	50 631	59 716	59 517	60 369
Dû aux régimes de pension	184 353	188 659	194 508	194 771	192 130
Autre passif	21 251	22 478	33 776	40 795	41 845
Total du passif	1 071 646	1 088 314	1 121 956	1 128 537	1 136 231
Avoir (dette nette)	(847 318)	(848 660)	(832 687)	(800 373)	(797 482)
Avoir (dette nette) par habitant (\$)	(28 167)	(27 993)	(27 215)	(25 891)	(25 514)
Population au 1^{er} avril (milliers)	30 082	30 317	30 597	30 913	31 256

¹ Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

Tableau 3.1

Bilan consolidé des administrations publiques générales provinciales, territoriales et locales, au 31 mars – TOTAL DU CANADA
Système de gestion financière

	1998	1999	2000	2001	2002
	Millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	13 751	13 542	14 203	17 013	15 716
Débiteurs	26 518	26 869	29 841	38 352	30 879
Avances	29 388	30 001	38 225	40 318	42 452
Titres	113 913	119 798	144 749	156 678	169 830
Autre actif financier	6 390	8 725	6 571	6 332	6 372
Total de l'actif financier	189 960	198 935	233 589	258 693	265 249
PASSIF					
Découverts bancaires					
Créditeurs	3 258	3 787	4 020	4 692	5 181
Avances	36 520	35 847	39 919	39 249	43 445
Monnaie en circulation	13 588	15 078	15 390	15 373	15 051
Bons du trésor	.	.	.	.	.
Obligations d'épargne	4 102	4 430	8 498	7 838	7 895
Obligations	9 549	10 821	9 876	10 828	11 839
Autres titres	228 197	237 784	243 551	249 667	255 028
Dépôts	41 728	46 461	44 417	43 594	46 444
Dû aux régimes de pension	39 648	40 626	48 677	47 890	48 138
Autre passif	66 897	66 252	66 162	65 586	65 209
	12 210	12 041	24 033	29 049	29 811
Total du passif	455 697	473 127	504 543	513 766	528 041
L'Avoir (dette nette)	(265 737)	(274 192)	(270 954)	(255 073)	(262 792)
L'Avoir (dette nette) par habitant (\$)	(8 834)	(9 044)	(8 856)	(8 251)	(8 408)
Population au 1^{er} avril (milliers)	30 082	30 317	30 597	30 913	31 256

¹ Les administrations publiques locales comprennent les administrations publiques générales et les commissions scolaires.

Tableau 3.2

**Bilan de l'administration publique générale fédérale, au 31 mars
(Système de gestion financière)**

	1999	2000	2001	2002	2003
	Millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	14 624	18 317	20 640	19 386	21 032
Débiteurs	4 585	5 089	4 169	6 654	5 019
Avances	43 939	50 787	61 555	63 893	62 352
Titres	8 922	10 504	11 539	14 157	12 941
Autre actif financier	1 851	1 782	1 697	1 746	1 802
Total de l'actif financier	73 921	86 479	99 600	105 836	103 146
Passif					
Découverts bancaires	4 282	3 904	4 601	5 846	4 948
Créditeurs	35 167	32 842	35 252	34 573	27 927
Avances	1 659	1 406	985	949	686
Monnaie en circulation	3 428	3 601	3 763	3 914	4 122
Bons du trésor	96 950	99 850	88 700	94 201	104 600
Obligations d'épargne	28 217	26 899	26 416	24 021	22 584
Obligations	319 484	319 280	320 055	318 071	307 058
Autres titres	16 353	11 302	12 570	7 765	7 124
Dépôts	10 005	11 039	11 627	12 231	13 244
Dû aux régimes de pension	122 407	128 346	129 185	126 921	125 708
Autre passif	10 437	9 743	11 746	12 034	11 637
Total du passif	648 389	648 212	644 900	640 526	629 638
Avoir (dette nette)	(574 468)	(561 733)	(545 300)	(534 690)	(526 492)
Avoir (dette nette) par habitant (\$)	(18 949)	(18 359)	(17 640)	(17 107)	(16 691)
Population au 1^{er} avril (milliers)	30 317	30 597	30 913	31 256	31 543

Tableau 3.3

**Bilan des administrations publiques générales provinciales et territoriales, au 31 mars - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1998	1999	2000	2001	2002
	Millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	5 840	5 094	5 457	5 674	3 930
Débiteurs	20 698	21 243	24 075	28 763	22 642
Avances	27 582	28 330	36 195	38 485	39 911
Titres	141 855	142 850	166 423	178 636	188 960
Autre actif financier	1 993	2 948	2 181	2 556	2 925
Total de l'actif financier	197 968	200 465	234 331	254 114	258 368
Passif					
Découverts bancaires	2 747	3 255	3 504	4 153	4 689
Créditeurs	31 004	30 593	34 084	32 541	33 764
Avances	7 770	8 712	8 346	9 211	8 879
Bons du trésor	5 441	5 511	10 393	9 733	10 213
Obligations d'épargne	9 549	10 821	9 876	10 828	11 839
Obligations	227 294	236 665	243 632	249 389	255 768
Autres titres	42 159	46 707	44 657	43 834	46 954
Dépôts	39 695	40 676	48 718	47 931	48 282
Dû aux régimes de pension	66 897	66 252	66 162	65 586	65 209
Autre passif	10 635	9 544	21 125	22 721	22 202
Total du passif	443 191	458 736	490 497	495 927	507 799
L'excédent de l'actif financier sur le passif	(245 223)	(258 271)	(256 166)	(241 813)	(249 431)
Par tête (\$)	(8 152)	(8 519)	(8 372)	(7 822)	(7 980)
Population au 1^{er} avril (milliers)	30 082	30 317	30 597	30 913	31 256

Tableau 3.4

**Bilan des administrations publiques locales, au 31 décembre¹
(Système de gestion financière)**

	1997	1998	1999	2000	2001
	Millions de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	7 911	8 448	8 746	11 339	11 786
Débiteurs	7 678	8 116	7 985	11 808	9 954
Avances	2 236	2 088	2 485	2 288	2 617
Titres	12 164	13 262	16 134	15 850	18 667
Autre actif financier	4 971	5 834	4 432	3 818	3 590
Total de l'actif financier	34 960	37 748	39 782	45 103	46 614
Passif					
Créditeurs	7 885	8 276	8 570	9 466	11 890
Emprunts bancaires	1 946	2 075	2 142	3 066	2 420
Avances	4 302	4 708	5 358	3 552	3 828
Obligations	39 239	36 106	35 591	35 950	34 228
Autre passif	2 102	2 504	2 909	6 329	7 609
Total du passif	55 474	53 669	54 570	58 363	59 975
Avoir (dette nette)	(20 514)	(15 921)	(14 788)	(13 260)	(13 361)
Avoir (dette nette) par habitant (\$)	(688)	(529)	(488)	(433)	(432)
Population au 1^{er} avril (milliers)	29 819	30 082	30 317	30 597	30 913

¹ Comprend les hôpitaux municipaux. Ne comprend pas les commissions scolaires de Terre-Neuve jusqu'en 1998 et les offices municipales d'habitation du Québec.

Tableau 3.5

**Bilan du régime de retraite non provisionné de l'administration publique fédérale - Régimes de retraite non provisionnés des employés¹, au 1^{er} avril
(Système de gestion financière)**

	1999	2000	2001	2002	2003
	Millions de dollars				
Actif					
Avances aux administrations publiques	122 407	128 346	129 185	126 921	125 708
Passif					
Rentes	122 407	128 346	129 185	126 921	125 708

¹ L'écart entre la variation de l'Avoir des régimes de retraite des ménages et la variation dans la dette nette est principalement dû à des réévaluation des « obligations de l'administration publique envers les régimes de retraite » suite à de nouvelles estimations actuarielles.

Tableau 3.6

**Bilan des régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux, au 1^{er} avril - TOTAL DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1998	1999	2000	2001	2002
	Millions de dollars				
Actif					
Avances aux l'administrations publiques	41 906	42 961	44 737	46 557	48 676
Passif					
Rentes	41 906	42 961	44 737	46 557	48 676

Tableau 3.7

**Bilan du Régime de pensions du Canada, au 1^{er} avril
(Système de gestion financière)**

	1999	2000	2001	2002	2003
	Millions de dollars				
Actif financier					
Titres	30 833	30 299	29 591	28 276	26 573
Obligations de l'administration publique fédérale	3 444	3 426	3 403	3 386	3 369
Obligations des administrations publiques provinciales et territoriales	27 222	26 764	26 158	24 860	23 189
Obligations des entreprises publiques provinciales et territoriales	167	109	30	30	15
Placements à court terme dans les obligations du Canada	619	0	0	0	0
Dépôts à l'Office d'investissement du Régime Pensions Canada	12	2 032	8 042	14 717	17 453
Débiteurs	2 275	2 394	2 624	2 692	2 685
Compte du Régime de pensions du Canada	5 447	6 261	6 420	6 770	7 093
Total, actif financier	39 186	40 986	46 677	52 455	53 804
Total, passif	86	85	102	102	131
Excédent de l'actif financier sur le passif	39 100	40 901	46 575	52 353	53 673

Tableau 3.8

**Bilan du Régime des rentes du Québec, au 1^{er} avril
(Système de gestion financière)**

	1998	1999	2000	2001	2002
	Millions de dollars				
Actif financier					
Dépôts dans les institutions publiques	16 682	16 173	18 350	17 297	17 516
Débiteurs	6	40	30	158	79
Total, actif financier	16 688	16 213	18 380	17 455	17 595
Passif					
Découverts bancaires, créditeurs et avances	95	86	101	107	130
Total, passif	98	86	101	107	130
Excédent de l'actif financier sur le passif	16 593	16 127	18 279	17 348	17 465

Tableau 3.9

Bilan des entreprises publiques fédérales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre¹
(Système de gestion financière)

	1998	1999	2000	2001	2002
	Milliers de dollars				
Actif financier					
Encaisse et dépôts	8 758 429	10 741 815	10 655 834	11 908 116	8 658 863
Débiteurs	8 176 880	8 071 308	8 422 286	8 299 616	8 494 941
Revenus courus et frais payés d'avances	1 358 026	1 608 538	2 081 365	1 985 567	1 893 681
Avances	19 189 689	20 896 742	25 161 992	29 111 523	29 941 357
Titre	74 750 508	85 271 466	97 123 444	107 096 865	115 630 080
Autre actif financier	4 834 158	9 842 595	3 741 765	2 428 221	2 978 738
Total, actif financier	117 067 690	136 432 464	147 186 686	160 829 908	167 597 660
Stocks	1 627 909	1 762 934	1 840 287	1 276 534	1 132 874
Immobilisations nettes	5 781 407	5 673 976	5 634 194	6 998 560	7 225 870
Frais différés	477 378	202 741	271 541	251 440	280 341
Autre actif	110 309	269 977	198 108	159 974	216 025
Total, actif	125 064 693	144 342 092	155 130 816	169 516 416	176 452 771
Passif et avoir net					
Passif					
Découverts bancaires	35 430	0	5 109	332	18 483
Dépôts d'épargne	0	0	0	0	0
Créditeurs	3 909 514	4 361 946	5 670 073	3 618 469	4 595 502
Dépenses courues et crédits reportés	1 808 505	2 496 995	2 298 915	2 413 168	2 281 215
Avances	34 726 430	36 821 177	46 682 354	53 126 037	53 888 757
Obligations	24 818 028	29 883 179	30 703 875	33 522 022	36 500 105
Autres titres	14 350 922	15 308 450	15 919 537	17 694 265	17 000 295
Dépôts	915 921	2 397 458	2 064 864	2 634 378	2 203 012
Participation minoritaire	0	744 513	0	0	0
Autre passif	38 752 920	46 214 596	44 904 036	48 806 412	51 279 230
Total, passif	119 317 670	138 228 314	148 248 763	161 815 083	167 766 598
Avoir net					
Capital actions	1 818 230	1 898 230	1 963 230	2 099 272	2 263 509
Excédent	3 928 793	4 215 548	4 918 823	5 602 061	6 422 664
Excédent non affecté	826 188	593 772	1 001 139	1 490 879	1 783 945
Excédent affecté	0	368 197	680 506	961 355	1 428 124
Excédent d'apport	3 102 605	3 253 579	3 237 178	3 149 827	3 210 595
Total, avoir net	5 747 023	6 113 778	6 882 053	7 701 333	8 686 173
Total, passif et avoir net	125 064 693	144 342 092	155 130 816	169 516 416	176 452 771

¹ Comprend les autorités monétaires : Banque du Canada et le compte du fonds de change.

Tableau 3.10

**Bilan des entreprises publiques provinciales et territoriales, à la fin de l'exercice financier clos le plus près du 31 décembre - TOTAL
DU CANADA
(Système de gestion financière)**

	1997 ^r	1998 ^r	1999 ^r	2000 ^r	2001 ^p
	Milliers de dollars				
Actif financier					
Encaisse, dépôts et débiteurs	7 595 927	7 499 105	10 134 816	12 165 803	10 217 532
Avances	6 281 301	8 599 139	27 767 343	26 996 471	9 691 433
Titres	30 592 003	29 763 416	30 461 258	34 292 628	51 930 585
Autre actif financier	1 822 735	2 274 788	3 484 115	3 002 374	3 274 009
Total, actif financier	46 291 966	48 136 448	71 847 532	76 457 276	75 113 559
Stocks	2 039 525	2 319 047	2 402 857	2 232 306	2 556 357
Immobilisations - nettes	120 750 724	120 378 504	105 157 478	106 639 476	108 456 139
Frais différés	7 824 470	10 258 281	7 955 428	9 419 226	12 315 158
Total actif	176 906 685	181 092 282	187 363 295	194 748 284	198 441 213
Passif et avoir net					
Passif					
Dépôts d'épargne	8 591 624	8 935 511	9 878 158	10 931 568	11 474 544
Créditeurs	5 562 066	5 568 997	10 937 009	11 673 514	8 565 805
Avances	36 435 220	36 386 049	63 714 042	68 845 856	41 727 559
Obligations	76 743 392	78 395 481	48 249 034	45 581 940	72 839 342
Autres titres	6 239 227	5 465 866	10 657 613	10 425 291	13 411 970
Autre passif	23 027 811	23 095 602	26 494 593	26 859 582	29 765 738
Total, passif	156 599 340	157 847 506	169 930 449	174 317 751	177 784 958
Total, avoir net	20 307 345	23 244 777	17 432 847	20 430 533	20 656 255
Total, passif et avoir net	176 906 685	181 092 282	187 363 296	194 748 285	198 441 213

Tableau 4.0

**Emploi, moyenne annuelle¹
(Système de gestion financière)**

	1999	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^p
	Nombre moyen d'employés				
Secteur public	2 769 996	2 786 491	2 812 251	2 842 928	2 910 419
Gouvernement	2 508 169	2 520 387	2 545 911	2 579 027	2 638 743
Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales	2 179 890	2 185 070	2 194 580	2 219 546	2 272 314
Administration publique générale fédérale	328 280	335 317	351 331	359 481	366 428
Militaire	86 193	83 283	81 637	82 217	83 766
Administrations publiques provinciales et territoriales ²	1 295 065	1 303 428	1 312 654	1 332 563	1 378 659
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	336 158	339 285	340 320	336 509	349 820
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	269 145	272 985	275 887	281 000	290 307
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	689 762	691 158	696 446	715 054	738 531
Administrations publiques locales	884 825	881 642	881 926	886 983	893 656
Administrations publiques générales, locales	341 485	340 827	341 339	344 609	362 362
Commissions scolaires locale	543 340	540 815	540 587	542 374	531 293
Entreprises publiques, fédérales	89 990	89 743	89 131	88 429	89 471
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	124 422	128 156	128 047	125 185	130 624
Entreprises publiques, locales	47 414	48 206	49 162	50 287	51 582

¹ Les données sur l'emploi ne sont pas en équivalent temps-plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

² L'administration générale fédérale comprend les réservistes et les membres des forces armées canadiennes à temps plein.

Tableau 4.1

**Salaires et traitements, total annuel
(Système de gestion financière)**

	1999	2000 ^r	2001 ^r	2002 ^r	2003 ^p
	Millions de dollars				
Secteur public	107 968,7	115 496,0	119 722,8	126 134,9	133 245,6
Gouvernement	96 374,4	103 421,2	107 346,5	114 024,6	120 669,9
Les administrations publiques provinciales, territoriales et locales	80 361,3	84 240,0	88 657,6	93 603,5	99 157,4
Administration publique générale fédérale ¹	16 013,1	19 181,2	18 688,8	20 421,1	21 512,5
Militaire	3 383,2	3 507,8	3 832,9	3 949,2	4 242,0
Administrations publiques provinciales et territoriales	46 616,3	49 594,4	52 878,6	56 136,2	59 830,8
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	14 156,2	14 827,4	15 458,1	16 696,8	17 773,9
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	10 053,5	10 641,5	11 375,0	11 079,2	11 604,2
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	22 406,7	24 125,5	26 045,6	28 360,2	30 452,8
Administrations publiques locales	33 745,0	34 645,6	35 779,0	37 467,3	39 326,5
Administrations publiques générales, locales	12 124,8	12 455,4	13 028,1	13 859,2	14 643,4
Commissions scolaires locale	21 620,2	22 190,3	22 750,9	23 608,1	24 683,1
Entreprises publiques, fédérales	3 465,4	3 647,3	3 519,5	3 422,6	3 380,8
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	5 955,9	6 173,4	6 511,3	6 239,8	6 632,7
Entreprises publiques, locales	2 172,9	2 254,0	2 345,5	2 447,9	2 562,2

¹ L'administration générale fédérale comprend les réservistes et les membres des forces armées canadiennes à temps plein.

Qualité des données, concepts et méthodologie

Nous exposerons les concepts de base qui définissent les données présentées, ainsi que la méthodologie à la base de l'enquête et la qualité des données sous ses grands aspects. Nous ferons ressortir les forces et les limites des données et aiderons l'utilisateur à faire un usage et une analyse plus efficaces de cette information. Les indications que nous donnons faciliteront aussi les comparaisons avec les données d'autres enquêtes ou sources d'information et les conclusions à tirer au sujet des variations dans le temps.

- description des concepts des données
- méthodologie statistique
- définition des principales variables

Description des concepts des données

Introduction

Nous recueillons et assemblons les données en nous reportant au guide de classification *Système de gestion financière (SGF)*. Nous réunissons cette information pour toute la population du secteur public (voir le diagramme du secteur public) selon le dénombrement qu'en fait la Division des institutions publiques et la description qu'en donne le Registre des entreprises de Statistique Canada. S'il est possible d'effectuer un tel recensement, c'est qu'on peut utiliser les états financiers vérifiés accessibles au public, les comptes publics et d'autres renseignements administratifs émanant des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales et de leurs organes. On le complète par des données d'enquête sur les hôpitaux et des données sur les collèges et les universités que recueillent respectivement l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et le Centre de la statistique de l'éducation (CSE). Quant aux données relatives aux entreprises publiques locales, provinciales, territoriales et fédérales, elles sont tirées des rapports annuels de sources publiques et des déclarations trimestrielles d'enquête.

Description et utilisation des données

Les données que nous présentons viennent des états financiers par lesquels les administrations publiques et leurs organismes décrivent d'ordinaire leur situation financière.

Elles portent notamment sur les aspects suivants :

- actif, passif et avoir figurant au bilan
- produits, charges et excédent ou déficit
- emploi et salaires et traitements dans le secteur public (complément d'information)

Ces statistiques ont deux grands usages. Elles mesurent d'abord la situation financière selon les composantes et les sous-composantes du secteur public. Ces mesures statistiques servent à une grande diversité d'économistes et d'analystes de l'industrie des secteurs privé et public. Les données servent en outre à étalonner les estimations trimestrielles relatives aux administrations publiques dans le Système canadien de comptabilité nationale (SCCN).

Couverture

L'économie intérieure se compose des secteurs des particuliers, des entreprises et des administrations publiques. La présente publication porte tant sur les administrations publiques que sur les entreprises, financières ou non, que contrôlent les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales et qui exercent des activités commerciales dans le secteur des entreprises.

Unité statistique

À des fins statistiques, Statistique Canada définit une hiérarchie d'unités pour chaque organisme. Voici par ordre décroissant d'importance les quatre unités statistiques types qui sont employées :

- entreprise
- compagnie
- établissement
- emplacement

Dans la présente publication, l'unité statistique utilisée est l'entreprise. Dans l'univers statistique du secteur public, ce sont les *unités institutionnelles* que l'on mesure. Elles se comparent aux entreprises dans la hiérarchie que nous venons de décrire. Le secteur public contient toutes les unités institutionnelles *contrôlées et principalement financées* par les administrations publiques. Une telle unité est « une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de prendre des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités »^{1,2,3}. Le contrôle en question peut prendre la forme d'une propriété exclusive de l'unité institutionnelle ou d'une participation majoritaire à son capital-actions donnant droit de vote. La disponibilité d'un jeu complet d'états financiers annuels est le préalable de toute caractérisation d'une entité comme unité institutionnelle du secteur public.

Concepts, définitions et pratiques comptables

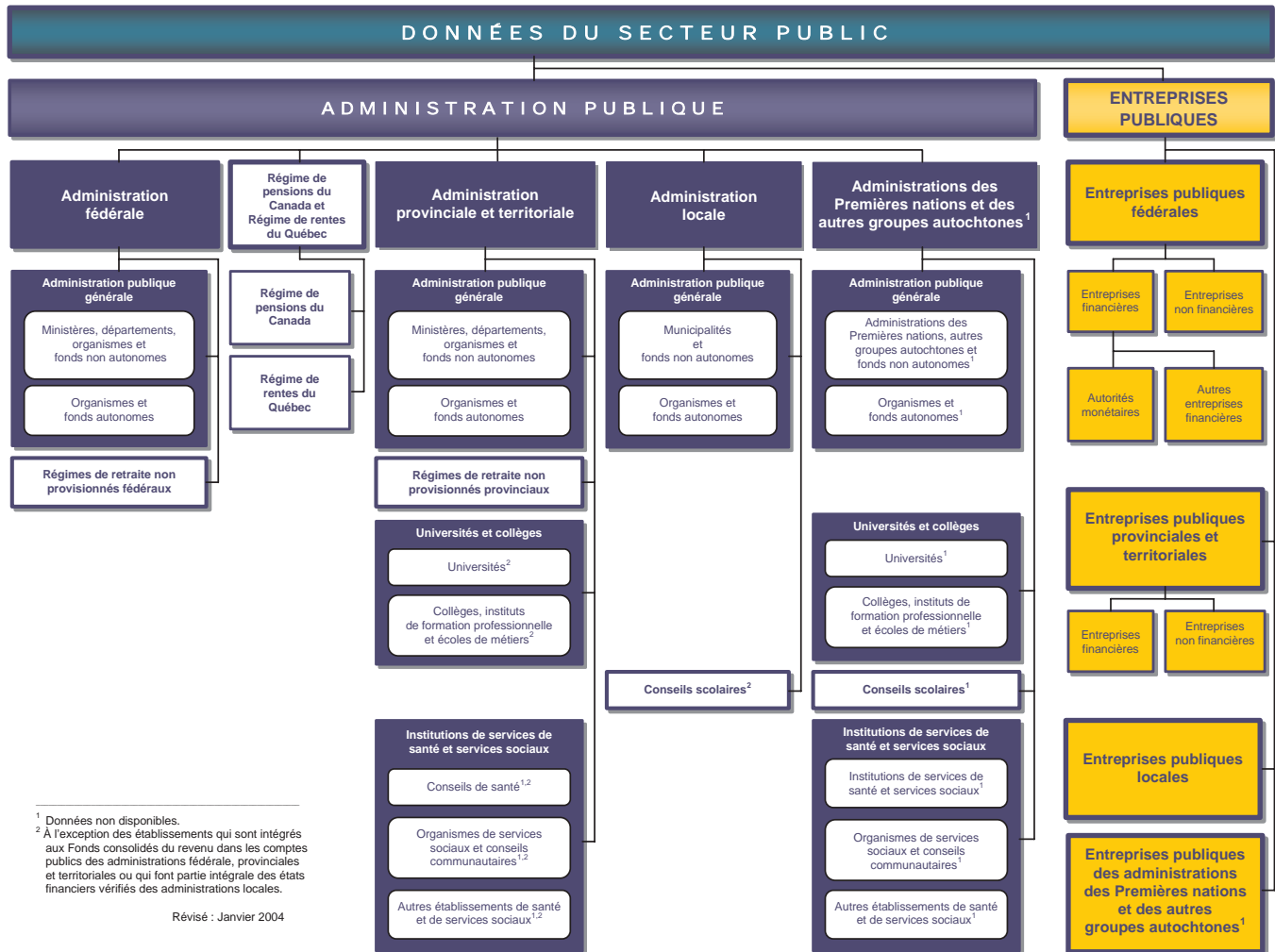
Les concepts et les définitions qui intéressent la plupart des administrations (fédérale, provinciales, territoriales et locales) sont fondés sur les lignes directrices du Conseil sur la comptabilité et la vérification dans le secteur public (CCVSP) de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Les méthodes comptables doivent être conformes aux Principes comptables généralement reconnus (PCGR) de l'ICCA.

¹ Source: *Système de comptabilité nationale 1993*, ch. IV, p. 87, par. 4.2.

² *Le Système de comptabilité nationale 1993 est le guide international d'élaboration des comptes nationaux. Il présente un cadre comptable complet par lequel on peut assembler des données économiques et les présenter sous une forme se prêtant à l'analyse économique, à la prise de décisions et à l'élaboration de politiques.*

³ *IMF Government Finance Statistics (GFS) Manual 2001*, ch. 2, p. 8, par. 2.11.

Tableau explicatif 1
L'Univers statistique SGF



Classification financière et présentation

Parce qu'il n'y a pas de classification type des postes financiers qui soit généralement reconnue, nous avons dû élaborer le *Système de gestion financière (SGF)* de sorte que l'information présentée soit homogène pour toutes les entreprises du secteur public. Nous avons quelque peu condensé la nomenclature financière employée dans cette publication pour une présentation générale selon les composantes du secteur public et les niveaux d'administration publique.

Le Système de gestion financière (SGF) est un cadre comptable conçu pour la production de séries statistiques à la fois cohérentes et compatibles. Il porte sur les données d'opérations financières et d'emploi de toutes les unités statistiques du niveau de l'entreprise du secteur public. Il existe des liens directs entre ce système, la classification fiscale de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les statistiques des finances publiques (SFP) de la classification fonctionnelle des dépenses du Fonds monétaire international (FMI). Les deux systèmes SGF

et SFP classifient les dépenses publiques selon les objets ou les articles de dépense principaux. De même, ils classifient les recettes selon l'assiette fiscale ou la source.

Méthodologie statistique

Plan d'enquête

Nous avons combiné les sources d'information suivantes pour le recensement de toutes les unités de la population d'intérêt, à savoir l'univers statistique du secteur public :

1. Données sur l'emploi et les salaires et traitements dans le secteur public en provenance des services centraux de la paie des administrations fédérale, provinciales et territoriales; les données correspondantes sur les autres unités du niveau de l'entreprise du secteur public viennent de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures (EERH) réalisée par la Division du travail de Statistique Canada.

- Données sur les unités des entreprises publiques des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales en provenance des rapports annuels de sources publiques et des enquêtes réalisées par la Division des institutions publiques de Statistique Canada.
- Données administratives en provenance des comptes publics et des états financiers vérifiés des administrations fédérale, provinciales et territoriales et de leurs organismes pour la production des statistiques de situation financière; elles sont complétées par des données financières directement fournies par les administrations provinciales et territoriales.
- Données sommaires sur les administrations locales en provenance des dossiers administratifs des ministères provinciaux et territoriaux des Affaires municipales.

Tableau explicatif 2**Recettes et nombre de salariés selon les sources de données, 2001-2002**

Source de données	Nombre d'unités statistiques du niveau de l'entreprise	Porportion des recettes totales	Porportion du nombre moyen de salariés
Entreprises publiques des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales	636	5 %	10 %
Administration fédérale – comptes publics et entreprises liées	57	38 %	12 %
Administrations provinciales et territoriales – comptes publics et entreprises liées	2 496	42 %	47 %
Ministères provinciaux de l'Éducation et des Affaires municipales (municipalités, entreprises liées et conseils scolaires)	5 486 472		
Administrations locales	5 958	15 %	31 %
Total	9 147	100 %	100 %

Pour l'exercice 2001-2002, la base de sondage comprenait plus de 9 milles unités formant la population d'intérêt. Ce nombre a peu varié depuis. Les enquêtes trimestrielles auprès des entreprises publiques nous ont apporté des données pour les comptes nationaux du secteur des entreprises financières ou non. Par ailleurs, nous avons puisé des données annuelles pour toutes les unités statistiques du secteur public aux sources administratives accessibles au public.

Collecte et traitement

Les rapports comptables publics accessibles au public et fondés sur les structures et les pratiques de comptabilité et de déclaration des diverses administrations publiques sont

la principale source de données administratives exploitée pour la production des séries statistiques annuelles sur le secteur public. L'information puisée aux sources d'information disponibles se présente pour l'essentiel sous des formes hétérogènes et pour une diversité de jeux de variables. Pour fondre les données en question, il a fallu transformer ces sources en un jeu commun de variables livrant une information complète sur les états financiers. Nous avons dû laisser certains détails de côté, les données en question n'étant pas disponibles à toutes les sources.

Nous avons recueilli des données au niveau de l'entreprise tant pour la composante « administrations publiques » que pour la composante « entreprises publiques » du secteur.

Vérification et imputation

Nous soumettons les données à plusieurs vérifications de cohérence interne et de repérage de valeurs extrêmes. Pour les unités manquantes (sans réponse), nous procédons à une imputation à l'aide des données passées disponibles; sinon, nous imputons par la méthode du « plus proche voisin » (imputation par donneur). Cette dernière méthode fait intervenir les données auxiliaires disponibles pour un remplacement des données de l'unité manquante par celles d'une entité ayant les mêmes caractéristiques.

L'observation de la population du secteur public est presque totale. L'imputation de non-réponse varie selon les sous-composantes de ce secteur; le taux global d'imputation s'établit à moins de 2 %, tout comme d'ailleurs l'incidence générale de l'imputation sur les principales variables financières.

Estimation

Les estimations viennent d'une simple totalisation des données tirées des sources d'information pour chaque entreprise de la population d'intérêt.

Nous avons analysé les résultats d'enquête combinés avant leur diffusion. Il s'agit en général de procéder à un examen détaillé des réponses (surtout dans le cas des entreprises les plus grandes), à une analyse des conditions économiques générales et des tendances passées et à des comparaisons avec d'autres sources de données.

Exactitude des données

Nous faisons des efforts considérables pour que toutes les opérations de collecte et de traitement obéissent à des normes élevées, mais les estimations obtenues sont inévitablement entachées d'une certaine erreur. Il y a deux catégories d'erreurs qui se glissent dans l'information statistique, à savoir les erreurs d'échantillonnage et les erreurs non dues à l'échantillonnage. Les secondes sont les seules qui interviennent dans ce programme, puisqu'il n'y a pas d'échantillonnage pour la production des estimations.

Elles ont des causes diverses et sont difficiles à mesurer. Leur importance peut varier selon la finalité des données. Comme exemples d'erreurs non dues à l'échantillonnage, on peut citer les lacunes de l'information communiquée par

les organes du secteur public et les erreurs de traitement à l'étape de la saisie des données, par exemple.

Comparabilité des données et sources liées

Les statistiques agrégées du Système de gestion financière (SGF) diffèrent souvent de celles qui sont publiées par les gouvernements des secteurs de compétence sur lesquels elles portent. Le SGF utilise pourtant des données détaillées provenant de ces secteurs de compétence comme entrées pour ses propres calculs. Souvent, les données d'entrée du SGF ne sont définitives que plusieurs années après la date de référence, et plus les données d'entrée sont récentes, plus elles sont susceptibles d'être révisées. Pour ce qui est des données du SGF des deux dernières années, celles de l'année la plus récente sont fondées principalement sur des prévisions budgétaires et celles de l'année précédente, sur des rapports annuels non vérifiés. Ces données finissent par être remplacées par des comptes publics/états financiers officiels publiés par chacun des secteurs de compétence sur lesquels porte le SGF. Pour Statistique Canada, la disponibilité ultérieure de ces données révisées ou définitives exige, par ricochet, que les données du SGF soient modifiées en conséquence. Bien que les données les plus récentes soient nécessairement moins fiables que les données vieilles de plusieurs années, l'utilisation d'information provisoire se traduit par de nettes améliorations sur le plan de la rapidité de publication. Les données sont maintenant publiées dans un délai de trois mois après la fin de la période de référence. Compte tenu de ce qu'apporte la rapidité de publication à la pertinence des données, cette option est dans l'intérêt des utilisateurs des données.

Par ailleurs, les séries annuelles sont continuellement évaluées au moyen d'une analyse de tendance, ainsi qu'à des comparaisons à d'autres séries financières pour en assurer la qualité et la cohérence. Par exemple, les données du secteur des administrations publiques sont comparées dans un processus d'étalonnage annuel aux statistiques des Comptes nationaux canadiens en ce qui concerne les tableaux Entrés-sorties ainsi que la série du Produit national brut.

C'est en 1997-1998 qu'on a modifié la procédure de caractérisation des dépenses de l'administration publique générale et des établissements de santé et de services sociaux du palier provincial-territorial selon les fonctions « services de santé » et « services sociaux » et leurs sous-fonctions. Ainsi, les données relatives à ces fonctions avant 1997-1998 ne seront comparables que si on agrège ces dernières.

Dans le Système de gestion financière, les statistiques ont fait l'objet d'amples révisions d'ordre méthodologique à l'occasion de ce qu'on a appelé la révision historique du Système canadien de comptabilité nationale (SCCN). On a ainsi mieux harmonisé le SGF et le SCCN. Les détails sur les modifications apportées aux statistiques SGF figurent dans la publication 68F0023XIB « Système de gestion financière ». Nous avons étendu le champ d'observation du secteur public canadien pour pouvoir statistiquement décrire de nouvelles sous-composantes. À cause de cette amélioration des méthodes, les données de la présente édition de

la publication ne sont pas directement comparables à celles des versions antérieures. On peut consulter les statistiques révisées du secteur public en harmonisation jusqu'à l'exercice 1988-1989 selon le cadre classificatoire du SGF.

Période de référence

Avec ces séries annuelles, nous visons à décrire pour une certaine période de référence ce que font les administrations publiques en production de biens et de services et en distribution correspondante de ressources dans l'économie. Les données financières des établissements de santé et de services sociaux et de l'administration publique générale qui sont tirées de sources administratives ont pour cadre l'exercice qui va d'avril à mars. Quant aux données financières des municipalités, des établissements d'enseignement et des entreprises publiques, elles s'alignent le plus souvent sur l'année civile.

Confidentialité

La Loi interdit à Statistique Canada de rendre publique toute donnée susceptible de révéler de l'information obtenue en vertu de la Loi sur la statistique et se rapportant à toute personne, entreprise ou organisation reconnaissable sans que cette personne, entreprise ou organisation le sache ou y consente par écrit. Diverses règles de confidentialité s'appliquent à toutes les données diffusées ou publiées afin d'empêcher la publication ou la divulgation de toute information jugée confidentielle. Au besoin, des données sont supprimées pour empêcher la divulgation directe ou par recoupement de données reconnaissables.

Limites des données

En raison de certaines contraintes de déclaration financière, nous n'avons pu obtenir de données de bilan des sous-composantes suivantes du secteur public : entreprises publiques locales, universités, collèges et établissements de santé et de services sociaux.

Pour se prêter à une analyse transversale ou longitudinale en série chronologique, les définitions des données doivent être les mêmes dans et entre les périodes. En d'autres termes, les différences et les similitudes des données doivent être réelles et ne pas s'expliquer par des changements de concepts ni de définitions pour leur production.

Que des données soient exploitables à des fins d'analyse dépend du cadre conceptuel de leur utilisation. Il importe donc de savoir que les administrations publiques emploient des conventions comptables différentes. Certaines sont en comptabilité de caisse, d'autres en comptabilité d'exercice et d'autres encore combinent les deux méthodes, ce que l'on appelle communément la comptabilité de caisse modifiée. Des corrections peuvent permettre d'harmoniser les données issues de l'application de ces diverses conventions, mais une conversion entière à un même cadre comptable est impossible. Le Système de gestion financière accepte généralement les conventions comptables adoptées par les diverses administrations publiques.

L'administration publique évolue sans cesse dans sa structure. Une année, une fonction ou un service peut être assuré par un ministère et, l'année suivante, la responsabilité peut en être confiée à un organisme indépendant ou même passer en sous-traitance. Il serait donc difficile de comparer d'année en année les structures de déclaration et les opérations financières sans d'abord apporter de nombreuses corrections aux données de base. On a conçu le Système de gestion financière pour un remplacement des formes diverses des rapports financiers des administrations publiques en établissant des séries statistiques homogènes qui permettent d'utiles comparaisons avec les divers rapports, financiers ou non, en provenance des pouvoirs publics.

Plusieurs facteurs nuisent à une comparabilité intergouvernementale complète des données du Système de gestion financière. Ainsi, les opérations intergouvernementales ne sont pas toujours déclarées au même moment par les deux parties et les fins d'exercice peuvent aussi différer. Précisons en outre que les responsabilités se partagent différemment entre les paliers de l'administration publique et que les niveaux de service varient également. Nous n'avons nullement tenté de corriger les données en fonction de l'hétérogénéité de la prestation des services publics à tout palier ou entre paliers. Il reste que la convention de consolidation du SGF, qui permet de regrouper deux niveaux d'administration publique et plus en une même unité de consolidation (*administrations provinciales et locales*, par exemple), vient considérablement réduire l'incidence de cette hétérogénéité des services. Nous nous efforçons constamment de rendre les mesures plus utiles par l'adoption de concepts, de définitions et de cadres et de systèmes classificatoires uniformes.

Définition des principales variables

Emploi et salaires et traitements dans le secteur public : il s'agit des effectifs des administrations publiques et de leur rémunération.

- **Salarié :** quiconque est rémunéré pour services rendus ou se trouve en congé payé et à l'égard de qui l'employeur est tenu de produire un feuillet supplémentaire T4 à l'intention de l'Agence des douanes et du revenu du Canada; sont exclus les experts-conseils établis à leur compte et les salariés d'entreprises faisant de la sous-traitance pour une entité du secteur public
 1. **Salarié à plein temps :** tout salarié qui travaille habituellement toutes les heures de la semaine de travail normale de l'établissement.
 2. **Salarié à temps partiel :** tout salarié qui travaille moins que toutes les heures de la semaine de travail normale de l'établissement.
 3. **Employé :** tout salarié qui reçoit une rémunération de base sous forme de traitement hebdomadaire, mensuel ou annuel fixe.
- **Salaires et traitements :** les salaires et traitements comprennent les jetons de présence, les bonis et primes, les

commissions, les gratifications, le revenu en nature, les indemnités imposables et les paiements salariaux à titre rétroactif; on les estime en valeur brute, c'est-à-dire avant les retenues de paiements salariaux aux régimes d'impôt sur le revenu, d'assurance-emploi ou de retraite; comme les salaires et traitements s'accumulent dans le temps, on comptabilise les paiements rétroactifs le mois et l'année où ils sont effectués; est enfin exclu le revenu supplémentaire de travail sous forme de cotisations patronales aux régimes de retraite, d'assurance-maladie et autres de même nature

Bilan : état financier sommaire de l'actif financier, du passif et de l'avoir à un moment quelconque, ordinairement à la fin de l'exercice.

- **Actif financier :** actif à caractère financier comme l'encaisse, les comptes débiteurs et les titres
- **Passif :** obligations d'une entité qui sont nées d'opérations passées et qui peuvent donner lieu à la cession d'actifs ou à la prestation de services, qu'il s'agisse de découverts bancaires, de comptes créditeurs, d'avances, de numéraire en circulation, de bons du Trésor, d'obligations garanties ou non ou d'autres titres
- Valeur nette (avoir) : excédent de l'actif financier sur le passif

Consolidation : regroupement des statistiques financières relatives à deux entités ou plus de manière à éliminer les soldes et les opérations entre entités et donc à prévenir tout double compte.

- États consolidés des administrations publiques : terme général désignant la consolidation des comptes de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales, des administrations locales et du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec

Recettes et dépenses : recettes, dépenses et excédent ou déficit.

- Les **recettes** sont notamment l'impôt sur le revenu et les taxes à la consommation, l'impôt foncier et les taxes apparentées, le produit de la vente de biens et de services, le revenu de placements et les transferts généraux et spéciaux en provenance des autres sous-secteurs publics
- Les **dépenses** se font notamment en services comme les suivants : protection des personnes et des biens, transports et communications, santé, services sociaux, éducation, conservation des ressources et développement industriel, environnement, loisirs et culture, travail, emploi et immigration, logement, établissements de recherche et service de la dette
- **Excédent :** excédent des recettes sur les dépenses
- **Déficit :** excédent des dépenses sur les recettes

Annexe I

Classification des recettes et des dépenses de l'administration publique

Recettes

Recettes de sources propres

1. **Impôts sur le revenu**
 - (a) **Impôts sur le revenu des particuliers** – Cette catégorie comprend les prélèvements généraux sur le revenu des particuliers et les bénéfices des entreprises non constituées en société, ainsi que les prélèvements spéciaux sur le revenu, telle une surtaxe, auxquels les administrations publiques recourent de temps en temps. Le produit de l'impôt sur les gains de capital des particuliers et des entreprises non constituées en société est également inclus. Les crédits d'impôt remboursables font également partie de cette catégorie et sont ramenés à leur valeur brute aux fins de leur inscription aux comptes des recettes ou des dépenses.
 - (b) **Impôts sur les profits des sociétés** – Cette catégorie comprend la plupart des impôts levés par les administrations fédérale et provinciales sur les bénéfices imposables des sociétés. Les impôts spéciaux levés à l'occasion sur les sociétés et les crédits d'impôt remboursables sont également inclus. Ils sont ramenés à leur valeur brute aux fins de leur comptabilisation à titre de recettes et de dépenses.
 - (c) **Impôts sur l'exploitation minière et forestière** – Cette catégorie représente les impôts particuliers qui sont parfois levés sur les bénéfices des sociétés du secteur des ressources naturelles. Elle comprend aussi les crédits d'impôt remboursables que l'on ramène à leur valeur brute aux fins de leur comptabilisation à titre de recettes et de dépenses. Antérieurement, les impôts visés étaient traités comme des recettes tirées des ressources naturelles.
 - (d) **Impôts directs des non résidents** – Cette catégorie comprend l'impôt fédéral retenu à la source sur les versements aux non résidents (particuliers ainsi que sociétés) de dividendes, d'intérêts, de loyers, de redevances, de pensions alimentaires, d'honoraires de gestion et de sommes provenant d'arrangements fiduciaires ou successoraux, ainsi que les retenues visant les compagnies d'assurance Étrangères.
 - (e) **Autres impôts sur le revenu** – Cette catégorie regroupe tous les impôts sur le revenu qu'on ne peut classer ailleurs.
2. **Taxes à la consommation**
 - (a) **Taxes générales de vente** – Il s'agit du produit de la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et des taxes provinciales sur les ventes au détail. En avril 1996, l'administration fédérale a conclu une entente avec trois provinces (Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse) en vue d'harmoniser la taxe de vente provinciale et la TPS fédérale. Les remises de l'administration fédérale à ces trois provinces au titre de la nouvelle taxe de vente harmonisée (TVH) rentrent également dans la présente catégorie.
 - (b) **Taxes sur les boissons alcoolisées** – Comprend la Taxes d'accise sur le nombre de gallons d'alcool, ainsi tout impôt spécial, taxe ou droit d'accise perçu sur la production et la vente de boissons alcoolisées.
 - (c) **Taxes sur le tabac** – Cette catégorie englobe les impôts spéciaux, comme la taxe d'accise, les droits d'accise et les taxes provinciales particulières, prélevés sur la production et la vente des produits du tabac. Les taxes générales de vente et les droits de douane applicables à ces produits sont comptabilisés sous les rubriques portant ces titres, respectivement.
 - (d) **Taxes sur les divertissements** – Cette catégorie regroupe les taxes perçues sur les droits d'entrée dans les cinémas et les théâtres ainsi que sur les activités récréatives, culturelles et autres divertissements. Les taxes levées par les administrations provinciales sur les paris mutuels des champs de course et sur les jeux de hasard des casinos rentrent aussi dans cette catégorie.
 - (e) **Taxes sur les carburants** – Cette catégorie regroupe le produit des taxes spéciales sur l'essence, le carburant pour aéronef, le carburant diesel, le propane et d'autres substances utilisées comme carburant.
 - (f) **Droits de douane** – Cette catégorie concerne uniquement le palier fédéral; elle comprend le produit des droits imposés sur les marchandises importées au Canada, comme les biens manufacturés, les aliments, les boissons et le tabac.
 - (g) **Bénéfices remis tirés de la vente des boissons alcooliques** – Cette catégorie englobe l'ensemble des bénéfices remis par les régies des alcools appartenant à l'État. Puisque ces régies fonctionnent comme des monopoles fiscaux, leurs bénéfices sont traités comme des taxes sur les produits (impôts indirects).

- (h) **Bénéfices remis tirés des jeux de hasard** – Cette catégorie englobe l'ensemble des bénéfices remis par les loteries et autres sociétés de jeux appartenant à l'État. Comme ces loteries et autres sociétés sont des monopoles fiscaux, leurs bénéfices sont traités comme des taxes sur les produits (impôts indirects).
- (i) **Autres taxes à la consommation** – Cette catégorie englobe la taxe de transport aérien, les taxes sur les repas et les chambres d'hôtel, ainsi que les taxes à la consommation diverses.
3. **Impôts fonciers et impôts connexes**
- (a) **Impôts fonciers généraux** – Au Canada, l'imposition des biens immobiliers (terrains et construction) est répartie entre les administrations provinciales et locales. Dans les données statistiques sur les administrations provinciales, le produit de l'impôt foncier n'inclut pas les montants perçus pour les administrations locales qui leur sont versés; les administrations locales, quant à elles, ajoutent à l'impôt foncier qu'elles perçoivent elles-mêmes le montant qui est perçu en leur nom et qui leur est versé. Les biens immobiliers que possèdent et occupent la plupart des administrations publiques sont exonérés de l'impôt foncier. Pour compenser une administration pour la perte de recettes due à cette exemption, les administrations fédérale et provinciales versent une compensation tenant lieu de taxe foncière aux administrations provinciales et locales qui lèvent les impôts fonciers. Cette catégorie englobe les prélèvements sur terrains (redevances forfaitaires d'exploitations perçus sur les propriétés foncières qui bénéficient d'améliorations locales ou d'aménagements durables supplémentaires), les impôts fonciers particuliers (impôt levé par une municipalité sur un groupe particulier de propriétés en paiement d'un service, comme l'installation de trottoirs, ne visant que ces propriétés), de même que les compensations tenant lieu de taxes foncières.
- (b) **Impôts sur le capital** – Cette catégorie comprend l'impôt prélevé par les administrations fédérale et provinciales sur le capital versé aux sociétés.
- (c) **Autres impôts fonciers et impôts connexes** – Cette catégorie comprend les droits de cession immobilière, les taxes d'affaires et les impôts sur le patrimoine.
4. **Autres impôts**
- (a) **Impôts sur la masse salariale** – Cette catégorie englobe les recettes fiscales correspondant aux cotisations versées par les employeurs au prorata des traitements et salaires. Dans certaines provinces, le produit de ces charges sert à financer plusieurs fonctions, tandis que dans d'autres, il est affecté spécialement au financement des services de santé et(ou) d'éducation ou de formation des travailleurs. En 1998, quatre provinces, à savoir Terre-Neuve, le Québec, l'Ontario et le Manitoba, percevaient des impôts sur la masse salariale. Les contributions des employeurs au RPC, au RRQ, au régime d'assurance-emploi etc., dont le montant, dans une certaine mesure, se fonde également sur les salaires et traitements, sont comptabilisées sous la rubrique « Contributions aux régimes d'assurance sociale ».
- (b) **Immatriculation (droits et permis) des véhicules automobiles** – Cette catégorie regroupe les produits des droits d'enregistrement, des permis de conduire et d'autres droits relatifs à la propriété et à l'utilisation de véhicules automobiles.
- (c) **Taxes et permis provenant de l'exploitation des ressources naturelles** – Cette catégorie comprend les taxes perçues au titre de la propriété privée ou de la production de ressources naturelles. La taxe sur la propriété franche des droits miniers rentre dans cette catégorie. Les droits de permis versés pour pouvoir entreprendre des activités touchant les ressources naturelles, à l'exception des activités d'exploration, sont également inclus.
- (d) **Impôts divers** – Cette catégorie englobe les primes d'assurances-agricoles, les impôts sur les primes d'assurance, les permis de chasse et de pêche, les permis de vente d'alcool et autres licences et permis, les amendes et pénalités imposées aux entreprises, ainsi que les dons des entreprises.
5. **Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments** – Cette catégorie comprend les primes perçues par certaines provinces et utilisées spécialement pour financer les régimes d'assurance-hospitalisation et soins médicaux et d'assurance-médicaments.
6. **Contributions aux régimes de sécurité sociale** – Ces contributions sont ventilées selon cinq catégories : cotisations au régime d'assurance-emploi; cotisations aux commissions des accidents du travail; contributions aux régimes de retraite non provisionnés; cotisations au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec; autres contributions aux régimes de sécurité sociale.
7. **Vente de biens et de services** – En qualité de fournisseurs de biens et de services publics, les entités qui font partie de la composante des administrations publiques du secteur public entreprennent des opérations de nature commerciale avec les organismes ou particuliers du secteur privé et avec d'autres entités de la composante des administrations publiques. Les recettes qu'elles tirent de ces opérations sont classées dans la catégorie « Vente de biens et de services », que l'on pourrait définir comme les rentrées de droits et redevances payées au prorata du coût de la distribution des biens et des services publics fournis aux payeurs.
8. **Revenus de placements** – Cette catégorie comprend les redevances sur les ressources naturelles, les bénéfices commerciaux remis, les intérêts et les autres revenus de placements.
9. **Autres recettes de sources propres** – Cette catégorie englobe les autres amendes et pénalités, les transferts de nature capitale de sources propres, les dons et diverses recettes de sources propres.

Transferts

10. **Transferts à des fins générales en provenance d'autres composantes de l'administration publique** – Les transferts à des fins générales sont ventilés selon le palier d'administration publique d'où provient le transfert. Les transferts en provenance de l'administration fédérale sont catégorisés comme suit : Transferts de capitaux en provenance de l'administration; Subventions statutaires; Part de l'impôt fédéral sur les dividendes privilégiés et sur les bénéficiaires de certaines entreprises de services publics; Paiements de garantie des recettes fiscales; Péréquation; Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux; Réciprocité fiscale; Paiements de stabilisation fiscale
11. **Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique** – Les transferts à des fins particulières sont ventilés selon le palier d'administration publique qui les accorde. Cette catégorie couvre les transferts qui s'appliquent à des activités particulières, comme les transferts de l'administration fédérale aux provinces pour l'amélioration de certaines autoroutes, les transferts des administrations provinciales aux municipalités pour la collecte des eaux usées et l'élimination des déchets, ainsi que les transferts des administrations provinciales aux établissements d'enseignement et de la santé pour les aider à financer leurs activités.

Dépenses

12. **Services généraux de l'administration publique** – Cette catégorie englobe les services exécutifs et législatifs, l'administration générale et les autres dépenses de nature générale.
13. **Protection de la personne et de la propriété** – Cette catégorie comprend tous les frais encourus pour dispenser les services destinés à assurer la sécurité des personnes et de la propriété. La protection dépasse la simple sauvegarde contre des attaques extérieures et des actions criminelles; elle couvre aussi les mesures destinées à protéger les particuliers de toute négligence et de tout abus, ainsi que celles qui ont pour objet d'assurer la bonne marche des affaires de la société. Cette catégorie englobe la défense nationale, les cours de justice, les services correctionnels et de réadaptation, les services de police, la lutte contre les incendies et les services de réglementation.
14. **Transports et communications** – Cette catégorie couvre les dépenses reliées à toutes les phases de l'acquisition, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien des installations et du matériel de transport et de communication pertinents ainsi que celles qui sont affectées à l'ingénierie et aux relevés techniques connexes. Cette catégorie inclut les transferts des administrations publiques à leurs entreprises publiques qui s'occupent d'activités de transport, en particulier les services de transport en commun et les services ferroviaires. La catégorie englobe le transport aérien, le transport routier, le transport en commun, le transport par chemin de fer, le transport maritime, le transport par pipelines et les télécommunications.
15. **Santé** – Cette fonction regroupe les dépenses engagées par les administrations publiques pour s'assurer que tous les citoyens aient accès à tous les services de santé nécessaires. On classe à cette fonction les dépenses des entités connexes des hôpitaux, c'est-à-dire les entités qui existent pour fournir des biens et des services aux patients, aux membres du personnel et à d'autres (services de restauration, stationnement, etc.). Les établissements de soins pour bénéficiaires internes et d'autres établissements de santé et de services sociaux fournissant des soins médicaux et des services d'infirmières autorisées sont considérés comme des établissements offrant des services de santé, tandis que ceux qui offrent le gîte et le couvert mais ne prodiguent que peu de services médicaux et infirmiers, voire aucun, sont considérés comme des établissements fournissant des services sociaux. La fonction de la santé comprend quatre sous-fonctions.
- (a) **Soins hospitaliers** – Cette sous-fonction couvre les dépenses relatives à toutes les formes de services hospitaliers, c'est-à-dire ceux fournis par les hôpitaux généraux et par les maisons spécialisées pour les maladies graves, les maladies chroniques, les maladies mentales, la convalescence et l'isolement. Les dépenses relatives aux écoles de sciences infirmières rattachées aux hôpitaux sont aussi incluses. Si ces écoles relèvent du ministère de l'Éducation, les dépenses pertinentes sont imputées à la sous-fonction « Enseignement post secondaire ». Les dépenses de tous les hôpitaux (privés, publics, religieux, etc.) sont imputées à cette sous-fonction, sauf celles des hôpitaux des forces armées et des anciens combattants, dont les dépenses sont imputées aux sous-fonctions « Défense nationale » et « Prestations aux anciens combattants », respectivement.
- (b) **Soins médicaux** – Cette sous-fonction englobe toutes les dépenses relatives aux programmes généraux de soins médicaux et de médicaments, aux services de dentisterie et d'infirmières visiteuses ainsi qu'aux services de consultations externes. Elle inclut aussi les dépenses pour soins médicaux des hôpitaux et des établissements publics de soins pour bénéficiaires internes, celles des commissions des accidents du travail et d'autres établissements publics de santé et de services sociaux. Les transferts aux établissements privés de soins pour bénéficiaires internes et à d'autres établissements privés de santé et de services sociaux visant le financement des services médicaux qu'ils prodiguent sont également imputés à cette sous-fonction.
- (c) **Soins préventifs** – Cette sous-fonction inclut une grande variété de dépenses destinées à prévenir les maladies ou à en atténuer les effets. Elle couvre les services de santé publique, les services de dépistage des maladies contagieuses (y compris l'immunisation, le traitement, l'isolement et la quarantaine à l'extérieur des hôpitaux), les services d'inspection des aliments et des médicaments, les hôpitaux qui offrent des services préventifs aux malades, les établissements publics (non situés dans les hôpitaux, comme les établissements de soins pour bénéficiaires internes et d'autres établissements de santé et de services

sociaux) qui fournissent des soins infirmiers et des conseils sur l'hygiène et la nutrition, et les organismes publics engagés dans la recherche sur les causes et les conséquences de maladies et de toxicomanies particulières (comme les fondations dédiées au traitement du cancer). Dans cette sous-fonction on retrouve les transferts aux établissements privés qui prodiguent des soins préventifs, c'est-à-dire les établissements privés de soins pour bénéficiaires internes.

- (d) **Autres services de santé** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses relatives aux établissements qui se spécialisent dans le traitement des déficients mentaux ou des personnes souffrant de troubles affectifs et aux services de laboratoire et de diagnostic, les subventions accordées aux organismes paramédicaux et les dépenses relatives à d'autres services liés à la santé, comme l'administration des ministères de la Santé, la statistique de la santé, la formation du personnel des établissements de santé, la réadaptation, les services ambulanciers, ainsi que les indemnités versées aux personnes blessées et à celles qui sont à leur charge, lorsque ces indemnités ne peuvent être attribuées aux autres sous-fonctions. Les dépenses pour la protection de la santé et l'inspection sanitaire, ainsi que les dépenses des entités connexes des établissements de santé et de services sociaux sont également incluses.

16. **Services sociaux** – La portée de cette fonction dépasse le concept de bien-être social qui englobe l'aide (transferts) et les services prodigués aux particuliers si désavantagés que les services universels de sécurité sociale ne permettent pas de leur procurer le bien-être nécessaire ou qui ne remplissent pas les conditions pour bénéficier de ces services. Cette fonction englobe les mesures prises par l'administration publique, soit seule, soit en collaboration avec les citoyens, pour venir en aide aux personnes ou aux familles dont le bien-être est rendu précaire par un concours de circonstances incontrôlables, ou pour prévenir de telles situations. La fonction comprend les six sous-fonctions suivantes :

- (a) **Assistance sociale** – Cette sous-fonction regroupe les paiements de transfert (y compris les crédits d'impôt remboursables) ayant pour objectif d'aider les particuliers et les familles à maintenir un niveau de revenu socialement acceptable. Bien que considérées comme une forme d'aide au revenu, les indemnités pour accident du travail, les prestations au titre des régimes de retraite des employés, les allocations aux anciens combattants et les indemnités aux victimes d'accidents d'automobiles sont imputées à une sous-fonction distincte. La présente sous-fonction comprend les dépenses relatives aux prestations de bien-être général accordées aux personnes désavantagées, aux crédits d'impôt remboursables et aux rabais d'impôt accordés aux particuliers ou aux familles à revenu faible et moyen. (Ces crédits et rabais d'impôt sont devenus de plus en plus des instruments de la politique sociale visant à annuler l'impôt que doivent verser les personnes âgées ou désavantagées, comme les

crédits d'impôt foncier et de taxe de vente), les dépenses au titre des régimes contributifs, dont le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, et des régimes non contributifs, comme la Sécurité de la vieillesse (y compris le Supplément de revenu garanti), les allocations familiales et les prestations pour enfants versées aux termes des programmes des administrations fédérale et provinciales, les prestations d'assurance-emploi, le supplément de loyer, les allocations au conjoint et les allocations aux aveugles et aux personnes handicapées. Les coûts administratifs relatifs à ces programmes sont également inclus.

- (b) **Indemnités aux victimes d'accidents du travail** – Cette sous-fonction inclut les dépenses administratives et le versement d'autres indemnités que celles couvrant les services de réadaptation et de soins médicaux, liées aux programmes d'indemnisation des accidents du travail.
- (c) **Prestations et autres paiements des régimes de retraite** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses relatives aux opérations suivantes :
- (i) Prestations de retraite et autres prestations versées au titre des régimes de pension qui sont intégrés au cadre budgétaire de l'administration publique (régimes à mode de financement au fur et à mesure) comme le régime de retraite de la Fonction publique de la Saskatchewan.
- (ii) Les prestations de retraite et autres prestations versées au titre des régimes de pensions non provisionnés, c'est-à-dire les régimes dont les comptes sont entièrement séparés dans le Fonds consolidé du revenu, sans toutefois qu'ils représentent des unités institutionnelles distinctes comme le Compte de pension de retraite de la Fonction publique de l'administration fédérale, de mêmes que les excédents annuels (contributions de l'employé et de l'employeur plus les intérêts gagnés, moins les pensions et les bénéfices déboursés) des régimes de pension non-provisionnés, qui est considérée comme une créance de l'administration publique à l'égard des ménages.
- (d) **Prestations aux anciens combattants** – Cette catégorie englobe, outre les frais administratifs, les prestations de retraite, les allocations et les subventions, les dépenses afférentes à l'administration des hôpitaux pour anciens combattants, à la fourniture de produits médicaux et de prothèses, à la prestation de services médicaux, d'enseignement et de bien-être social, ainsi qu'aux remises de dettes en vertu de la Loi sur les terres visant les anciens combattants.
- (e) **Indemnités aux victimes d'accidents d'automobile** – Cette sous-fonction inclut les indemnités versées aux victimes de dommages corporels prévues par les régimes d'assurance automobile des administrations publiques.

- (f) **Autres services sociaux** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses associées aux services rendus aux personnes âgées, aux personnes incapables de mener une vie normale à cause d'un handicap physique ou mental, aux personnes provisoirement incapables de travailler à cause d'une maladie, aux ménages ayant des enfants à charge, aux personnes qui survivent à un conjoint, à un parent, etc. et à d'autres personnes dans le besoin. Elle inclut aussi les dépenses directes des établissements publics (hôpitaux, établissements de soins pour bénéficiaires internes, autres établissements de santé et de services sociaux) qui fournissent des services sociaux et les transferts aux organismes privés (comme les établissements de soins pour bénéficiaires internes) qui fournissent des services similaires.
17. **Éducation** – Cette fonction comprend les frais de mise en place, d'amélioration et de fonctionnement des systèmes d'éducation et la fourniture de services particuliers d'enseignement. On y retrouve aussi les dépenses des entités connexes des collèges et universités, c'est-à-dire les entités qui fournissent des biens et des services aux étudiants, aux membres du personnel et à d'autres personnes (librairies, services de restauration, résidences, stationnement). Elle est ventilée en quatre sous-fonctions, à savoir :
- (a) **Éducation primaire et secondaire** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses associées aux services d'enseignement de la maternelle à la fin de l'école secondaire. Elle comprend aussi les dépenses affectées à la formation technique et professionnelle dispensée au niveau secondaire, celles relatives à l'administration générale et au maintien des normes, aux contributions des administrations publiques, à titre d'employeurs, aux régimes de retraite des enseignants, à l'aide aux étudiants, à la construction de bâtiments et au fonctionnement des programmes d'enseignement. On y classe les dépenses pour le transport des étudiants, les manuels scolaires, les ordinateurs ainsi que le matériel et les fournitures didactiques. Les écoles pour handicapés, ainsi que celles pour Indiens et Inuits et les transferts aux écoles primaires et secondaires privées appartiennent aussi à cette sous-fonction.
- (b) **Éducation post-secondaire** – Cette fonction concerne le genre d'enseignement généralement dispensé par les universités, les collèges communautaires décernant ou ne décernant pas de diplôme et les établissements d'enseignement spécialisé. Ces établissements comptent les écoles normales, les instituts techniques avancés et les collèges communautaires, les CÉGEPS, les conservatoires de musique et les écoles qui se spécialisent dans la formation des artistes, ainsi que les cours de sciences infirmières offerts par les universités et les collèges. Cette catégorie inclut les transferts et les dépenses directes imputées au fonctionnement des universités, des collèges et des établissements fournissant ce genre d'enseignement. On y classe également les bourses d'études et les autres formes d'aide financière aux étudiants (exonération de remboursement de prêts, exemption des intérêts, etc.), ainsi que les crédits remboursables d'impôt pour études. Les catégories de dépenses couvertes par cette sous-fonction sont essentiellement les mêmes que celles mentionnées à la sous-fonction « Éducation primaire et secondaire ».
- (c) **Services particuliers de recyclage** – Cette sous-fonction comprend les dépenses engagées pour rehausser le niveau d'habileté et de compétence des particuliers. Elle inclut le coût des cours offerts aux termes du Programme fédéral de formation de la main-d'œuvre et du nouvel accord sur le développement du marché du travail, les achats de services de formation en milieu de travail à l'intention des bénéficiaires de l'assurance-chômage, les allocations en espèces ou les subventions accordées aux travailleurs et aux personnes prêtes à travailler qui suivent une formation, les crédits d'impôt visant à encourager les sociétés à offrir une formation systématique à leurs employés et d'autres services semblables. Les dépenses relatives à la formation des policiers, qui sont imputées à la fonction « Protection de la personne et de la propriété » sont exclues.
- (d) **Autre éducation** – Cette sous-fonction regroupe les dépenses qui ne peuvent être classées dans aucune autre sous-fonction ou qui en chevauchent plusieurs. On inclut les dépenses d'administration générale des ministères de l'Éducation, le coût de l'activité statistique et de la recherche relative à la fonction d'éducation et les dépenses des programmes d'apprentissage. Les versements faits par une administration publique à une autre administration publique ou à un organisme du secteur privé pour favoriser l'apprentissage des langues officielles, ainsi que les coûts de cours spéciaux, comme les cours du soir et les cours par correspondance, font également partie de cette catégorie. Les dépenses des entités connexes des collèges et des universités, comme les librairies et les cafétérias sont aussi incluses.
18. **Conservation des ressources et développement de l'industrie** – Cette catégorie regroupe une vaste gamme de services liés à la conservation et à l'exploitation des ressources naturelles, ainsi qu'au développement et à la promotion de l'industrie. On la ventile dans les sous-catégorie suivante : agriculture, chasse et pêche, pétrole et gaz, forêts, mines, énergie hydraulique et tourisme.
19. **Environnement** – Quoique certaines composantes de cette fonction aient des points communs avec certaines sous-fonctions de la « Protection de la personne et de la propriété » ou de la « Santé », on les regroupe ici parce qu'elles visent toutes à assurer l'environnement le plus propice qui soit au genre humain et à réduire au minimum les effets nuisibles de la vie moderne sur cet environnement. Cette catégorie englobe les activités suivantes : approvisionnement en eau et épuration de l'eau, canalisations d'égout et épuration des eaux-vannes; enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets; contrôle de la pollution; autres services environnementaux.
20. **Loisirs et culture** – Cette fonction a pour objet de mesurer la participation de l'administration publique dans le domaine des loisirs à travers le développement, l'amélioration ou l'exploitation d'installations de loisirs ou par le versement de fonds à des particuliers et à des organismes privés qui se spécialisent dans la promotion des activités de loisirs.
21. **Travail, emploi et immigration** – Cette fonction regroupe les dépenses liées à l'établissement et à la promotion de bonnes relations de travail et de conditions d'emploi équitables, ainsi qu'à divers programmes d'immigration.

22. **Logement** – Cette fonction inclut maintenant toutes les dépenses de l'administration publique dans le secteur du logement, sauf les transferts (supplément au loyer) destinés à alléger les frais locatifs courants des particuliers que l'on impute à la sous-fonction « Aide sociale ».
23. **Affaires extérieures et aide à l'étranger** – Cette fonction regroupe les dépenses entraînées par les relations officielles que le Canada entretient avec d'autres états souverains. Cette fonction inclut les contributions destinées à favoriser la croissance économique et à améliorer les conditions sociales dans les pays étrangers, comme les dépenses de l'Agence canadienne de développement international. (Les dépenses occasionnées par la promotion à l'étranger du commerce et de l'immigration et par les échanges culturels avec d'autres pays sont classées respectivement sous « Commerce et industrie », « Immigration » et « Culture ».)
24. **Planification et aménagement des régions** – Cette fonction couvre les dépenses relatives aux affaires et aux services de développement communautaire et régional. Cette catégorie englobe les dépenses liées aux à l'urbanisme et au zonage, ainsi qu'à l'aménagement des agglomérations urbaines et des régions.
25. **Établissements de recherche** – Cette fonction comprend les dépenses imputables aux organismes tels le Conseil national de recherches du Canada et certains établissements de recherche provinciaux, dont l'activité principale est la recherche scientifique pure ou appliquée et la mise en œuvre des découvertes résultant de ces activités. Elle inclut aussi les subventions accordées aux particuliers et aux établissements privés qui poursuivent des travaux de recherche du même genre, ainsi que les crédits d'impôt remboursables au titre de la recherche et du développement. Par contre, elles ne couvrent pas les dépenses du Conseil de recherches médicales qui sont imputées à la fonction « Santé ».
26. **Transferts à des fins générales aux autres composantes de l'administration publique** – Comme les recettes, les transferts entre administrations publiques sont classés et définis selon le palier d'administration qui les fournit. Les principaux transferts fédéraux à des fins générales sont décrits au paragraphe 6.15. Les transferts tenant lieu d'impôt foncier, qui, avant la Révision historique de 1997, étaient imputés à cette fonction sont maintenant portés au compte de la fonction à laquelle ils se rapportent. On inclut dans la présente fonction le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) qui remplace les transferts en vertu des accords sur le Financement des programmes établis et du Régime d'assistance publique du Canada qui rentraient dans la catégorie des transferts à des fins particulières et le transfert à l'administration fédérale par l'administration du Québec du produit des 3,0 points d'impôt sur le revenu des particuliers accordés à la province aux termes de l'ancien Programme des allocations aux jeunes. Les transferts à des fins particulières ne sont pas inclus ici. En effet, comme ils sont accordés à condition que le bénéficiaire mette en place des programmes particuliers, ils sont imputés aux fonctions correspondantes.
27. **Service de la dette** – Cette fonction comprend les sous-fonctions « Intérêts » et « Autres frais de la dette ». On exclut le remboursement de la dette, ainsi que les gains et pertes réalisés et non réalisés sur les opérations de change. Ces derniers sont maintenant portés au compte financier et ne sont plus considérés comme des dépenses.
28. **Autres dépenses** – Cette catégorie regroupe les dépenses que l'on ne peut imputer à aucune autre fonction. On s'en sert parfois durant les cycles d'estimation du budget des dépenses pour inclure des réserves pour éventualités destinées principalement à parer des modifications imprévues de l'activité économique. Elle inclut aussi les ajustements compensateurs et les écarts résiduels de l'exercice de consolidation.

Annexe II

Classification de l'actif et du passif

Actif financier

1. **Encaisse et dépôts** – Cette catégorie d'actif englobe les pièces de monnaie; les billets de banque, les mandats, les bons de poste, les chèques, les traites à vue, les montants en transit, les soldes des dépôts à vue, à préavis et à terme dans les banques et autres institutions financières comme l'Alberta Treasury Branches. Les dépôts à vue encaissables sont classés dans la catégorie des dépôts à terme où l'on fait la distinction entre les devises canadiennes et étrangères. Les avoirs en devises étrangères sont comptabilisés à leur valeur en dollars canadiens, calculée au taux de change de clôture courant.
2. **Comptes débiteurs** – Cette catégorie regroupe toutes les créances sur les comptes débiteurs découlant de la vente de biens et de services. Elle comprend aussi les produits enregistrés avec la méthode de comptabilité d'exercice, les subventions courues et les rajustements résiduels entre fonds et entre administrations que nécessite la consolidation des comptes débiteurs.

Cette catégorie se limite au revenu gagné, non encore perçu, qui sera vraisemblablement encaissé dans un avenir proche (comme les recettes à recevoir sur les biens ou services livrés). On distingue six catégories de débiteurs. Les « impôts » englobent tous les impôts à recevoir, y compris les arriérés. La catégorie des « intérêts » est explicite, tandis que celle des « comptes clients » sert à déclarer les montants exigibles à la suite de la vente de biens et de services. Les créances sur les comptes débiteurs résultant de transfert à des fins générales et de transferts à des fins particulières sont classées sous les rubriques « Composantes de l'administration publique » et toutes les créances dues aux administrations publiques par leurs entreprises sont classées sous la rubrique « Entreprise publique ». Enfin, les autres sommes que les impôts, les intérêts et les comptes clients identifiables que les membres du public doivent aux administrations publiques rentrent dans la catégorie résiduelle « Autres ».

3. **Avances** – Il s'agit de prêts, d'avances et d'autres créances qui ne peuvent être ni vendus, ni échangés sur le marché. Les transactions résiduelles reliées aux avances entre l'administration et ses fonds spéciaux ainsi que les ajustements entre les différents paliers d'administrations sont aussi incluses pour fins de consolidation. Les administrations publiques mettent des fonds directement à la disposition d'autres administrations publiques, de sociétés d'État et d'autres entités.
4. **Titres** – Cette catégorie comprend tous les titres détenus, qu'ils aient été acquis à des fins d'intérêt public (par exemple, pour garantir des prêts) ou de placements par l'entremise de courtiers en valeurs mobilières (titres négociables). Elle inclut aussi certains placements inter-administrations qui constituent des titres non négociables.

5. **Autres éléments d'actif financier** – Cette catégorie comprend les éléments d'actif financier qu'on ne peut classer dans une catégorie plus précise. Elle englobe les soldes débiteurs des comptes en souffrance et sert aussi aux écritures de régularisation relatives au montant résiduel résultant de la consolidation des postes autres éléments d'actif financier.

Passif

6. **Découverts bancaires** – Les découverts bancaires correspondent à un excédent de la valeur des chèques en circulation par rapport à celle des dépôts.
7. **Comptes créditeurs** – Cette catégorie comprend les sommes dues aux créditeurs pour l'achat de biens ou de services. Elle inclut aussi les charges enregistrées avec la méthode de comptabilité d'exercice, les subventions courues et les rajustements résiduels entre fonds et administrations que nécessite la consolidation des comptes créditeurs.
8. **Avances** – Cette catégorie correspond à celle du même nom dans les comptes de l'actif. Toutefois, on la subdivise en un nombre moins élevé de sous-groupes, conformément aux pratiques d'emprunt des administrations publiques. Aucune émission de titres ne fait partie de cette catégorie. On y précise si les avances sont remboursables en devises canadiennes ou étrangères.
9. **Pièces en circulation** – Il s'agit d'une dette de l'administration fédérale représentant la valeur de toutes les pièces détenues par les particuliers et les autres secteurs de l'économie. Cet élément du passif de l'administration fédérale n'est pas inscrit dans les comptes publics. Les chiffres, sont fournis par la Monnaie royale canadienne. Les billets de banque ne sont pas déclarés dans cette catégorie, puisqu'ils représentent un élément de passif de la Banque du Canada.
10. **Bons du Trésor** – Les bons du Trésor à court et à long terme sont compris dans cette catégorie. Les bons du Trésor ne produisent pas d'intérêt, mais ils sont vendus à escompte et viennent à échéance au pair (c'est-à-dire à leur valeur nominale).
11. **Bons du Canada** – Cette catégorie regroupe les bons du Trésor à court terme que le gouvernement du Canada vend uniquement sur le marché monétaire des États-Unis.
12. **Effet à court terme** – Cette catégorie regroupe les instruments à court terme autres que les bons du Trésor et les bons du Canada qui sont émis en devises canadiennes et étrangères et négociés sur le marché monétaire.

13. **Obligations d'épargne** – Contrairement à tous les autres genres d'obligations les obligations d'épargne du Canada peuvent être encaissées par leur propriétaire en tout temps à leur valeur nominale. Ces obligations sont non transférables et non négociables (autrement dit, elles ne sont pas échangées sur le marché obligataire); leur prix ne fluctue donc pas et elles peuvent être encaissées en tout temps à leur pleine valeur au pair. Le prix de rachat des obligations d'épargne du Canada est donc égal à leur valeur nominale plus l'intérêt accumulé. Les obligations d'épargne du Canada ne peuvent être achetées que par des Canadiens ou au nom de Canadiens.
14. **Obligations** – Il s'agit d'un titre de créance aux termes duquel l'émetteur promet de payer au détenteur un montant précis d'intérêt pendant une période précise et de rembourser le prêt quand celui-ci vient à échéance. Le tableau qui suit illustre les principaux acheteurs d'obligations négociables et non négociables.
15. **Autres titres** – Cette catégorie regroupe tous les titres que l'on ne peut classer dans les catégories susmentionnées à cause de leur genre (par exemple effets à moyen ou à long terme) ou à cause de l'imprécision des renseignements figurant dans les documents de référence. On y précise si les titres sont remboursables en devise canadienne ou étrangère.
16. **Dépôts** – Cette catégorie englobe les dépôts en fiducie, l'excès de leur genre (par exemple effets à moyen ou à long terme) ou à cause de l'imprécision des renseignements figurant dans les documents de référence. On y précise si les titres sont remboursables en devise canadienne ou étrangère.
17. **Obligations envers les régimes de retraite** – Cette catégorie comprend les obligations de l'administration publique à titre d'employeur, ainsi que ses obligations envers les participants, c'est-à-dire celles à titre d'employeur et celles constituées par les cotisations des participants et des employeurs autonomes versées au Fonds consolidé du revenu. La partie non provisionnée des régimes de pension fiduciaires et non fiduciaires est comptabilisée, que l'administration publique la porte ou non au bilan. Le passif des régimes de pensions non fiduciaires est considéré comme non provisionné.
18. **Autres éléments de passif** – Cette catégorie résiduelle regroupe les montants qui ne peuvent être classés dans une catégorie plus précise. Comme dans le cas des « Autres éléments d'actif financier » (voir le paragraphe 5), elle sert aussi aux écritures relatives aux montants résiduels résultant de la consolidation du poste « autres éléments de passif » des comptes de plusieurs fonds ou de plusieurs administrations publiques.
19. **Excédent de l'actif financier sur le passif (ou excédent du passif sur l'actif financier)** – Il s'agit du compte de l'excédent (ou du déficit) accumulé.

Tableau explicatif 2

Principaux acheteurs d'obligations publiques

Obligations de l'administration fédérale	Obligations des administrations provinciales et territoriales	Obligations des administrations locales
Régime de pensions du Canada Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public	Régime de pensions du Canada Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public	Ne s'applique pas Administrations provinciales Entreprises publiques Membre du public

Annexe III – État de rapprochement I – Recettes et dépenses

Rapprochement des recettes et dépenses estimées des administrations publiques fédérales selon la base du SGF avec la revue financière pour l'exercice financier 2003-2004^P

	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux sur la base des comptes publics			
1 Documents budgétaires ¹	181 892,0	174 329,0	7 563,0
Déductions			
2 Provision pour évaluation	0,0	(3 775,7)	3 775,7
3 Sociétés d'État consolidées	0,0	0,0	0,0
4 Recettes/dépenses internes	0,0	(102,1)	102,1
5 Redressements dus à la comptabilité d'exercice intégrale	187,6	1 393,0	(1 205,4)
6 Autres redressements	0,0	911,2	(911,2)
7 Total des déductions	187,6	(1,573,6)	1,761,2
8 Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux compris dans l'univers « SGF »	6 874,6	5 855,9	1 018,7
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux			
9 Ministères	5,7	4 271,6	(4 265,9)
10 Fonds spéciaux	4 341,6	75,7	4 265,9
11 Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	4 347,3	4 347,3	0,0
12 Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 1 et 8 moins 7 et 11)	184 231,7	177 411,2	6 820,5
Conversion de la base nette à la base brute			
13 Montants portés au crédit	2 659,8	2 659,8	0,0
14 Redressements pour crédits fiscaux	12 743,1	12 743,1	0,0
15 Remboursements de prestations de sécurité de la vieillesse	696,0	696,0	0,0
16 Intérêts payés sur les remboursements d'impôt et de taxes	30,4	30,4	0,0
17 Autre intérêts payés (sur les retards de remboursements et escomptes de la TPS)	14,6	14,6	0,0
18 Total des conversions de la base nette à la base brute	16 143,9	16 143,9	0,0
Autres ajustements			
19 Remboursement des dépenses des années antérieures	(233,8)	(233,8)	0,0
20 Autres recouvrements sur une base nette	0,0	0,0	0,0
21 Autres redressements SGF	0,0	0,0	0,0
Recettes/dépenses omises du SGF :			
22 Monnaie canadienne	(139,6)	0,0	(139,6)
23 Gain/perte net de change	(72,2)	0,0	(72,2)
24 Gain/perte sur réévaluation à la fin de l'année	0,0	0,0	0,0
25 Itèmes omis des fonds spéciaux	(129,0)	(299,7)	170,7
26 Total des autres ajustements (lignes 19 à 25)	(574,6)	(533,5)	(41,1)
27 Total de l'administration publique générale fédérale sur la base SGF (lignes 12, 18 et 26)	199 801,0	193 021,6	6 779,4
Composantes additionnelles de l'administration publique			
28 Régimes de retraite non provisionnés fédéraux	15 130,4	15 130,4	0,0
29 Déduction des intérêts payés aux régimes par l'administration générale publique	10 856,3	10 856,3	0,0
30 Total de l'administration publique générale sur la base SGF (lignes 27 et 28 moins 29)	204 075,1	197 295,7	6 779,4

¹ Source : Revue financière.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹

N°	Terre-Neuve-et-Labrador	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	3 919,6	3 972,6	(53,0)
4	Comptes combinés selon les comptes public	3 919,6	3 972,6	(53,0)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Workers' Compensation Commission of Newfoundland and Labrador	166,8	131,7	35,1
6	Newfoundland Municipal Financing Corporation	36,9	37,0	(0,1)
7	Transportation Initiative Fund	8,1	60,8	(52,7)
8	Newfoundland and Labrador Housing Corporation	108,8	108,8	0,0
9	Sinking Fund	78,4	0,3	78,1
10	Autres fonds spéciaux	76,1	105,1	(29,0)
11	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	475,1	443,7	31,4
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
12	Ministères	221,8	36,1	185,7
13	Workers' Compensation Commission of Newfoundland and Labrador	6,6	45,6	(39,0)
14	Newfoundland Municipal Financing Corporation	0,0	0,0	0,0
15	Transportation Initiative Fund	0,0	60,8	(60,8)
16	Newfoundland and Labrador Housing Corporation	8,5	0,0	8,5
17	Sinking Fund	0,0	0,0	0,0
18	Autres fonds spéciaux	32,1	2,8	29,3
19	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	269,0	145,3	123,7
20	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 11 moins 19)	4 125,7	4 271,0	(145,3)
Conversion de la base nette à la base brute				
21	Crédits d'impôt remboursables	5,4	5,4	0,0
22	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
23	Autres	7,9	7,9	0,0
24	Total des conversions de la base nette à la base brute	13,3	13,3	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
25	Autres	0,0	0,0	0,0
26	Recouvrements des ministères	5,2	5,2	0,0
27	Autres déductions	14,6	12,5	2,1
28	Autres postes	(33,1)	144,6	(177,7)
29	Total des autres ajustements (lignes - 28 moins 25 à 27)	(52,9)	126,9	(179,8)
30	Total sur la base SGF (lignes 20 24 et 29)	4 086,1	4 411,2	(325,1)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N°	Île-du-Prince-Édouard	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	978,3	995,4	(17,1)
4	Comptes combinés selon les comptes publics	978,3	995,4	(17,1)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Tourism P.E.I.	18,6	19,1	(0,5)
6	Workers' Compensation Board of Prince Edward Island	28,1	28,7	(0,6)
7	Prince Edward Island Lotteries Commission	15,2	15,2	0,0
8	P.E.I. Business Development	34,1	52,0	(17,9)
9	P.E.I. Agricultural Insurance Corp	21,2	25,8	(4,6)
10	P.E.I. Special Projects Fund	0,6	7,9	(7,3)
11	Autres fonds spéciaux	56,0	52,4	3,6
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	173,8	201,1	(27,3)
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	53,3	53,4	(0,1)
14	Tourism P.E.I.	11,7	0,3	11,4
15	Workers' Compensation Board of Prince Edward Island	3,0	0,0	3,0
16	Prince Edward Island Lotteries Commission	0,0	14,2	(14,2)
17	P.E.I. Business Development	28,7	3,4	25,3
18	P.E.I. Agricultural Insurance Corp	4,9	0,0	4,9
19	P.E.I. Special Projects Fund	0,0	7,9	(7,9)
20	Autres fonds spéciaux	11,7	9,0	2,7
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	113,3	88,2	25,1
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	1 038,8	1 108,3	(69,5)
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
25	Autres	1,0	1,0	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	1,0	1,0	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
27	Autres	0,0	0,0	0,0
28	Recouvrements des ministères	4,1	1,1	3,0
29	Autres déductions	0,0	12,4	(12,4)
30	Autres postes	(1,6)	(0,2)	(1,4)
31	Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	(5,7)	(13,7)	8,0
32	Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31)	1 034,1	1 095,6	(61,5)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N°	Nouvelle-Écosse	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	5 642,3	6 123,8	(481,5)
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	0,0	0,0	0,0
4	Comptes combinés selon les comptes publics	5 642,3	6 123,8	(481,5)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers "SGF"				
5	Insured Prescription Drug Plan Trust Fund	113,3	113,3	0,0
6	Workers' Compensation Board	239,7	244,1	(4,4)
7	Nova Scotia Municipal Finance Corporation	34,1	34,1	0,0
8	Nova Scotia Housing Development Corporation	126,1	127,6	(1,5)
9	Province of N.S. Sinking Fund	192,3	192,3	0,0
10	Regional Housing Authorities	0,0	0,0	0,0
11	Autres fonds spéciaux	185,4	177,9	7,5
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	890,9	889,3	1,6
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	59,4	153,1	(93,7)
14	Insured Prescription Drug Plan Trust Fund	81,0	0,0	81,0
15	Workers' Compensation Board	32,9	36,6	(3,7)
16	Nova Scotia Municipal Finance Corporation	0,0	0,0	0,0
17	Nova Scotia Housing Development Corporation	15,7	25,1	(9,4)
18	Province of N.S. Sinking Fund	0,0	192,3	(192,3)
19	Regional Housing Authorities	0,0	0,0	0,0
20	Autres fonds spéciaux	222,0	38,5	183,5
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	411,0	445,6	(34,6)
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	6 122,2	6 567,5	(445,3)
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	24,1	24,1	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
25	Autres	26,3	26,3	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	50,4	50,4	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
27	Autres	0,0	0,0	0,0
28	Recouvrements des ministères	0,0	0,0	0,0
29	Autres déductions	(4,9)	339,1	(344,0)
30	Autres postes	21,8	(324,3)	346,1
31	Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	26,7	(663,4)	690,1
32	Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31)	6 199,3	5 954,5	244,8

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N ^o	Nouveau-Brunswick	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	5 101,8	5 298,7	(196,9)
4	Comptes combinés selon les comptes publics	5 101,8	5 298,7	(196,9)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	General Sinking Fund	401,8	143,1	258,7
6	Workplace Health, Safety and Compensation Commission of New Brunswick	160,7	126,6	34,1
7	Lotteries Commission of New Brunswick	89,8	89,8	0,0
8	Service New Brunswick	48,5	47,2	1,3
9	New Brunswick Municipal Finance Corporation	23,6	23,5	0,1
10	New Brunswick Highway Corporation	29,5	135,8	(106,3)
11	Autres fonds spéciaux	135,8	30,6	105,2
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	889,7	596,6	293,1
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	164,8	257,1	(92,3)
14	General Sinking Fund	149,4	0,0	149,4
15	Workplace Health, Safety and Compensation Commission of New Brunswick	33,7	(19,4)	53,1
16	Lotteries Commission of New Brunswick	0,0	89,8	(89,8)
17	Service New Brunswick	27,0	0,0	27,0
18	New Brunswick Municipal Finance Corporation	0,0	0,0	0,0
19	New Brunswick Highway Corporation	29,5	0,0	29,5
20	Autres fonds spéciaux	113,6	101,3	12,3
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	518,0	428,8	89,2
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	5 473,5	5 466,4	7,0
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	2,7	2,7	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	258,9	258,9	0,0
25	Autres	1,0	1,0	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	262,6	262,6	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
27	Autres	20,0	0,0	20,0
28	Recouvrements des ministères	13,2	13,2	0,0
29	Autres déductions	93,6	199,9	(106,3)
30	Autres postes	(63,7)	(50,2)	(13,5)
31	Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	(190,5)	(263,3)	72,8
32	Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31)	5 545,6	5 465,8	79,8

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N ^o	Québec	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	47 901,5	49 151,6	(1 250,1)
4	Comptes combinés selon les comptes publics	47 901,5	49 151,6	(1 250,1)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Commission de la santé et de la sécurité du travail	2 148,2	2 319,3	(171,1)
6	Fonds de développement du marché du travail	1 009,3	1 030,6	(21,3)
7	Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	308,5	1 118,0	(809,5)
8	Financière agricole du Québec	944,8	867,3	77,5
9	Régie de l'assurance-maladie du Québec	5 007,6	5 017,6	(10,0)
10	Société d'habitation du Québec	537,6	548,9	(11,3)
11	Société de l'assurance automobile du Québec	1 467,2	1 554,8	(87,6)
12	Société immobilière du Québec	568,1	779,4	(211,3)
13	Autres fonds spéciaux	6 021,0	6 466,2	(445,2)
14	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	18 012,3	19 702,1	(1 689,8)
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
15	Ministères	795,7	9 096,0	(8 300,3)
16	Commission de la santé et de la sécurité du travail	84,2	129,2	(45,0)
17	Fonds de développement du marché du travail	1 006,4	81,4	925,0
18	Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	303,8	98,7	205,1
19	Financière agricole du Québec	773,4	332,0	441,4
20	Régie de l'assurance-maladie du Québec	4 979,4	9,9	4 969,5
21	Société d'habitation du Québec	305,0	0,0	305,0
22	Société de l'assurance automobile du Québec	46,2	124,0	(77,8)
23	Société immobilière du Québec	512,6	155,7	356,9
24	Autres fonds spéciaux	2 887,5	1 774,4	1 113,1
25	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	11 658,2	11 801,3	(143,1)
26	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 14 moins 25)	54 255,6	57 052,4	(2 796,8)
Conversion de la base nette à la base brute				
27	Crédits d'impôt remboursables	1 970,0	1 970,0	0,0
28	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
29	Allocations aux jeunes	606,3	606,3	0,0
30	Autres recouvrements	712,4	712,4	0,0
31	Total des conversions de la base nette à la base brute	3 288,7	3 288,7	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
32	Hydro-Québec	487,0	0,0	487,0
33	Autres	(52,5)	0,0	(52,5)
34	Recouvrements des ministères	156,0	156,0	0,0
35	Créances douteuses	156,4	156,4	0,0
36	Autres déductions	(62,1)	849,3	(911,4)
37	Autres postes	(747,7)	178,7	(926,4)
38	Total des autres ajustements (lignes 37 moins 32 à 36)	(1 432,5)	(983,0)	(449,5)
39	Total sur la base SGF (lignes 26 31 et 38)	56 111,8	59 358,1	(3 246,3)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N ^o	Ontario	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	63 235,1	61 816,3	1 481,8
2	Compte capital	0,0	1 728,9	(1 728,9)
3	Comptes combinés	0,0	0,0	0,0
4	Comptes combinés selon les comptes publics	63 235,1	63 545,2	(310,1)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Workplace Safety & Insurance Board	3 493,4	3 209,4	284,0
6	Ontario Legal Aid	288,3	296,6	(8,3)
7	Independent Electricity Market Operator	373,6	430,3	(56,7)
8	Agricorp	226,9	343,8	(116,9)
9	Autres fonds spéciaux	1 612,2	1 623,1	(10,9)
10	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	5 994,4	5 903,2	91,2
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
11	Ministères	246,7	1 074,6	(827,9)
12	Workplace Safety & Insurance Board	265,8	324,7	(58,9)
13	Ontario Legal Aid	202,4	0,0	202,4
14	Independent Electricity Market Operator	0,0	26,0	(26,0)
15	Agricorp	45,0	0,0	45,0
16	Autres fonds spéciaux	861,3	105,5	755,8
17	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	1 621,2	1 530,8	90,4
18	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17)	67 608,3	67 917,6	(309,3)
Conversion de la base nette à la base brute				
19	Crédits d'impôt remboursables	1 111,8	1 111,8	0,0
20	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
21	Autres intérêts	128,8	128,8	0,0
22	Total des conversions de la base nette à la base brute	1 240,6	1 240,6	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
23	Autres	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements des ministères	448,4	448,4	0,0
25	Autres déductions	15,1	(138,8)	153,9
26	Autres postes	202,6	(197,3)	399,9
27	Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25)	(260,9)	(506,9)	246,0
28	Total sur la base SGF (lignes 18 22 et 27)	68 588,0	68 651,3	(63,3)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N°	Manitoba	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	6 746,8	6 737,6	9,2
4	Comptes combinés selon les comptes publics	6 746,8	6 737,6	9,2
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	The Manitoba Health Services Insurance Plan	2 552,5	2 552,5	0,0
6	The Public School Finance Board	804,1	803,8	0,3
7	The Council on Post-Secondary Education	359,5	359,5	0,0
8	The Workers' Compensation Board of Manitoba	198,9	194,8	4,1
9	Manitoba Housing and Renewal Corporation	173,6	173,6	0,0
10	Autres fonds spéciaux	407,6	516,2	(108,6)
11	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	4 496,2	4 600,4	(104,2)
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
12	Ministères	67,7	3 662,0	(3 594,3)
13	The Manitoba Health Services Insurance Plan	2 552,4	0,0	2 552,4
14	The Public School Finance Board	597,9	4,8	593,1
15	The Council on Post-Secondary Education	359,5	0,0	359,5
16	The Workers' Compensation Board of Manitoba	0,0	6,4	(6,4)
17	Manitoba Housing and Renewal Corporation	34,6	2,4	32,2
18	Autres fonds spéciaux	260,5	254,2	6,3
19	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	3 872,6	3 929,8	(57,2)
20	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 11 moins 19)	7 370,4	7 408,2	(37,8)
Conversion de la base nette à la base brute				
21	Commissions fiscales	8,4	8,4	0,0
22	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État et d'autres organismes ²	1 248,3	1 248,3	0,0
23	Provincial-municipal tax sharing act	79,4	79,4	0,0
24	Crédits d'impôt remboursables	0,0	0,0	0,0
25	Total des conversions de la base nette à la base brute	1 336,1	1 336,1	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
26	Autres	0,0	0,0	0,0
27	Recouvrements des ministères	33,7	33,7	0,0
28	Autres déductions	0,0	35,4	(35,4)
29	Autres postes	3,1	(37,5)	40,6
30	Total des autres ajustements (lignes 29 moins 26 à 28)	(30,6)	(106,6)	76,0
31	Total sur la base SGF (lignes 20 25 et 30)	8 675,9	8 637,7	38,2

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

² Inclus recouvrements d'intérêts payés par les fonds spéciaux.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N ^o	Saskatchewan	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	6 339,1	6 618,0	(278,9)
4	Comptes combinés selon les comptes publics	6 339,1	6 618,0	(278,9)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Saskatchewan Student Aid Fund	34,6	43,4	(8,8)
6	Saskatchewan Housing Corporation	160,9	173,6	(12,7)
7	Saskatchewan Property Management Corporation	226,5	246,4	(19,9)
8	Workers' Compensation Board	225,7	276,9	(51,2)
9	Crop Insurance Corporation of Saskatchewan	232,9	362,2	(129,3)
10	Crown Investments Corporation	141,1	231,1	(90,0)
11	Autres fonds spéciaux	836,9	843,2	(6,3)
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	1 858,6	2 176,8	(318,2)
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	567,8	676,4	(108,6)
14	Saskatchewan Student Aid Fund	31,8	0,5	31,3
15	Saskatchewan Housing Corporation	28,6	30,9	(2,3)
16	Saskatchewan Property Management Corporation	131,3	0,0	131,3
17	Workers' Compensation Board	7,0	0,0	7,0
18	Crop Insurance Corporation of Saskatchewan	90,0	0,0	90,0
19	Crown Investments Corporation	0,0	216,2	(216,2)
20	Autres fonds spéciaux	384,1	34,3	349,8
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	1 240,6	958,3	282,3
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	6 957,1	7 836,5	(879,4)
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	2,0	2,0	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	262,6	262,6	0,0
25	Autres	0,0	0,0	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	264,6	264,6	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
27	Autres	0,0	0,0	0,0
28	Recouvrements des ministères	8,4	8,4	0,0
29	Autres déductions	49,9	311,3	(261,4)
30	Autres postes	(49,3)	(134,4)	85,1
31	Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	(107,6)	(454,1)	346,5
32	Total sur la base SGF (lignes 22 26 et 31)	7 114,1	7 647,0	(532,9)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N°	Alberta	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	20 001,3	19 690,2	311,1
4	Comptes combinés selon les comptes publics	20 001,3	19 690,2	311,1
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Alberta Heritage and Savings Trust Fund	207,2	207,2	0,0
6	Workers' Compensation Board	841,3	747,1	94,2
7	Alberta Municipal Financing Corporation	350,3	367,5	(17,2)
8	Lottery Fund	1 114,6	1 114,6	0,0
9	Alberta School Foundation	1 094,9	1 084,2	10,7
10	Agriculture Financial Services Corporation	387,1	442,9	(55,8)
11	Autres fonds spéciaux	1 612,8	1 604,4	8,4
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	5 608,2	5 567,9	40,3
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	1 487,9	1 114,9	373,0
14	Alberta Heritage and Savings Trust Fund	17,6	205,8	(188,2)
15	Workers' Compensation Board	0,0	6,0	(6,0)
16	Alberta Municipal Financing Corporation	0,0	0,0	0,0
17	Lottery Fund	0,0	1 102,0	(1 102,0)
18	Alberta School Foundation	0,0	0,0	0,0
19	Agriculture Financial Services Corporation	138,4	4,7	133,7
20	Autres fonds spéciaux	1 355,5	547,9	807,6
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	2 999,4	2 981,3	18,1
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	22 610,1	22 276,8	333,3
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	0,5	0,5	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
25	Autres	40,4	40,4	0,0
26	Total des conversions de la base nette à la base brute	40,9	40,9	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
27	Autres	0,0	0,0	0,0
28	Recouvrements des ministères	180,7	180,7	0,0
29	Autres déductions	18,7	446,5	(427,8)
30	Autres postes	617,8	1 815,3	(1 197,5)
31	Total des autres ajustements (lignes 30 moins 27 à 29)	418,4	1 188,1	(769,7)
32	Total sur la base SGF (lignes 22 à 26 et 31)	23 069,4	23 505,8	(436,4)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N ^o	Colombie-Britannique	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	23 669,1	25,620,2	(1 951,1)
4	Comptes combinés selon les comptes publics	23 669,1	25,620,2	(1 951,1)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Workers' Compensation Board of B.C.	1 506,1	1 282,7	223,4
6	B.C. Buildings Corporation	484,3	564,9	(80,6)
7	B.C. Transportation Financing Authority	465,8	809,8	(344,0)
8	B.C. Housing Management Corporation	259,8	259,5	0,3
9	Forest Renewal B.C.	162,4	342,1	(179,7)
10	Health Facilities Association of British Columbia	101,5	95,8	5,7
11	Autres fonds spéciaux	709,3	847,8	(138,5)
12	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	3 689,2	4 202,6	(513,4)
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
13	Ministères	205,1	504,5	(299,4)
14	Workers' Compensation Board of B.C.	0,0	8,5	(8,5)
15	B.C. Buildings Corporation	342,6	405,7	(63,1)
16	B.C. Transportation Financing Authority	277,1	359,5	(82,4)
17	B.C. Housing Management Corporation	138,8	0,0	138,8
18	Forest Renewal B.C.	144,4	0,0	144,4
19	Health Facilities Association of British Columbia	96,5	0,0	96,5
20	Autres fonds spéciaux	430,6	79,1	351,5
21	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	1 635,1	1 357,3	277,8
22	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 12 moins 21)	25 723,2	28 465,5	(2 742,3)
Conversion de la base nette à la base brute				
23	Crédits d'impôt remboursables	219,5	219,5	0,0
24	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	994,3	994,3	0,0
25	Commissions	24,0	24,0	0,0
26	Recouvrements du fédéral	205,2	205,2	0,0
27	Autres recouvrements	199,5	199,5	0,0
28	Total des conversions de la base nette à la base brute	1 642,5	1 642,5	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
29	Autres	0,0	0,0	0,0
30	Recouvrements des ministères	82,1	82,1	0,0
31	Autres déductions	(134,4)	310,4	(444,8)
32	Autres postes	(395,4)	(306,8)	(88,6)
33	Total des autres ajustements (lignes 32 less 29 à 31)	(343,1)	(699,3)	356,2
34	Total sur la base SGF (lignes 22 28 et 33)	27 022,6	29 408,7	(2 386,1)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N°	Yukon	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	503,8	524,7	(20,9)
4	Comptes combinés selon les comptes publics	503,8	524,7	(20,9)
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Yukon Lottery Commission	1,8	1,9	(0,1)
6	Yukon Development Corporation	7,2	2,8	4,4
7	Compensation Fund (Yukon)	16,6	15,1	1,5
8	Yukon Housing Corporation	12,9	12,9	0,0
9	Autres fonds spéciaux	0,7	0,5	0,2
10	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	39,2	33,2	6,0
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
11	Ministères	0,5	5,6	(5,1)
12	Yukon Lottery Commission	0,0	0,0	0,0
13	Yukon Development Corporation	0,1	0,0	0,1
14	Compensation Fund (Yukon)	2,5	0,0	2,5
15	Yukon Housing Corporation	2,4	0,0	2,4
16	Autres fonds spéciaux	0,7	0,0	0,7
17	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	6,2	5,6	0,6
18	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17)	536,8	552,3	(15,5)
Conversion de la base nette à la base brute				
19	Crédits d'impôt remboursables	1,2	1,2	0,0
20	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
21	Autres	0,0	0,0	0,0
22	Total des conversions de la base nette à la base brute	1,2	1,2	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
23	Autres	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements des ministères	2,4	2,4	0,0
25	Autres déductions	0,2	(2,5)	2,7
26	Autres postes	5,1	3,8	1,3
27	Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25)	2,5	3,9	(1,4)
28	Total sur la base SGF (lignes 18 22 et 27)	540,5	557,4	(16,9)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Suite

N ^o	Territoires du Nord-Ouest	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	1 004,5	884,1	120,4
4	Comptes combinés selon les comptes publics	1 004,5	884,1	120,4
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Northwest Territories Housing Corporation	74,0	88,9	(14,9)
6	Petroleum Products Revolving Fund	16,7	13,2	3,5
7	Workers' Compensation Board	39,4	73,3	(33,9)
8	Northwest Development Corporation	6,0	5,7	0,3
9	Autres fonds spéciaux	6,2	10,0	(3,8)
10	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	142,3	191,1	(48,8)
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
11	Ministères	4,7	50,4	(45,7)
12	Northwest Territories Housing Corporation	35,0	0,0	35,0
13	Petroleum Products Revolving Fund	0,0	0,0	0,0
14	Workers' Compensation Board	0,6	0,0	0,6
15	Northwest Development Corporation	2,0	0,0	2,0
16	Autres fonds spéciaux	1,1	1,2	(0,1)
17	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	43,4	51,6	(8,2)
18	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17)	1 103,4	1 023,6	79,8
Conversion de la base nette à la base brute				
19	Crédits d'impôt remboursables	9,1	9,1	0,0
20	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
21	Autres	0,0	0,0	0,0
22	Total des conversions de la base nette à la base brute	9,1	9,1	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
23	Autres	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements des ministères	18,0	18,0	0,0
25	Autres déductions	1,7	42,4	(40,7)
26	Autres postes	(13,4)	34,1	(47,5)
27	Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25)	(33,1)	(26,3)	(6,8)
28	Total sur la base SGF (lignes 18 22 et 27)	1 079,4	1 006,4	73,0

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement II

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques générales provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2001-2002¹ - Fin

N°	Nunavut	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
millions de dollars				
Totaux sur la base des comptes publics				
Selon les comptes publics de 2001-2002				
1	Compte courant	0,0	0,0	0,0
2	Compte capital	0,0	0,0	0,0
3	Comptes combinés	833,2	831,2	2,0
4	Comptes combinés selon les comptes publics	833,2	831,2	2,0
Addition des recettes et dépenses des fonds spéciaux¹ compris dans l'univers « SGF »				
5	Nunavut Development Corporation	9,0	9,1	(0,1)
6	Nunavut Business Credit Corporation	1,0	1,0	0,0
7	Nunavut Housing Corporation	108,7	127,7	(19,0)
8	Petroleum Products Revolving Fund	0,0	0,0	0,0
9	Autres fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0
10	Total des recettes et dépenses des fonds spéciaux	118,7	137,8	(19,1)
Déductions des transactions entre les ministères et les fonds spéciaux¹				
11	Ministères	0,0	70,2	(70,2)
12	Nunavut Development Corporation	3,5	0,0	3,5
13	Nunavut Business Credit Corporation	0,4	0,0	0,4
14	Nunavut Housing Corporation	42,6	0,0	42,6
15	Petroleum Products Revolving Fund	0,0	0,0	0,0
16	Autres fonds spéciaux	0,0	0,0	0,0
17	Total des transferts entre les ministères et les fonds spéciaux	46,5	70,2	(23,7)
18	Total des recettes et dépenses avant la convention des données brutes et les autres ajustements (lignes 4 et 10 moins 17)	905,4	898,8	6,6
Conversion de la base nette à la base brute				
19	Crédits d'impôt remboursables	3,0	3,0	0,0
20	Recouvrements d'intérêts payés par les sociétés d'État	0,0	0,0	0,0
21	Autres	0,0	0,0	0,0
22	Total des conversions de la base nette à la base brute	3,0	3,0	0,0
Autres ajustements				
Déduction des:				
Revenus des Sociétés d'État				
23	Autres	0,0	0,0	0,0
24	Recouvrements des ministères	2,8	2,8	0,0
25	Autres déductions	55,0	24,8	30,2
26	Autres postes	(7,9)	(20,5)	12,6
27	Total des autres ajustements (lignes 26 moins 23 à 25)	(65,7)	(48,1)	(17,6)
28	Total sur la base SGF (lignes 18 22 et 27)	842,7	853,7	(11,0)

¹ Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P

Terre-Neuve-et-Labrador	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
		millions de dollars	
Totaux selon les documents budgétaires¹	4 105	4 255	(150)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	312	287	25
Conversion de la base nette à la base brute	8	8	0
Autres ajustements	(30)	144	(174)
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	(5)	(5)	0
Charges provisionnelles	0	0	0
Amortissement	0	0	0
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	0	149	(149)
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	4 395	4 694	(299)
Composantes de l'administration publique additionnelles	366	437	(71)
Institutions de santé et de services sociaux	1 349	1 413	(64)
Universités et collèges	448	455	(7)
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(1 431)	(1 431)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	4 761	5 131	(370)

¹ Source : À la disposition du public : Budget de Terre-Neuve-et-Labrador 2004-2005, Pièce III - Recettes, Pièce IV - Dépenses.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Île-du-Prince-Édouard	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires¹	1 002	1 106	(104)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	54	54	0
Conversion de la base nette à la base brute	1	1	0
Autres ajustements	1	(8)	9
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	(3)	(3)	0
Charges provisionnelles	0	(5)	5
Amortissement	0	0	0
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	4	0	4
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	1 058	1 152	(94)
Composantes de l'administration publique additionnelles	71	71	0
Institutions de santé et de services sociaux	358	360	(2)
Universités et collèges	88	86	2
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(375)	(375)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	1 129	1 223	(94)

¹ Source : À la disposition du public : Budget 2004 de l'Île-du-Prince-Édouard, Annexe 1.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Nouvelle-Écosse	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
		millions de dollars	
Totaux selon les documents budgétaires¹	5 871	5 857	14
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	427	351	76
Conversion de la base nette à la base brute	415	415	0
Autres ajustements	65	(99)	164
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	0	0	0
Charges provisionnelles	0	(37)	37
Amortissement	0	(103)	103
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	65	43	22
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	6 778	6 524	254
Composantes de l'administration publique additionnelles	753	826	(73)
Institutions de santé et de services sociaux	1 773	1 816	(43)
Universités et collèges	789	819	(30)
Régimes de retraite non provisionnés	6	6	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(1 815)	(1 815)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	7 531	7 350	181

¹ Source : À la disposition du public : Estimations de la Nouvelle-Écosse pour 2004-2005 Budget, Schedule 1.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Nouveau-Brunswick	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires¹	5 722	5 743	(21)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	(32)	85	(117)
Conversion de la base nette à la base brute	250	250	0
Autres ajustements	(106)	(147)	41
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	(25)	0	(25)
Recouvrements de dépenses	(22)	(22)	0
Charges provisionnelles	0	0	0
Amortissement	0	0	0
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	(59)	(125)	66
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	5 834	5 931	(97)
Composantes de l'administration publique additionnelles	402	415	(13)
Institutions de santé et de services sociaux	1 265	1 290	(25)
Universités et collèges	409	397	12
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(1 272)	(1 272)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	6 236	6 346	(110)

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Nouveau-Brunswick pour 2004-2005, p.14.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Québec	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires¹	52 201	52 468	(267)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	8 492	7 789	703
Conversion de la base nette à la base brute	2 365	2 365	0
Autres ajustements	(2 250)	513	(2 763)
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	(750)	0	(750)
Recouvrements de dépenses	(150)	(150)	0
Charges provisionnelles	(400)	(400)	0
Amortissement	0	(700)	700
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	(950)	1 763	(2 713)
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	60 808	63 135	(2 327)
Composantes de l'administration publique additionnelles	5 894	6 294	(400)
Institutions de santé et de services sociaux	14 731	15 125	(394)
Universités et collèges	5 984	5 990	(6)
Régimes de retraite non provisionnés	5 373	5 373	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(20 194)	(20 194)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	66 702	69 429	(2 727)

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Québec pour 2004-2005, Tableaux 2.18, p. 2-33.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Ontario	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires¹	68 250	74 472	(6 222)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	1 778	971	807
Conversion de la base nette à la base brute	1 055	1 055	0
Autres ajustements	1 349	1 309	40
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	(400)	(400)	0
Charges provisionnelles	0	0	0
Amortissement	0	(800)	800
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	1 749	2 509	(760)
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	72 432	77 807	(5 375)
Composantes de l'administration publique additionnelles	8 722	10 291	(1 569)
Institutions de santé et de services sociaux	19 767	21 189	(1 422)
Universités et collèges	8 439	8 586	(147)
Régimes de retraite non provisionnés	45	45	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(19 529)	(19 529)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	81 154	88 098	(6 944)

¹ Source : À la disposition du public : Budget de l'Ontario 2004-2005, Papier A, P. 72.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Manitoba	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
		millions de dollars	
Totaux selon les documents budgétaires¹	7 509	7 504	5
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	388	616	(228)
Conversion de la base nette à la base brute	1 230	1 230	0
Autres ajustements	6	(42)	48
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	(40)	(40)	0
Charges provisionnelles	0	0	0
Amortissement	0	(98)	98
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	46	96	(50)
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	9 133	9 308	(175)
Composantes de l'administration publique additionnelles	548	650	(102)
Institutions de santé et de services sociaux	2 314	2 422	(108)
Universités et collèges	693	687	6
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(2 459)	(2 459)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	9 681	9 958	(277)

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Manitoba pour 2004, p. B4.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Saskatchewan	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
		millions de dollars	
Totaux selon les documents budgétaires¹	6 750	6 688	62
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	707	1 401	(694)
Conversion de la base nette à la base brute	302	302	0
Autres ajustements	27	(364)	391
Mise à jour depuis budget	62	0	62
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	(8)	(8)	0
Charges provisionnelles	0	(18)	18
Amortissement	0	(97)	97
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	(27)	(241)	214
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	7 786	8 027	(241)
Composantes de l'administration publique additionnelles	747	845	(98)
Institutions de santé et de services sociaux	2 084	2 196	(112)
Universités et collèges	913	899	14
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(2 250)	(2 250)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	8 533	8 872	(339)

¹ Source : À la disposition du public : Estimations de la Saskatchewan pour 2004-2005, p. 12.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Alberta	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
		millions de dollars	
Totaux selon les documents budgétaires¹	25 338	22 011	3 327
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	943	1 005	(62)
Alberta Power Pool - Rabais aux consommateurs pour les coûts de l'électricité	0	0	0
Autres fonds spéciaux	943	1 005	(62)
Conversion de la base nette à la base brute	50	50	0
Autres ajustements	(11)	(125)	114
Profits commerciaux non remis des Alberta Treasury Branches	(141)	0	(141)
Tous les autres ajustements :	130	(125)	255
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	(120)	(120)	0
Charges provisionnelles	0	(200)	200
Amortissement	0	(426)	426
Autres ajustements	250	621	(371)
Totaux sur la base SGF - Administration publique générale provinciale et territoriale	26 320	22 941	3 379
	2 082	2 512	(430)
Composantes de l'administration publique additionnelles	6 204	6 583	(379)
Institutions de santé et de services sociaux	2 424	2 475	(51)
Universités et collèges	0	0	0
Régimes de retraite non provisionnés	(6 546)	(6 546)	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale			
	28 402	25 453	2 949
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale			

¹ Source : À la disposition du public : Budget de l'Alberta pour 2004, Plan budgétaire, p. 8.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Colombie-Britannique	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
		millions de dollars	
Totaux selon les documents budgétaires¹	29 488	31 032	(1 544)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	(1 705)	(1 254)	(451)
Conversion de la base nette à la base brute	725	725	0
Autres ajustements	(332)	393	(725)
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	(85)	(85)	0
Charges provisionnelles	(300)	0	(300)
Amortissement	0	(1 149)	1 149
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	53	1 627	(1 574)
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	28 176	30 896	(2 720)
Composantes de l'administration publique additionnelles	2 823	2 603	220
Institutions de santé et de services sociaux	8 150	7 951	199
Universités et collèges	3 273	3 252	21
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(8 600)	(8 600)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	30 999	33 499	(2 500)

¹ Source : À la disposition du public : Budget et plan budgétaire de la Colombie-Britannique pour 2004-2005 à 2006-2007, p. 144-145.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Yukon	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
	millions de dollars		
Totaux selon les documents budgétaires¹	644	662	(18)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	29	31	(1)
Conversion de la base nette à la base brute	2	2	0
Autres ajustements	(16)	(16)	0
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	(6)	(6)	0
Charges provisionnelles	0	(3)	3
Amortissement	0	0	0
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	(10)	(7)	(3)
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	659	678	(19)
Composantes de l'administration publique additionnelles	8	7	1
Institutions de santé et de services sociaux	29	28	1
Universités et collèges	x	x	x
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	x	x	x
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	667	685	(18)

¹ Source : À la disposition du public : Budget du Yukon pour 2004-2005, Information financières, p. (iv & v).

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Suite

Territoires du Nord-Ouest	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
		millions de dollars	
Totaux selon les documents budgétaires¹	857	943	(86)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	80	142	(62)
Conversion de la base nette à la base brute	12	12	0
Autres ajustements	(7)	23	(30)
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	(25)	(25)	0
Charges provisionnelles	0	(16)	16
Amortissement	0	(45)	45
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	19	109	(91)
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	942	1 120	(178)
Composantes de l'administration publique additionnelles	27	71	(44)
Institutions de santé et de services sociaux	187	230	(43)
Universités et collèges	34	35	(1)
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(194)	(194)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	969	1 191	(222)

¹ Source : À la disposition du public : Principales estimations des Territoires du Nord-Ouest pour 2004-2005, p. B15.

État de rapprochement III

Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les comptes publics avec le SGF pour l'exercice financier 2003-2004^P - Fin

Nunavut	Recettes	Dépenses	Recettes moins dépenses
		millions de dollars	
Totaux selon les documents budgétaires¹	854	910	(56)
Addition nette de fonds spéciaux non-inclus dans les documents budgétaires	169	178	(10)
Conversion de la base nette à la base brute	5	5	0
Autres ajustements	(5)	(23)	18
Mise à jour depuis budget	0	0	0
Revenus des Sociétés d'État	0	0	0
Recouvrements de dépenses	(5)	(5)	0
Charges provisionnelles	0	2	(2)
Amortissement	0	(20)	20
Gains/pertes sur la vente de titres financiers	0	0	0
Autres ajustements	0	0	0
Totaux sur la base SGF - administration publique générale provinciale et territoriale	1 022	1 070	(48)
Composantes de l'administration publique additionnelles	2	2	0
Institutions de santé et de services sociaux	0	0	0
Universités et collèges	24	24	0
Régimes de retraite non provisionnés	0	0	0
Transactions entre les composantes de l'administration provinciale et territoriale	(22)	(22)	0
Totaux sur la base SGF - Administration publique provinciale et territoriale	1 024	1 072	(48)

¹ Source : À la disposition du public : Principales estimations du Nunavut 2004, p. 16.

État de rapprochement IV

Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le SGF et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE) – Exercice financier 2000-2001

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	
milliers de dollars								
Dépenses des universités et des collèges - selon le SGF²	365 049	90 133	751 018	334 836	5 348 881	7 657 332	668 930	
Ajouter :								
Établissements intégrés dans les comptes publics ou les états financiers ³	0	0	31 189	98 426	126 912	31 943	0	
Capital sur les remboursements de la dette	0	0	0	0	0	0	0	
Déduire :								
Rajustement pour la déclaration des dépenses nettes	16 612	0	1 428	0	52 695	73 593	(94)	
Dépenses des universités et des collèges - selon le CSE⁴	348 437	90 133	780 779	433 262	5 423 098	7 615 682	669 024	
Ajouter :								
Aide fédérale et provinciale aux étudiants ³	38 942	10 425	68 204	60 330	643 544	941 482	111 105	
Autres dépenses ministérielles fédérales et provinciales ³	(1 215)	(2 193)	(505)	15 706	156 598	29 938	3 041	
Autres établissements postsecondaires ⁵	7 358	0	11 847	1 000	28 376	13 411	12 844	
Déduire :								
Entreprises auxiliaires	17 243	5 817	74 196	29 890	171 266	595 821	38 801	
Programmes de formation professionnelle, de métier et d'éducation permanente	60 621	9 357	31 670	37 824	64 308	376 739	49 716	
Autres établissements postsecondaires ⁶	0	0	1 573	0	71 908	0	1 636	
Dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire - selon le CSE⁷	315 658	83 191	752 886	442 584	5 944 134	7 627 953	705 861	
	Saskatchewan	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Autres ¹	Canada	
milliers de dollars								
Dépenses des universités et des collèges - selon le SGF²	770 210	2 584 202	2 656 288	x	29 609	21 991	0	21 278 479
Ajouter :								
Établissements intégrés dans les comptes publics ou les états financiers ³	0	0	0	x	0	0	0	288 470
Capital sur les remboursements de la dette	0	0	0	x	0	0	0	0
Déduire :								
Rajustement pour la déclaration des dépenses nettes	167	(972)	946	x	(337)	955	0	144 993
Dépenses des universités et des collèges - selon le CSE⁴	770 043	2 585 174	2 655 342	x	29 946	21 036	0	21 421 956
Ajouter :								
Aide fédérale et provinciale aux étudiants ³	131 213	284 362	337 581	x	12 018	3 586	360	2 643 152
Autres dépenses ministérielles fédérales et provinciales ³	1 263	6 613	211 144	x	3 172	1 282	81 767	506 611
Autres établissements postsecondaires ⁵	4 626	0	7 941	x	0	0	0	87 403
Déduire :								
Entreprises auxiliaires	50 095	190 091	215 885	x	0	1 107	0	1 390 212
Programmes de formation professionnelle, de métier et d'éducation permanente	126 846	371 070	331 991	x	4 445	3 507	0	1 468 094
Autres établissements postsecondaires ⁶	2 692	0	30 960	x	0	0	0	108 769
Dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire - selon le CSE⁷	727 512	2 314 988	2 633 172	12 968	40 691	21 290	82 127	21 705 015

¹ Dépenses ministérielles fédérales et provinciales au titre de l'enseignement dans les pays étrangers et les dépenses non distribués.

² Selon la publication Statistiques sur le secteur public, No 68-213-XIE au catalogue, tableau 2.8.

³ Incorporé à l'administration publique générale.

⁴ Résultats obtenus de l'enquête sur les statistiques financières des collèges communautaires et des écoles de formation professionnelle (STC/ECT-175-60164), de l'enquête sur les statistiques financières des universités et collèges (STC/ECT-175-60242) en collaboration avec l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU) et des estimations du CSE pour les établissements non-membres de l'ACPAU.

⁵ Programmes d'enseignement en sciences infirmières.

⁶ Écoles de formation professionnelle et d'aide infirmières.

⁷ Données stockés dans CANSIM : Tableaux 478-0004 et 478-0007.

Annexe IV – État de rapprochement V – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le SGF, au 31 mars 2003

	Actif	Passif	Avoir ¹
	millions de dollars		
I. Bilan des comptes publics au 31 mars 2003	189 564	700 140	(510 576)
II. Ajustements faits pour passer au SGF	(86 418)	(70 502)	(15 916)
1. Déconsolidation des sociétés d'État	6 990	671	6 319
2. Addition des fonds spéciaux pour refléter l'univers du SGF	11 931	3 853	8 078
3. Additions pour refléter le « traitement brut » du SGF	7 917	7 917	0
Découverts bancaires	4 945	4 945	0
Droits de tirage spéciaux	1 571	1 571	0
Dette détenue par l'administration fédérale	1 401	1 401	0
4. Autres additions	0	4 122	(4 122)
Monnaie en circulation	0	4 122	(4 122)
5. Déductions pour refléter les transactions exclues du SGF	99 276	85 723	13 553
Stocks et immobilisations des fonds spéciaux	2 292	0	2 292
Transactions entre l'administration publique et les fonds spéciaux	532	532	0
Transfert canadien en matières de santé et de services sociaux	0	4 000	(4 000)
Transactions reliées à la comptabilité d'exercice	43 597	79 913	(36 316)
Immobilisations corporelles	52 855	0	52 855
Obligations relatives à des contrats de location-acquisition	0	1 278	(1 278)
III. Le bilan de l'administration publique générale fédérale sur la base du SGF au 31 mars 2003	103 146	629 638	(526 492)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de Terre-Neuve-et-Labrador selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de Terre-Neuve-et-Labrador selon les comptes publics au 31 mars 2002	724 516	9 745 543	(9 021 027)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	1 986 791	2 047 828	(61 037)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	1 473 264	905 155	568 109
Workplace Health Safety and Compensation Commission	429 244	8 264	420 980
Newfoundland and Labrador Housing Corporation	343 238	333 747	9 491
Newfoundland Municipal Finance Corporation	400 806	405 555	(4 749)
Autres	299 976	157 589	142 387
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	965 595	1 254 944	(289 349)
Fonds d'amortissement	962 954	962 954	0
Fonds d'amortissement - Comptes créditeurs	116	116	0
Escompte d'émission des bons du Trésor	2 525	2 525	0
Pertes de change non amorties	0	289 349	(289 349)
3. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	452 068	112 271	339 797
Stocks et immobilisations	305 839	0	305 839
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	107 251	107 251	0
Provision pour la dette garantie	0	5 020	(5 020)
Transferts portant sur la santé et les programmes sociaux	1 706	0	1 706
Fonds de roulement des sociétés de la Couronne	37 272	0	37 272
III. Le bilan de Terre-Neuve-et-Labrador sur la base du SGF au 31 mars 2002	2 711 307	11 793 371	(9 082 064)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de l'Île-du-Prince-Édouard selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de l'Île-du-Prince-Édouard selon les comptes publics au 31 mars 2002	557 980	1 611 010	(1 053 030)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	187 363	216 595	(29 232)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	486 233	397 339	88 894
Workers' Compensation Commission	68 943	4 392	64 551
P.E.I. Housing Corporation	61 352	56 391	4 961
P.E.I. Lending Agency	147 963	147 135	828
Autres	207 975	189 421	18 554
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	71 857	71 857	0
Fonds d'amortissement	0	0	0
Fonds d'amortissement - comptes créditeurs	4	4	0
Encaisse	2 889	2 889	0
Détention de sa propre dette	68 964	68 964	0
3. Autres additions	4 400	8 405	(4 005)
Dépôts relatifs aux TSPS	4 400	0	4 400
Surplus actuariel des régimes de retraite	0	8 405	(8 405)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	375 127	261 006	114 121
Stocks et immobilisations	114 121	0	114 121
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	261 006	261 006	0
III. Le bilan de l'Île-du-Prince-Édouard sur la base du SGF au 31 mars 2002	745 343	1 827 605	(1 082 262)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de la Nouvelle-Écosse selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de la Nouvelle-Écosse selon les comptes publics au 31 mars 2002	5 475 879	14 226 271	(8 750 392)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	1 573 597	4 109 156	(2 535 559)
1. Ajustements de déconsolidation	241 097	721 183	(480 086)
Encaisse et placements à court terme	162 636	0	162 636
Débiteurs et avances	(535 815)	0	(535 815)
Prêts et placements	614 276	0	614 276
Emprunts bancaire et à court terme	0	49 950	(49 950)
Créditeurs et revenus reportés	0	67 879	(67 879)
Intérêts courus	0	11 180	(11 180)
Emprunts	0	490 402	(490 402)
Régimes de pension et autres obligations	0	101 772	(101 772)
2. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	2 428 909	1 380 738	1 048 171
Workers' Compensation Board	772 697	55 567	717 130
N.S. Business Development Corporation	172 471	169 231	3 240
N.S. Municipal Finance Corporation	499 082	494 399	4 683
N.S. Housing Development Corporation	452 600	374 354	78 246
Autres	532 059	287 187	244 872
3. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	3 559 281	3 761 739	(202 458)
Fonds d'amortissement	3 037 583	3 037 583	0
Surplus actuariel des régimes de retraite	0	202 458	(202 458)
Fluctuations du taux de change non amorties	521 698	521 698	0
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	4 173 496	312 138	3 861 358
Stocks et immobilisations	3 367 824	0	3 367 824
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	283 974	283 974	0
Frais reporté - taux de change	521 698	0	521 698
Dettes nettes des sociétés de la Couronne	0	28 164	(28 164)
III. Le bilan de la Nouvelle-Écosse sur la base du SGF au 31 mars 2002	7 049 476	18 335 427	(11 285 951)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Nouveau-Brunswick selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan du Nouveau-Brunswick selon les comptes publics au 31 mars 2002	1 074 300	7 728 400	(6 654 100)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	9 015 572	8 359 691	655 881
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »			
Commission de la santé de la sécurité et de l'indemnisation des accidents du travail	1 098 010	422 721	675 289
Commission de la santé de la sécurité et de l'indemnisation des accidents du travail	704 809	41 141	663 668
Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick	372 282	371 459	823
Autres	20 919	10 121	10 798
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	8 015 394	8 015 394	0
Encaisse et placements à court terme	531 700	531 700	0
Fonds d'amortissement	3 686 154	3 686 154	0
Escomptes non amortis	576 406	576 406	0
Gains de change non matérialisés	32 061	32 061	0
Dette à long terme émise par la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick	3 121 695	3 121 695	0
Intérêts à recevoir de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick	67 378	67 378	0
3. Autres ajustements	136 280	61 924	74 356
Evaluation des investissements	680	0	680
Surplus actuariel des régimes de retraite	0	61 900	(61 900)
Placements dans les sociétés de la Couronne	135 600	0	135 600
Autres	0	24	(24)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	234 112	140 348	93 764
Stocks et immobilisations	39 325	0	39 325
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	33 187	33 187	0
Provision pour pertes sur prêts garantis	0	44 700	(44 700)
Transferts portant sur la santé et les programmes sociaux	2 400	30 400	(28 000)
Pertes non matérialisées sur le taux de change	159 200	0	159 200
Gains non matérialisées sur le taux de change - Fonds d'amortissement	0	32 061	(32 061)
III. Le bilan du Nouveau-Brunswick sur la base du SGF au 31 mars 2002	10 089 872	16 088 091	(5 998 219)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Québec selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan du Québec selon les comptes publics au 31 mars 2002	34 332 000	126 593 000	(92 261 000)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	26 761 222	26 217 060	544 162
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	50 915 110	37 556 108	13 359 002
Société de l'assurance automobile du Québec	7 625 942	1 289 450	6 336 492
Société d'habitation du Québec	2 368 785	2 368 785	0
Société québécoise d'assainissement des eaux	3 283 929	3 283 929	0
Commission de la santé et de la sécurité au travail	8 572 671	839 729	7 732 942
Corporation d'hébergement du Québec	1 605 010	3 677 524	(2 072 514)
Investissement-Québec	1 004 133	956 200	47 933
Autres	26 454 640	25 140 491	1 314 149
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	15 912 075	15 912 075	0
Fonds d'amortissement	4 375 995	4 375 995	0
Fonds d'amortissement pour fins des régimes de retraite	10 242 357	10 242 357	0
Intérêt sur les emprunts du Fonds de financement	152 497	152 497	0
Escomptes non amortis sur emprunts	742 226	742 226	0
Espèces en banque	399 000	399 000	0
3. Autres additions	7 953 683	3 648 761	4 304 922
Ajustements de déconsolidation	662 754	1 602 712	(939 958)
Emprunts des fonds spéciaux consolidés	0	2 046 049	(2 046 049)
Avances au Fonds de financement	7 290 384	0	7 290 384
Autre	545	0	545
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	48 019 646	30 899 884	17 119 762
Stocks et immobilisations	9 038 299	0	9 038 299
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	27 532 257	27 532 257	0
Provision pour emprunts garantis	0	978 000	(978 000)
Congés de maladie et vacances	0	996 000	(996 000)
Provision pour financer les immobilisations des réseaux	962 000	962 000	0
Gains ou pertes de change non matérialisés	0	17 000	(17 000)
Prêts d'Investissement-Québec	712 321	0	712 321
Déconsolidation - SQAÉ	0	414 537	(414 537)
Bénéfices non répartis des entreprises	9 774 769	0	9 774 769
Autres	0	90	(90)
III. Le bilan du Québec sur la base du SGF au 31 mars 2002	61 093 222	152 810 060	(91 716 838)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de l'Ontario selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de l'Ontario selon les comptes publics au 31 mars 2002	21 540 000	133 576 000	(112 036 000)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	24 247 222	15 721 213	8 526 009
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »			
Commission des accidents du travail	19 284 611	6 619 379	12 665 232
Caisse d'épargne de l'Ontario	11 965 000	395 000	11 570 000
Société d'habitation de l'Ontario	2 662 540	2 588 593	73 947
Société ontarienne d'assurance-dépôts	1 429 127	2 362 706	(933 579)
Société ontarienne d'assurance-dépôts	41 803	12 838	28 965
Autres	3 186 141	1 260 242	1 925 899
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	944 000	944 000	0
Découverts bancaires	944 000	944 000	0
3. Ajustements de déconsolidation	21 610 749	12 390 680	9 220 069
Prêts à des entités consolidées	21 263 912	0	21 263 912
Prêts à d'autres entités	346 837	0	346 837
Dettes encourues au nom d'entités consolidées	0	12 968 594	(12 968 594)
Autres ajustements de déconsolidation	0	(577 914)	577 914
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	17 592 138	4 232 846	13 359 292
Stocks et immobilisations	1 628 292	0	1 628 292
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	4 232 846	4 232 846	0
Placements dans les entreprises publiques	11 731 000	0	11 731 000
III. Le bilan de l'Ontario sur la base du SGF au 31 mars 2002	45 787 222	149 297 213	(103 509 991)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Manitoba selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan du Manitoba selon les comptes publics au 31 mars 2002	4 467 000	11 084 000	(6 617 000)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	11 277 283	14 629 124	(3 351 841)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	2 558 587	1 383 784	1 174 803
Commission des accidents du travail	832 301	74 029	758 272
Société du crédit agricole du Manitoba	309 680	328 107	(18 427)
Société d'assurance-récolte du Manitoba	296 868	7 654	289 214
Société d'habitation et de rénovation du Manitoba	631 047	634 442	(3 395)
Autres	488 691	339 552	149 139
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	13 248 757	13 248 757	0
Fonds d'amortissement	6 485 514	6 485 514	0
Encaisse provenant du fonds d'amortissement	634 542	634 542	0
Fonds de remboursement de la dette	100 444	100 444	0
Détenition de sa propre dette	33 949	33 949	0
Coûts non amortis de la dette émise	31 350	31 350	0
Dette encourue pour les entreprises publiques	5 871 000	5 871 000	0
Découverts bancaires	91 958	91 958	0
3. Autres additions	57	3 281 000	(3 280 943)
Fluctuations de taux de change non amorties	0	143 000	(143 000)
Dette envers les régimes de retraite	0	3 138 000	(3 138 000)
Autres	57	0	57
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	4 530 118	3 284 417	1 245 701
Stocks et immobilisations	865 263	0	865 263
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	2 062 560	2 062 560	0
Transferts portant sur la santé et les programmes sociaux	3 586	0	3 586
Provision pour perte future sur la dette garantie	0	14 266	(14 266)
Frais reportés concernant les établissements de santé	392 000	0	392 000
Fonds en fiducie	1 206 709	1 206 709	0
Autres	0	882	(882)
III. Le bilan du Manitoba sur la base du SGF au 31 mars 2002	15 744 283	25 713 124	(9 968 841)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de la Saskatchewan selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de la Saskatchewan selon les comptes publics au 31 mars 2002	5 950 929	12 960 690	(7 009 761)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	2 554 494	5 177 131	(2 622 637)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	5 071 957	2 438 637	2 633 320
Workers' Compensation Commission	874 916	31 448	843 468
Saskatchewan Property Management Corporation	448 998	374 681	74 317
Saskatchewan Crop Insurance	181 650	9 175	172 475
Crown Investment Corporation	1 777 310	1 274 577	502 733
Autres	1 789 083	748 756	1 040 327
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	1 420 654	1 420 654	0
Fonds d'amortissement	918 917	918 917	0
Découverts bancaires	501 737	501 737	0
3. Autres additions	0	3 952 483	(3 952 483)
Obligations envers les régimes de retraite	0	3 952 483	(3 952 483)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	3 938 117	2 634 643	1 303 474
Stocks et immobilisations	1 075 897	0	1 075 897
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	2 634 643	2 634 643	0
Pertes de change non matérialisées	227 577	0	227 577
III. Le bilan de la Saskatchewan sur la base du SGF au 31 mars 2002	8 505 423	18 137 821	(9 632 398)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de l'Alberta selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de l'Alberta selon les comptes publics au 31 mars 2002	26 252 000	21 209 000	5 043 000
II. Ajustements de déconsolidation	(8 890 024)	(3 215 210)	(5 674 814)
III. Etats financiers des départements	17 361 976	17 993 790	(631 814)
IV. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	15 249 939	5 500 257	9 749 682
1. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	29 670	29 670	0
Escomptes non amortis sur emprunts	29 670	29 670	0
2. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	27 876 233	8 393 936	19 482 297
Workers' Compensation Board	4 271 066	282 023	3 989 043
Alberta Municipal Finance Corporation	3 616 540	3 483 802	132 738
Alberta Heritage Savings Trust Fund	12 636 180	379 861	12 256 319
Alberta Social Housing Corporation	888 743	581 407	307 336
Autres	6 463 704	3 666 843	2 796 861
3. Autre additions	0	82 616	(82 616)
Gains ou pertes de change non matérialisés	0	82 616	(82 616)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	12 655 964	3 005 965	9 649 999
Stocks et immobilisations	10 430 414	0	10 430 414
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	2 225 550	2 225 550	0
Contributions de capital reportées non amorties	0	481	(481)
Garanties et indemnités	0	4 171	(4 171)
Financement éventuel des coopératives d'épargne et de crédit	0	78 000	(78 000)
Financement éventuel des commissions scolaires	0	697 763	(697 763)
V. Le bilan de l'Alberta sur la base du SGF au 31 mars 2002	32 611 915	23 494 047	9 117 868

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale de la Colombie-Britannique selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan sommaire de la Colombie-Britannique selon les comptes publics au 31 mars 2002	34 786 000	39 496 000	(4 710 000)
II. Ajustements de déconsolidation	(7 464 000)	(692 000)	(6 772 000)
III. Etats financiers du « Consolidated Revenue Fund »	27 322 000	38 804 000	(11 482 000)
IV. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	45 129 338	50 201 457	(5 072 119)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »	74 996 407	62 444 791	12 551 616
Workers' Compensation Commission	8 529 884	235 433	8 294 451
Indexed Canadian Equity Fund	7 697 625	7 697 625	0
Pension Bond Fund	7 566 234	7 566 234	0
Autres	51 202 664	46 945 499	4 257 165
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	5 139 000	5 139 000	0
Fonds d'amortissement	4 546 000	4 546 000	0
Découverts bancaires	439 000	439 000	0
Intérêts courus à payer	13 000	13 000	0
Détention de sa propre dette	15 000	15 000	0
Escomptes non amortis	126 000	126 000	0
3. Autres additions	1 014 097	733 279	280 818
Ajout des fonds d'amortissements aux prêts consentis aux entreprises	234 620	0	234 620
Désendettement de fait	779 477	731 442	48 035
Autres	0	1 837	(1 837)
4. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	36 020 166	18 115 613	17 904 553
Stocks et immobilisations	8 866 553	0	8 866 553
Opérations entre la province et les fonds spéciaux	18 115 613	18 115 613	0
Avances de capitaux reportées	9 038 000	0	9 038 000
V. Le bilan de la Colombie-Britannique sur la base du SGF au 31 mars 2002	72 451 338	89 005 457	(16 554 119)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Yukon selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan du Yukon selon les comptes publics au 31 mars 2002	180 652	97 663	82 989
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	254 366	65 145	189 221
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »			
Compensation Fund	358 318	101 648	256 670
Yukon Housing Corporation	151 912	14 188	137 724
Autres	82 538	61 043	21 495
	123 868	26 417	97 451
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	4 072	4 072	0
Découverts bancaires	4 072	4 072	0
3. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	108 024	40 575	67 449
Stocks et immobilisations	67 449	0	67 449
Opérations entre le Territoire et les fonds spéciaux	40 575	40 575	0
III. Le bilan du Yukon sur la base du SGF au 31 mars 2002	435 018	162 808	272 210

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale des Territoires du Nord-Ouest selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan des Territoires du Nord-Ouest selon les comptes publics au 31 mars 2002	1 367 268	573 283	793 985
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	(478 568)	32 478	(511 046)
1. Addition de l'actif du passif et de l'avoir des fonds spéciaux ² compris dans « l'univers SGF »			
Workers' Compensation Commission	458 300	155 044	303 256
NWT Housing Corporation	266 646	6 298	260 348
Autres	156 897	117 090	39 807
	34 757	31 656	3 101
2. Additions tenant compte de la « convention des données brutes » du SGF	125 028	125 028	0
Découverts bancaires	32 190	32 190	0
Payable à l'administration fédérale	92 838	92 838	0
3. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF »	1 061 896	247 594	814 302
Stocks et immobilisations	1 025 920	0	1 025 920
Opérations entre le territoire et les fonds spéciaux	30 862	30 862	0
Dépenses de capital reportées	0	214 550	(214 550)
Northwest Territories Liquor Commission	5 114	2 182	2 932
III. Le bilan des Territoires du Nord-Ouest sur la base du SGF au 31 mars 2002	888 700	605 761	282 939

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

État de rapprochement VI – Actifs et passifs

Rapprochement du bilan de l'administration publique générale du Nunavut selon les comptes publics avec le SGF au 31 mars 2002

	Actifs	Passifs	Avoir ¹
	milliers de dollars		
I. Le bilan de Nunavut selon les comptes publics au 31 mars 2002	315 222	377 660	(62 438)
II. Ajustements pour la production de données conformes au SGF	(59 244)	152 335	(211 579)
1. Ajustements de déconsolidation	0	152 335	(152 335)
Comptes créditeurs de Nunavut Arctic College	0	3 670	(3 670)
Comptes créditeurs des conseils scolaires régionaux	0	57	(57)
Dette à long terme de Nunavut Housing Corporation	0	148 608	(148 608)
2. Déductions tenant compte des « opérations exclues du SGF » ²	59 244	0	59 244
Stocks et immobilisations	31 714	0	31 714
Opérations entre le territoire et les fonds spéciaux	0	0	0
Investissement dans le Northwest Territories Power Corporation	27 530	0	27 530
III. Le bilan de Nunavut sur la base du SGF au 31 mars 2002	255 978	529 995	(274 017)

¹ Excédent de l'actif financier sur le passif.

² Cette information a été obtenue des sources publiques.

Annexe V – État de rapprochement VII – Emploi

Emploi dans l'administration publique et les entreprises publiques fédérales, au 31 décembre 2003¹ – Selon l'univers de Statistique Canada, le Conseil du trésor et la Commission de la fonction publique

L'emploi dans l'administration publique et les entreprises publiques fédérales selon Statistique Canada 454 954	L'emploi dans l'administration publique fédérale selon le Conseil du trésor du Canada 171 656	Les étudiants de la Commission de la fonction publique	2 101	L'emploi dans l'administration fédérale selon la Commission de la fonction publique du Canada 176 615
		Employés des autres sociétés et organismes de l'administration publique fédérale qui font partie de l'univers de la Commission de la fonction publique	2 919 ²	
		Employés qui font partie de l'univers de la Commission de la fonction publique et du Conseil du trésor	171 595	
		Employés qui ne sont pas nommés par la fonction publique	61	
		Employés des autres sociétés et organismes de l'administration publique fédérale dont le Conseil du trésor n'est pas l'employeur	87 222 ³	
		Personnel militaire de la Défense nationale	84 474	
		la Force régulière	61 982	
		la Force de réserves	22 492	
		Personnel en uniforme de la Gendarmerie royale du Canada	17 304	
		Employés des entreprises commerciales publiques fédérales	89 278	

¹ Cet état des concordances fourni des données au 31 décembre 2003 et n'est pas précisément comparable à la moyenne annuelle.

² Comprend les employés d'entités telles que l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Office nationale de l'énergie et le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada.

³ Comprend les employés d'entités telles que l'Agence des douanes et du revenu du Canada, la Société radio Canada, et le Conseil national de recherches du Canada.

État de rapprochement VIII

Rapprochement des données sur l'emploi dans l'administration publique (EERH)¹ et des données sur l'emploi dans le secteur public (DIP)², pour l'année civile 2003, moyennes annuelles

	milliers d'employés
Emploi dans l'administration publique d'après l'EERH³	766
Plus :	
Éducation	822
Les institutions de services de santé et de services sociaux	739
Autres composantes ⁴	228
Personnel militaire et réservistes	84
Employés de l'administration publique fédérale à l'extérieur du Canada	2
Entreprises publiques	272
Sous-total	2 145
Égale :	
Emploi dans le secteur public d'après la DIP	2 910

Nota : Les données d'emplois ne sont pas en "équivalent temps-plein" et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.

¹ Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures, STC.

² Division des institutions publiques, STC.

³ CANSIM tableau numéro 281-0024.

⁴ Incluent Énergie atomique du Canada Ltée., les Administrations de pilotage, les musées, les bibliothèques publiques, les hôpitaux et services sociaux fédéraux, certains hôpitaux provinciaux et les entités publiques oeuvrant dans les industries de la foresterie, des pêches, des transports et de la récréation.

Annexe VI – Transferts de capital

Tableau A1

Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique, pour les années 1991-1992 à 2003-2004

Exercice Financier	Province	Sous-secteur	Transfert de capital
milliers de dollars			
1991-1992	Saskatchewan	Hôpitaux	425 000
1991-1992	Saskatchewan	Universités	182 000
1992-1993	Nouvelle-Écosse	Commissions scolaires	218 216
1992-1993	Nouvelle-Écosse	Hôpitaux	123 389
1992-1993	Nouvelle-Écosse	Universités	59 291
1993-1994	Île-du-Prince-Édouard	Hôpitaux	56 478
1993-1994	Île-du-Prince-Édouard	Commissions scolaires	115 764
1993-1994	Île-du-Prince-Édouard	Universités	7 740
1993-1994	Nouvelle-Écosse	Commissions scolaires	16 091
1995-1996	Ontario	Collèges	52 579
1995-1996	Ontario	Hôpitaux	381 201
1995-1996	Ontario	Commissions scolaires	696 678
1995-1996	Ontario	Universités	184 028
1996-1997	Manitoba	Hôpitaux	124 859
1996-1997	Manitoba	Établissements de soins pour bénéficiaires internes	25 141
1996-1997	Saskatchewan	Administrations municipales	69
1996-1997	Territoires du Nord-Ouest	Administrations municipales	883
1998-1999	Colombie-Britannique	Collèges	965 433
1998-1999	Colombie-Britannique	Administrations municipales	1 984 772
1998-1999	Colombie-Britannique	Commissions scolaires	3 648 968
1998-1999	Colombie-Britannique	Universités	859 582
1999-2000	Nouvelle-Écosse	Autres services de santé et de services sociaux	160 000
1999-2000	Québec	Hôpitaux	765 000
1999-2000	Alberta	Hôpitaux	25 521
2000/01	Île-du-Prince-Édouard	Universités	674
2000/01	Île-du-Prince-Édouard	Collèges	913
2001/02	Île-du-Prince-Édouard	Universités	475
2001/02	Île-du-Prince-Édouard	Collèges	431

Tableau A2

Transferts de capital de l'administration provinciale générale affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique, par province et territoire, pour les années 1991-1992 à 2003-2004

Exercice Financier	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
milliers de dollars							
1991-1992	0	0	0	0	0	0	0
1992-1993	0	0	400 896	0	0	0	0
1993-1994	0	179 983	16 091	0	0	0	0
1994-1995	0	0	0	0	0	0	0
1995-1996	0	0	0	0	0	1 314 486	0
1996-1997	0	0	0	0	0	0	150 000
1997-1998	0	0	0	0	0	0	0
1998-1999	0	0	0	0	0	0	0
1999-2000	0	0	160 000	0	765 000	0	0
2000-2001	0	1 587	0	0	0	0	0
2001-2002	0	907	0	0	0	0	0
2002-2003	0	0	0	0	0	0	0
2003-2004	0	0	0	0	0	0	0
	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Total du Canada
milliers de dollars							
1991-1992	607 000	0	0	0	0	...	607 000
1992-1993	0	0	0	0	0	...	400 896
1993-1994	0	0	0	0	0	...	196 074
1994-1995	0	0	0	0	0	...	0
1995-1996	0	0	0	0	0	...	1 314 486
1996-1997	69	0	0	0	883	...	150 952
1997-1998	0	0	0	0	0	...	0
1998-1999	0	0	7 458 755	0	0	...	7 458 755
1999-2000	0	25,521	0	0	0	...	950,521
2000-2001	0	0	0	0	0	...	1 587
2001-2002	0	0	0	0	0	...	907
2002-2003	0	0	0	0	0	...	0
2003-2004	0	0	0	0	0	...	0

Annexe VII – Les données sur la population, Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

Tableau A3

Estimations de la population, Canada, provinces et territoires, au 1^{er} avril (Personnes)^{1,2,3}

Géographie	1992	1993	1994	1995	1996	1997	
Canada	28 264 832	28 597 431	28 905 452	29 210 978	29 515 159	29 819 070	
Terre-Neuve-et-Labrador	579 672	580 322	575 664	569 103	561 728	553 218	
Île-du-Prince-Édouard	130 760	131 794	133 005	134 164	135 314	135 945	
Nouvelle-Écosse	917 680	922 578	926 202	927 718	929 986	931 913	
Nouveau-Brunswick	747 210	748 316	749 487	750 724	751 925	752 482	
Québec	7 094 522	7 145 610	7 183 908	7 210 359	7 238 162	7 267 834	
Ontario	10 525 768	10 655 098	10 775 745	10 906 573	11 037 856	11 180 472	
Manitoba	1 111 057	1 115 557	1 120 863	1 127 230	1 132 017	1 135 851	
Saskatchewan	1 002 793	1 004 992	1 008 487	1 012 735	1 017 800	1 017 847	
Alberta	2 621 025	2 658 468	2 691 538	2 724 960	2 762 833	2 813 321	
Colombie-Britannique	3 442 877	3 541 566	3 646 253	3 750 988	3 849 425	3 931 016	
Territoire du Yukon	29 540	30 133	29 695	30 149	31 141	31 654	
Territoires du Nord-Ouest incluant Nunavut ⁴	..	..	..	..	..	..
Territoires du Nord-Ouest ⁴	39 247	39 659	40 387	41 404	41 516	41 678	
Nunavut ⁵	22 681	23 338	24 218	24 871	25 456	25 839	
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Canada	30 081 925	30 317 125	30 597 172	30 912 657	31 256 399	31 543 355	31 825 416
Terre-Neuve-et-Labrador	542 573	534 582	529 655	523 321	519 622	519 420	518 955
Île-du-Prince-Édouard	135 650	136 040	136 305	136 512	136 874	137 526	138 365
Nouvelle-Écosse	932 107	932 182	934 354	932 972	933 555	935 387	936 510
Nouveau-Brunswick	751 104	750 088	750 547	749 794	749 470	750 502	750 540
Québec	7 290 531	7 315 106	7 347 252	7 383 830	7 430 510	7 472 899	7 520 938
Ontario	11 323 035	11 454 338	11 623 226	11 828 337	12 032 234	12 193 256	12 332 593
Manitoba	1 136 199	1 140 541	1 145 929	1 149 718	1 153 244	1 159 917	1 168 349
Saskatchewan	1 017 279	1 015 900	1 009 378	1 001 830	996 463	994 777	995 058
Alberta	2 877 094	2 937 912	2 989 163	3 041 661	3 099 198	3 142 136	3 183 312
Colombie-Britannique	3 977 875	4 002 399	4 033 285	4 065 998	4 105 712	4 135 769	4 177 443
Yukon	31 313	30 594	30 373	30 114	30 076	30 809	31 512
Territoires du Nord-Ouest ⁴	40 981	40 720	40 474	40 638	41 197	41 719	42 274
Nunavut ⁵	26 184	26 723	27 231	27 932	28 244	29 238	29 567

¹ Postcensitaire provisoire, mise à jour et définitive : estimations de l'effectif de la population établies à partir des résultats du dernier recensement disponible rajustés pour le sous-dénombrement net et l'estimation de l'accroissement démographique survenu depuis la date de ce dernier recensement. Intercensitaire : estimations de l'effectif de la population établies à partir des estimations postcensitaires et les résultats rajustés pour le sous-dénombrement net des deux recensements encadrant l'année considérée.

² Estimations de population trimestrielles : Trimestre I= 1^{er} janvier; Trimestre II= 1^{er} avril; Trimestre III= 1^{er} juillet; Trimestre IV= 1^{er} octobre.

³ Du 1^{er} juillet 1951 au 1^{er} avril 1971, les estimations sont intercensitaires définitives, intercensitaires mises à jour du 1^{er} juillet 1971 au 1^{er} avril 1991, intercensitaires définitives du 1^{er} juillet 1991 au 1^{er} avril 1996, postcensitaires définitives du 1^{er} juillet 1996 au 1^{er} juillet 1999, postcensitaires mises à jour du 1^{er} octobre 1999 au 1^{er} juillet 2002 et postcensitaires provisoires par la suite.

⁴ Les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut sont présentées séparément à partir du 1^{er} juillet 1991.

⁵ Avant le 1^{er} juillet 1991, seulement les estimations de population des Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut combinées sont disponibles.

Tableau A4

Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché, en termes de dépenses, désaisonnalisés

Géographie	Canada
Millions de dollars	
1991/01	678 172
1992/01	692 940
1993/01	714 776
1994/01	750 696
1995/01	801 904
1996/01	819 976
1997/01	867 828
1998/01	906 904
1999/01	949 136
2000/01	1 042 100
2001/01	1 115 408
2002/01	1 121 528
2003/01	1 214 880
2004/01	1 255 676

Annexe VIII

Glossaire

- Actif** : bien appartenant à une personne propre susceptible de lui procurer un avantage économique futur.
- Actif financier** : actif de nature financière, comme par exemple les liquidités, les créances et les titres.
- Administration publique consolidée** : le terme général pour la consolidation de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales, des administrations locales, du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec.
- Bilan** : document exposant à une date donnée la situation financière de l'entité en ce qui a trait aux éléments d'actif, du passif et des avoirs propres. Ces éléments sont habituellement présentés à la fin de l'année financière.
- Comptabilité d'exercice** : méthode qui consiste à tenir compte des produits et des charges découlant des opérations d'un exercice lorsque les produits sont gagnés et les charges engagées, que les rentrées de fonds ou les décaissements soient survenus au cours de la même période ou non.
- Comptabilité de caisse** : méthode qui consiste à ne comptabiliser les produits et les charges que lorsque les opérations en question donnent lieu à des rentrées ou des sorties de fonds.
- Comptabilité de caisse modifiée** : recours à une convention de comptabilité de caisse au cours d'une période comptable, et inscription des produits à recevoir à la fin de la période, par exemple comptes fournisseurs, paiements de transfert et impôts dans certains cas. Ce type de comptabilité est surtout utilisé par les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, mais il n'existe pas d'uniformité quant aux produits à recevoir.
- Consolidation** : regroupement des données statistiques financières pour deux entités ou plus de façon à éliminer les soldes et les transactions entre les entités.
- Convention brute** : présentation des revenus et dépenses et des postes du bilan sur une base brute sans aucune déduction.
- Déficit** : excédent des dépenses par rapport aux recettes.
- Dette brute** : ensemble du passif d'une administration publique.
- Dette garantie** : emprunts émis par des organismes externes au gouvernement (par exemple, entreprises publiques) qui sont garantis par une administration publique.
- Dette nette** : excédent du passif sur l'actif financier.
- Employé** : toute personne qui reçoit un salaire et toute personne en congé payé pour laquelle l'employeur est tenu de remplir une déclaration T-4 supplémentaire de l'Agence des douanes et du Revenu Canada. Non compris sont les consultants indépendants et les employés des compagnies sous contrat avec une entité du secteur public.
- Employé à temps plein** : toute personne qui travaille un nombre d'heures inférieur à celui de la semaine normale de travail de l'établissement.
- Excédent** : surplus des recettes par rapport aux dépenses.
- Flux financier** : enregistre le mouvement de l'actif et du passif entre deux périodes.
- Fonds d'amortissement** : fonds institué pour le rachat des obligations et des débetures.
- Fonds spéciaux** : organisme créé par les administrations publiques ou par un certain nombre d'administrations publiques qui agit en tant que prolongement spécialisé des organismes ministériels.
- Formation brute de capital fixe** : comprend les dépenses se rapportant aux biens tangibles durables devant être amorties sur une période d'un an ou plus. Seuls les nouvelles constructions ou le nouvel équipement ou machinerie sont inclus.
- Immobilisations** : biens tangibles, comme par exemple un terrain, des bâtiments, de l'équipement, etc. pour lesquels on peut s'attendre à ce que la durée de vie utile soit étendue sur plusieurs périodes comptables.
- Obligation (non garantie) ou débeture** : titre de créance négociable qui n'est généralement pas garanti par des biens spécifiques mais plutôt par la réputation de crédit de l'organisme qui l'a émis.
- Passif** : les passifs sont des obligations de l'entité par suite d'opérations dont le règlement pourra nécessiter le transfert d'actifs ou la prestation de services.
- Passif éventuel** : dettes potentielles qui peuvent se transformer en dettes réelles dont l'issue ultime dépend d'un ou de plusieurs événements futurs.
- Produit intérieur brut (PIB)** : est la valeur ajoutée par la main-d'oeuvre et le capital dans la transformation d'intrants achetés auprès d'autres producteurs de produits et services.
- Salaires et traitements** : les salaires et traitements comprennent les jetons de présence des administrateurs, les primes, les commissions, les gratifications, le revenu en nature, les allocations imposables et les rappels de salaire. Les estimations des salaires et traitements sont fondées sur des chiffres bruts, c'est-à-dire, avant déduction de l'impôt sur le revenu, des cotisations d'assurance-chômage, des cotisations à des caisses de retraite, etc. Les salaires et traitements accumulés avec le temps, comme les rappels de salaire, est prise en compte durant le mois et l'année au cours desquels elle est versée. Exclut les cotisations obligatoires et les contributions volontaires des employeurs en faveur des employés aux régimes de pensions et aux régimes privés et publics d'assurance sociale qui sont traités comme revenu supplémentaire du travail.
- Salarié** : toute personne dont la rémunération de base est calculée selon un taux fixe hebdomadaire, mensuel ou annuel.
- Avoir net** : excédent de l'actif financier sur le passif.

Annexe IX

Produits connexes

Série du Système de gestion financière

Emploi et rémunération dans les administrations publiques

Tableaux CANSIM :

Emploi, salaires et traitements, secteur public	1830002
Emploi, salaires et traitements dans l'administration fédérale - selon la province ou le territoire	1830002
Emploi, salaires et traitements dans les administrations provinciales et territoriales	1830002
Emploi, salaires et traitements dans les administrations locales	1830002
Emploi, salaires et traitements dans l'administration publique fédérale, dans les régions métropolitaines de recensement, pour les mois de septembre	1830003
Ministère de la défense nationale, les membres des forces armées Canadiennes, salaires et traitements	1830004

Publication :

Statistiques sur le secteur public	68-213-XIF
------------------------------------	------------

Bilans

Tableaux CANSIM :

Dette de l'administration fédérale	3850010
Bilan de l'administration fédérale	3850014
Dette nette des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales	3850017
Bilan des régimes de retraite non provisionnés fédéral, provinciaux et territoriaux	3850018
Bilan des administrations provinciales et territoriales	3850014
Bilan des administrations locales	3850014
Administrations consolidées	3850014
Bilan consolidés des administrations provinciales, territoriales et locales	3850014
Bilan du Régime de pensions du Canada et Québec (RPC et RRQ)	3850019

Publication :

Statistiques sur le secteur public	68-213-XIF
------------------------------------	------------

Recettes et dépenses

Tableaux CANSIM :

Administration fédérale	3850001
Rapprochement de l'administration fédérale	3850023
Administration générale fédérale	3850002
Régimes de retraite non provisionnés fédéraux	3850005
Administrations générales provinciales et territoriales	3850002
Universités et collèges	3850007
Institutions des services de santé et services sociaux	3850008
Régimes de retraite non provisionnés provinciaux et territoriaux	3850005
Administrations provinciales et territoriales	3850001
Rapprochement des administrations publiques provinciales et territoriales	3850022
Rapprochement des dépenses des universités et collèges et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire	3850021
Administrations générales locales	3850004
Recettes et dépenses d'administration locale générale, comptes courant et capital	3850024
Conseils scolaires	3850009
Administrations locales	3850003
Régime de pensions du Canada	3850006

Série du Système de gestion financière - Fin

Régime de rentes du Québec	3850006
Consolidées de Régimes de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec	3850001
Consolidées de l'administration fédérale, des administrations provinciales et territoriales et des administrations locales (le RPC et le RRQ ne pas inclus)	3850001
Consolidées des administrations publiques provinciales, territoriales et locales	3850001
Consolidées des administrations publiques (inclut les administrations publiques fédérales, provinciales, territoriales et locales, ainsi que le RPC et le RRQ)	3850001

Publication :
Statistiques sur le secteur public 68-213-XIF

Entreprises publiques fédérales

Tableaux CANSIM :

Les finances des entreprises fédérales, actif, passif et valeur nette, revenus et dépenses, pour le Canada et par branche d'activité	3850013
Les finances des entreprises publiques fédérales, des bénéfices non répartis, pour le Canada et par branche d'activité	3850012
Les finances des entreprises publiques fédérales, revenus et dépenses, pour le Canada et par branche d'activité	3850011

Publication :
Statistiques sur le secteur public 68-213-XIF

Entreprises publiques provinciales et territoriales

Tableaux CANSIM :

Actif, passif et avoir net des entreprises provinciales et territoriales, selon l'industrie	3850016
Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales, territoriales et locales, selon l'industrie	3850015

Publication :
Statistiques sur le secteur public 68-213-XIF

Contrôle et vente des boissons alcoolisées au Canada

Tableaux CANSIM :

Bénéfice net des régies des alcools et recettes des administrations provinciales et territoriales, exercices financiers se terminant le 31 mars	1830005
Volume et valeur des ventes de boissons alcoolisées et par habitant 15 ans et plus, exercices financiers se terminant le 31 mars	1830006
Ventes de boissons alcoolisées par les régies des alcools, les producteurs de vins et les brasseries	1830015
Importations et exportations de boissons alcoolisées, par valeur pour le Canada et par volume pour les pays sélectionnés	1830016
Bénéfice net des régies des alcools provinciales et territoriales et recettes des administrations provinciales et territoriales provenant directement du contrôle et de la vente des boissons alcoolisées	1830017
Rapprochement entre le bénéfice des régies des alcools et les recettes provenant directement du contrôle et de la vente des boissons alcoolisées	1830018
Volume en litres d'alcool absolu des ventes de boissons alcoolisées et par habitant 15 ans et plus	1830019
Provisions provinciales et territoriales des ventes au détail de boissons alcoolisées	1830020

Publication :
Le contrôle et la vente des boissons alcoolisées au Canada 63-202-XIB

Autres publications :

Système de gestion financière (SGF) 68F0023-XIB